

**REUNION DES MINISTRES
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA ZONE FRANC**

COMITE DE CONVERGENCE

Rapport aux Ministres

Paris, les 11 et 12 septembre 2006

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC

- Paris, le 12 septembre 2006 -

RESOLUTIONS DES MINISTRES

Les ministres chargés des finances des pays de la Zone franc, réunis le 12 septembre 2006 à Paris :

1) Prennent acte de l'état de la convergence au 31 décembre 2005. En 2005, neuf pays de la Zone franc ont connu des tensions inflationnistes au-delà du seuil de 3%. Ils constatent que la convergence a été insuffisante, malgré les résultats encourageants des pays qui ont mis en œuvre leur programme de convergence, dans un contexte marqué par des chocs exogènes et la persistance de crises sociopolitiques. Cette situation n'a toutefois pas eu d'impact sur la situation monétaire qui reste solide. La persistance de prix élevés pour les produits pétroliers sur une longue période constitue cependant un risque majeur pesant sur la bonne exécution des programmes de développement des pays importateurs. En outre, elle rend nécessaire la formulation puis la mise en œuvre de politiques ambitieuses visant à atténuer la vulnérabilité des économies nationales et à développer des sources alternatives d'énergie.

2) Constatent les tendances qui se dessinent au sein de la Zone franc sur les huit premiers mois de l'année 2006.

En zone UEMOA, la conjoncture reste relativement bien orientée, profitant de bonnes performances des secteurs primaire et secondaire. Quoiqu'en décélération, les tensions inflationnistes persistent et doivent être maîtrisées. La situation des finances publiques reste fragile, malgré les marges de manœuvre budgétaires dégagées par les annulations accordées dans le cadre des initiatives PPTE et IADM.

En zone CEMAC, les perspectives s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique en hausse, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'amélioration du solde extérieur courant et une couverture extérieure de la monnaie satisfaisante. Cependant, la croissance économique doit être davantage diversifiée et les tensions inflationnistes maîtrisées.

S'agissant des Comores, la situation économique est marquée par la réduction de l'inflation, un ralentissement de l'activité, une nette détérioration des finances publiques au premier semestre, qui appelle des mesures de redressement, et une aggravation du déficit des comptes extérieurs, liée à la hausse des cours du pétrole et à la détérioration des prix de la vanille.

3) Prennent acte du rapport sur l'adéquation entre les objectifs et les moyens de la surveillance multilatérale. Les études réalisées ont mis en évidence les entraves au bon fonctionnement du dispositif de surveillance multilatérale, au niveau national comme au niveau sous-régional. Ces difficultés tiennent à un manque d'impulsion politique, à l'insuffisance d'indicateurs statistiques fiables, harmonisés et publiés dans des délais convenables, au manque de moyens financiers et matériels, à la faiblesse des ressources humaines, en termes d'effectifs ou de formation, à un manque d'homogénéité dans l'organisation des structures au niveau national, mais aussi à un déficit de communication.

En conséquence, les ministres réaffirment le caractère indispensable d'une convergence au sein d'une zone monétaire et s'engagent à renforcer les moyens de la surveillance multilatérale. A ce titre, ils exhortent les Etats de la CEMAC à finaliser leurs programmes triennaux de convergence. Ils demandent par ailleurs aux organes communautaires de mettre en place des actions de communication afin de sensibiliser les autorités nationales comme la société civile aux enjeux et aux résultats de la surveillance multilatérale.

4) Se félicitent de l'achèvement des travaux sur les indicateurs complémentaires de convergence, y compris les modalités de calcul d'un solde budgétaire de base corrigé des dons budgétaires et des ressources PPTE d'une part, et des variations de la conjoncture pétrolière d'autre part. Les différents indicateurs complémentaires permettront de mieux mesurer l'évolution à moyen terme des critères et l'impact de la conjoncture, d'avoir une meilleure appréciation de la pertinence des politiques économiques mises en œuvre ainsi que des efforts faits par les gouvernements pour améliorer la viabilité des finances publiques. Ces indicateurs seront désormais suivis par les instances compétentes et intégrés dans le rapport semestriel du Comité de convergence. Les ministres demandent par ailleurs que les travaux de mise en place ou de rénovation de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) soient accélérés.

5) S'agissant de la dette extérieure, les ministres réaffirment la nécessité pour les Etats de préserver la soutenabilité à moyen terme de leur dette, en portant une attention toute particulière au rythme et aux conditions de réendettement. Ils soulignent en particulier les risques qu'entraînerait le recours à des financements non concessionnels.

Les ministres insistent enfin sur la nécessité de tenir à jour un inventaire de la dette, en particulier la dette intérieure, dans le cadre de la prévention de l'apparition ou de l'accumulation d'arriérés. Les ministres s'engagent à ce titre à transmettre régulièrement des informations complètes et fiables aux autorités régionales.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	2
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC.....	7
3.1 UEMOA.....	8
3.2 CEMAC.....	11
3.3 UNION DES COMORES.....	14
4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2005	16
4.1 UEMOA.....	16
• Critères de premier rang	16
• Critères de second rang.....	17
4.2 CEMAC.....	18
• Critères de base.....	18
• Indicateurs.....	18
4.3 COMORES.....	19
5. RECOMMANDATIONS	20
5.1 UEMOA.....	20
• Recommandations générales.....	20
• Recommandations par Etat.....	20
5.2 CEMAC.....	23
• Recommandations générales.....	23
• Recommandations par Etat.....	24
6. ANNEXES	27
6.1 Evolution des critères de convergence.....	28
6.2 Résultats et analyse des indicateurs complémentaires de convergence.....	31
6.3 Situation économique et financière de chaque Etat.....	38

1. INTRODUCTION

Le Comité de convergence de la Zone franc est une structure de réflexion et de proposition créée par la Réunion des Ministres des finances de la Zone franc en 1999 avec pour objectif principal le renforcement de la surveillance multilatérale dans cette zone.

A cet égard, il a pour mission de rendre compte de l'évolution de la situation économique et monétaire de la Zone franc, de suivre le fonctionnement de la surveillance multilatérale dans les sous-régions, de rendre compte des progrès réalisés en la matière et de formuler des recommandations propres à consolider ce processus.

Le Comité comprend quatre parties, à savoir l'UEMOA (Commission, BCEAO et BOAD), la CEMAC (Secrétariat Exécutif, BEAC et BDEAC), les Comores (Union des Comores et BCC) et la France (Direction générale du Trésor et de la politique économique – DGTPE – et Banque de France). AFRISTAT et l'AFD apportent également leur expertise au Comité.

Le Comité se réunit chaque semestre en préparation de la réunion des Ministres des finances de la Zone franc. Il est présidé chaque année alternativement par la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat Exécutif de la CEMAC. Le Secrétariat du Comité est quant à lui assuré par la DGTPE.

Depuis la mise en œuvre du Comité en 1999, celui-ci s'est acquitté de sa mission en présentant à chaque réunion des Ministres un rapport sur l'état de la convergence en Zone franc assorti de résolutions. Les analyses de ce rapport s'appuient sur les données chiffrées produites par les trois sous-régions et validées en Conseil des Ministres.

L'intérêt de ces travaux a amené les Ministres à décider, en septembre 2004, la publication du rapport du Comité, traduisant ainsi leur attachement au principe de transparence et au souci de partager l'expérience de la Zone franc en matière de surveillance économique régionale.

Le présent rapport synthétise les travaux du Comité de convergence de la Zone franc qui s'est réuni à Paris le 11 août 2006, conformément à son mandat. Il fait le bilan de la convergence à la date du 31 décembre 2005 et analyse les estimations disponibles pour 2006.

Si l'on analyse les quatre critères principaux de convergence, le Comité constate qu'en 2005 :

- neuf pays ont connu des tensions inflationnistes au-delà du seuil de convergence ;
- au-delà de l'inflation, la convergence a modérément progressé ;
- dans chacune des Unions, un groupe de pays reste en marge de ces progrès.

L'analyse de la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA fait ressortir une situation macroéconomique toujours difficile et, en conséquence, un ralentissement du rythme de convergence, notamment en matière d'inflation, en raison notamment des crises sociopolitiques dans certains Etats membres, de la hausse des cours des produits pétroliers et de la baisse des cours de certaines matières premières exportées par l'Union (cacao, coton), et de l'absence d'impulsion politique donnée au dispositif de surveillance multilatérale. En 2005, un seul Etat, le Sénégal, a respecté les quatre critères de premier rang alors qu'en 2002 deux Etats, le Sénégal et le Bénin,

respectaient ces critères. Par conséquent, un nouvel horizon de convergence a été fixé à fin 2008. Désormais l'Union entrera en phase de stabilité dès qu'une masse critique d'Etats aura respecté les quatre critères de premier rang et que ce respect sera jugé durable.

L'environnement international, en particulier la hausse des cours pétroliers, continue par ailleurs d'avoir des retombées favorables sur l'activité économique de la CEMAC. Le PIB réel par habitant a ainsi augmenté de 4,0 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5% par an. Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, reste toutefois insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et la réduction durable de la pauvreté. En matière de convergence, des progrès significatifs ont été réalisés en matière de non-accumulation d'arriérés, trois pays : le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale remplissant ce critère. Pour les autres pays, un effort est indispensable pour assurer la collecte des données concernant les arriérés intérieurs. La hausse du taux d'inflation pourrait devenir un motif d'inquiétude en 2006, si la tendance actuelle se confirmait, puisque le taux d'inflation moyen de la sous-région pourrait atteindre les limites du cadre de convergence. L'excédent du solde budgétaire devrait quant à lui s'accroître et le déficit du solde courant se réduire substantiellement, consolidant l'orientation de la CEMAC vers les critères de convergence.

L'Union des Comores, désormais pleinement impliquée dans le processus de convergence, est parvenue à maintenir en 2005, sa stabilité macroéconomique, dans un contexte de forte détérioration des termes de l'échange causée par l'effondrement des prix de la vanille et la hausse des cours internationaux du pétrole. La croissance du PIB réel a repris grâce aux services liés au commerce et au tourisme et l'inflation a été contenue. La performance budgétaire s'est améliorée en 2005, avec une hausse de l'excédent intérieur primaire et une baisse nette des arriérés de salaires des fonctionnaires pour la première fois depuis des années. Le premier semestre 2006 a été marqué par un ralentissement économique et une détérioration nette des finances publiques. Aucun des critères de convergence n'est toutefois encore atteint. Ils ont néanmoins été intégrés dans la Loi de finance 2006, illustrant la volonté des autorités de s'y conformer le plus tôt possible.

Pour l'ensemble de la Zone franc, le Comité rappelle plus particulièrement deux de ses recommandations sur lesquelles il lui semble nécessaire de se concentrer pour :

- assurer la réalisation d'une croissance forte et durable basée sur la diversification des activités de production, le renforcement des infrastructures et un environnement favorable au secteur privé ;
- approfondir l'intégration régionale.

Le Comité recommande de nouveau également :

- un renforcement de l'assainissement du cadre macroéconomique et des progrès réalisés en matière de convergence ;
- la consolidation des efforts entrepris en matière de bonne gouvernance et de transparence, caractérisés notamment, au niveau régional, par la mise en place d'un secrétariat de l'initiative EITI en Zone franc ;
- le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement et les institutions de Bretton Woods qui demeurent une nécessité.

Le Comité souligne enfin la nécessité d'une surveillance accrue de l'inflation, qui appelle à des actions concertées des autorités de la zone, afin d'éviter un franchissement prolongé du plafond défini pour l'exercice de convergence.

Enfin, afin de donner à cette revue toute sa dimension, le Comité de convergence rappelle l'importance d'une convergence des économies nationales dans le cadre d'une zone monétaire et demande une plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité. Cela suppose une prise en compte toujours plus effective des orientations et des recommandations de politique économique retenues à l'échelle communautaire dans la formulation des politiques économiques nationales. Cela suppose également une sensibilisation accrue des différents acteurs de la Surveillance multilatérale en vue d'une plus grande internalisation de l'exercice.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2005, la croissance de l'économie mondiale a légèrement fléchi en s'établissant à 4,8 % contre 5,3 % en 2004. En 2006, l'impact de la persistance des cours élevés du pétrole sur la croissance devrait être atténué par un redressement graduel de l'investissement. La croissance du PIB mondial s'établirait à 4,9 %. Toutefois, le déficit croissant du compte des transactions extérieures courantes des États-Unis et les cours élevés du pétrole constituent des facteurs de risque pour la croissance économique mondiale.

Les conséquences du relèvement des prix du pétrole sont tangibles même si elles restent modérées, notamment dans les pays industrialisés où les prix à la consommation ont augmenté de 2,3 % en 2005 contre 2,0 % en 2004. Dans les pays en voie de développement, la détérioration de la balance des paiements courants est restée limitée et les tensions inflationnistes ont été contenues avec un taux d'inflation qui s'est situé à 5,4 % en 2005 contre 5,7 % en 2004. Toutefois, certains pays, en particulier les pays importateurs de pétrole en Afrique subsaharienne, sont plus particulièrement pénalisés. Si les prix demeurent à un niveau très élevé sur une longue période, ils devront puiser dans leurs réserves extérieures. En 2006, les risques inflationnistes pourraient être amplifiés par la faiblesse des capacités de production pétrolières et les incertitudes géopolitiques au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont maintenu une orientation restrictive de leur politique monétaire en 2005 et au premier semestre 2006, en rehaussant leurs principaux taux directeurs. Au second semestre 2006, elles pourraient être tentées par la poursuite du resserrement de la politique monétaire en réaction aux poussées inflationnistes.

En 2005, sur le marché des changes, le dollar a rebondi face à l'euro (+14,3 %) en liaison avec plusieurs facteurs, notamment l'accroissement de l'écart de taux d'intérêt entre les États-Unis et la Zone euro et le rapatriement de bénéfices réalisés à l'étranger par les entrepreneurs américains, favorisé par l'exemption fiscale au titre du *Homeland Investment Act*. Au début de l'année 2006, l'euro s'est toutefois légèrement repris face au dollar qui s'est replié de 2,3 %, tout en restant dans une marge de fluctuation plutôt étroite. Le marché est sans tendance claire, évoluant principalement au gré des perspectives conjoncturelles de part et d'autre de l'Atlantique et des anticipations de politique monétaire aux États-Unis et en Zone euro.

- **Production**

Aux États-Unis, la croissance du PIB en termes réels est passée de 4,2 % en 2004 à 3,5 % en 2005, en relation avec l'accélération des exportations tirées par le recyclage des revenus pétroliers, et la bonne tenue de la consommation privée. Celle-ci continue de rester ferme en 2006, en dépit d'un tassement du marché immobilier et d'une hausse des prix de l'énergie escompté au second semestre. La croissance se maintiendrait donc à 3,6 % en 2006, soutenue également par les investissements privés liés à l'amélioration des bénéfices des entreprises. La poursuite des créations d'emplois entraînerait par ailleurs un recul du taux de chômage de 5,5 % en 2004 à 5,0 % en 2005 et 4,8 % en 2006.

Au Japon, le taux de croissance a été de 2,7 % en 2005 contre 2,6 % en 2004. Les exportations et le redémarrage de l'investissement privé ont été le principal moteur de la croissance. De même, une augmentation de la consommation a également contribué à la reprise de l'activité économique. En 2006, la croissance du PIB serait de 2,8 %, en liaison avec une hausse des bénéfices des entreprises et des exportations stimulées par l'expansion des économies émergentes d'Asie et la dépréciation du yen. Le taux de chômage amorcerait une décrue de 4,5% en 2005 à 3,8% en 2006.

Dans la Zone euro, l'activité économique a profité d'un redémarrage de l'investissement privé depuis le second semestre 2005 et d'un renforcement des échanges internationaux. Le taux de croissance du PIB annuel, estimé à 1,4 % en 2005, est néanmoins resté faible. Le taux de croissance est estimé à 2,2 % en 2006. L'investissement des entreprises continuerait de progresser, la consommation des ménages pourrait également s'accroître sous l'effet de la hausse des revenus disponibles. Le taux de

chômage reculerait à 8,4 % en 2005 et 8,1 % en 2006, avec la mise en œuvre de réformes du marché du travail dans plusieurs pays.

Dans les pays émergents d'Asie, le taux de croissance de l'activité économique a atteint 8,6 % en 2005 contre 7,8 % en 2004. Ce résultat est dû essentiellement à la forte demande mondiale de produits électroniques, en dépit de la hausse des cours du pétrole. Les prévisions indiquent le maintien d'un taux de croissance robuste de 8,2 % en 2006.

En Amérique latine, la croissance économique s'est ralentie en 2005 à 4,3 %, en raison notamment de l'affaiblissement des exportations de produits manufacturés. Le taux de croissance resterait stable à 4,3 % en 2006, stimulé par la vigueur du commerce intra-régional et de l'économie américaine. La faiblesse des taux d'épargne et d'investissement reste toutefois un problème structurel auxquels il est nécessaire de s'attaquer, selon le FMI, lequel prône une plus grande libéralisation afin d'accroître les investissements directs étrangers.

En Afrique sub-saharienne, selon le FMI¹, le taux de croissance réel du PIB passerait de 5,6 % en 2004 à 5,5 % en 2005, avec le ralentissement de l'activité économique dans plusieurs pays pétroliers, puis repasserait à 5,8 % en 2006, grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers en Angola, au Congo et en Mauritanie ainsi que l'augmentation de la production pétrolière du Nigeria.

- **Prix et inflation**

Dans les pays industrialisés, en dépit de la hausse des prix du pétrole, l'inflation a été maîtrisée par un resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis, au Canada et dans la Zone euro au cours de l'année 2005 et du premier semestre 2006, se stabilisant en moyenne annuelle à 2,2 % seulement contre 2,0 % en 2004, avec une prévision de 2 % en 2006.

Aux Etats-Unis, compte tenu du niveau modéré des salaires et du durcissement progressif des conditions monétaires, l'inflation reviendrait à 3,3 % en 2006, contre 3,4 % en 2005, encore assez loin toutefois de son niveau de 2004 (2,7 %).

Au Japon, l'augmentation des prix unitaires du travail exercerait de nouvelles pressions inflationnistes, après une période prolongée de déflation, reflétant le ralentissement de la baisse des prix des terrains et la hausse des revenus salariaux. Ainsi, les prix à la consommation ont commencé à augmenter en 2006. Le taux d'inflation est estimé à 0,7 % en 2006, contre - 0,3 % en 2005 et 0 % en 2004.

Dans la Zone euro, l'inflation fléchirait de 2,2 % en 2005 à 2,1 % en 2006, influencée par la hausse modérée des salaires et la dissipation de l'impact de l'augmentation des prix du pétrole.

Dans les pays émergents d'Asie, le taux de croissance du niveau général des prix reste relativement modéré, au vu de la forte croissance économique. Il est ressorti à 3,6 % en 2005 contre 4,0 % en 2004. En 2006, l'inflation progresserait à 3,9 %, en hausse notamment en Chine (2 %) et en Inde (4,8 %).

En Afrique subsaharienne, le taux d'inflation s'est stabilisé à 10,6 % en 2005 contre 9,3 % en 2004. En 2006, il resterait aux alentours de 10,7 %.

- **Evolution des taux d'intérêt et des marchés de changes**

Aux Etats-Unis, la *Federal Reserve* (Fed), a poursuivi le resserrement monétaire entamé en juin 2004 et poursuivi en 2005, en relevant graduellement d'un quart de point, le taux des fonds fédéraux de 4,50 % à 5 % et le taux d'escompte de 5,50 % à 6 %, respectivement le 28 mars et le 10 mai 2006. La Fed envisage un ralentissement de la croissance économique vers un rythme plus soutenable.

En Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté son taux directeur de 0,25 point à trois reprises le 2 mars, le 2 juin 2006 et le 3 août, après une même hausse intervenue au 1^{er} décembre

¹ *African Economic Outlook* de 2006.

2005. La BCE a confirmé ses intentions de rester vigilante au second semestre 2006 et en 2007, prévoyant une inflation supérieure à 2 %.

Au Japon, la politique monétaire de l'Institut d'émission, est demeurée très accommodante avec des taux d'intérêt nuls, avant de connaître un net infléchissement début 2006. L'objectif visé est de réduire progressivement les liquidités mises à la disposition des banques commerciales sur le marché interbancaire, avec comme instrument de référence le taux directeur au jour le jour maintenu à zéro.

Sur le marché des changes, l'euro a gagné plus de 7,64 % par rapport au dollar au premier trimestre 2006. Cette dépréciation du dollar est en liaison avec le creusement des déficits public et extérieur américain, la politique de hausse des taux de la BCE étant du même ordre que celle de la Fed.

- **Evolution des cours des matières premières**

Au cours de l'année 2005, la situation des marchés internationaux a été dans l'ensemble caractérisée par une hausse des principaux produits d'exportation de la Zone franc. En 2006, les cours restent bien orientés dans l'ensemble, en liaison avec la fermeté de la demande induite par l'expansion économique mondiale. Le pétrole devrait notamment bénéficier du dynamisme de la demande mondiale et de la faiblesse relative des investissements pétroliers, tandis que la situation des marchés internationaux des produits agricoles serait caractérisée par la poursuite de la hausse des cours du sucre, en raison essentiellement de la baisse de l'offre de l'Union européenne, et de l'intérêt croissant des gouvernements sud-américains pour les biocarburants, en particulier l'éthanol dérivé du sucre.

Pour le cacao, la baisse des cours amorcée depuis avril 2005 s'est stabilisée. Ils ont diminué de 9,6 % entre mars 2005 et mars 2006, passant de 1,78 \$ le kg à 1,55 \$ le kg. L'accalmie sociopolitique en Côte d'Ivoire et les bonnes perspectives de récolte en Côte d'Ivoire et au Ghana devraient permettre de maintenir ce reflux des cours du cacao.

Pour le café robusta, le marché s'est trouvé en forte hausse, le cours passant de 0,85 \$ le kg en décembre 2004 à 1,24 \$ le kg en décembre 2005, puis s'est stabilisé en 2006. Les mauvaises conditions climatiques sur certains marchés ont en effet empêché de bonnes récoltes mais l'impact sur le cours semble avoir été absorbé. En 2006, un quasi-équilibre est observé entre l'évolution de l'offre et celle de la demande, d'où la stabilité des prix.

Pour l'huile de palme, le mouvement de baisse des cours, observé depuis la mi-2004, a laissé la place à des mouvements chaotiques en 2005 et 2006. Dernièrement, les prix ont été enregistrés à la hausse, passant au bout du compte de 0,39 \$ le kg en mars 2005 à 0,44 \$ en mars 2006. La baisse de la production en Malaisie et la hausse de la demande mondiale en sont les principales raisons. A court terme, les cours de l'huile devraient bénéficier du recours croissant aux biocarburants.

Pour le sucre, les cours ont augmenté de manière continue en 2005 et 2006, s'établissant à 0,38 \$ en mars 2006, contre 0,22 \$ le kg en mars 2005 et 0,16 \$ encore un an plus tôt. Le 3 février 2006, le prix du sucre a atteint son meilleur niveau depuis 16 ans (0,46 \$ le kg). Depuis, il a connu toutefois une baisse marquée.

Pour le coton, les cours sont restés à des niveaux bas, malgré une légère remontée début 2006, passant de 1,24 \$ en mars 2005 à 1,3 \$ en mars 2006. L'offre devrait dépasser la demande en 2006, du fait d'une bonne récolte en Inde. Les stocks devraient atteindre leur plus haut niveau depuis 20 ans et les cours ne devraient pas enregistrer de hausse à court terme, malgré les achats importants de la Chine et de plusieurs fonds d'investissement.

Pour le pétrole, la hausse du prix du Brent amorcée en 2004 s'est poursuivie en 2005 pour finalement se stabiliser à un niveau supérieur à 60 \$, après une hausse de plus de 50 %. La croissance mondiale, des capacités de production restreintes, les tensions au Nigeria et en Iran ont contribué à la poursuite de cette tendance, le cours du Brent ayant atteint un nouveau record de 78,7 \$ le 8 août 2006. Les services du FMI prévoient en mai dernier un prix du baril à 66,5 dollars en moyenne en 2006.

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN ZONE FRANC

Les pays africains de la Zone franc (PAZF) ont enregistré un ralentissement de leur activité économique avec un taux de croissance de +4 % en 2005 contre +4,9 %, en 2004, en phase avec le léger fléchissement de la croissance mondiale. Toutefois, il est nécessaire de dissocier les pays de l'UEMOA qui ont enregistré une reprise de leur production en 2005, et les pays de la CEMAC qui ont connu un ralentissement après le pic de croissance survenu les années précédentes. L'Union des Comores a par ailleurs suivi une évolution plutôt favorable jusqu'au premier trimestre 2006, mais subit désormais la chute des cours de la vanille. Dans l'ensemble, la Zone franc a enregistré une croissance économique en 2005 inférieure à celle de l'Afrique sub-saharienne (4 % contre 5,3 %), de même que sur les premiers mois de l'année 2006. Toutefois, en dépit des incertitudes géopolitiques régionales et de son exposition aux chocs exogènes, la Zone franc continue de bénéficier d'une stabilité des prix nettement supérieure à celle des autres pays du continent.

En terme d'inflation, l'année 2005 a été marquée par une accélération de l'inflation dans l'ensemble de la Zone franc, alors que les premiers mois de 2006 laissent entrevoir une timide amélioration. Cette tendance rompt avec un cycle de baisse des prix amorcé depuis 2001, en particulier en UEMOA en raison de la hausse du prix du pétrole importé. Plusieurs PAZF subissent par ailleurs les effets d'une offre insuffisante de produits vivriers, à l'exception de l'Union des Comores comme l'illustre la réduction de son taux d'inflation (3,2 % en 2005 contre 4,5 % en 2004). Les PAZF enregistrent, malgré tout, des résultats qui contrastent assez fortement avec le taux d'inflation moyen observé en 2005 en Afrique subsaharienne (10,8 %). Les performances de la Zone franc s'inscrivent, en outre, dans la durée : sur la période 1997-2005, le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,3 % en UEMOA et de 2,1 % en CEMAC, alors que ce taux a dépassé 12 % pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. Cette inflation modérée est le résultat d'une politique monétaire prudente et de politiques économiques mieux maîtrisées et de l'environnement international. L'appréciation de l'euro depuis 2003 a contribué à modérer le coût des importations, notamment énergétiques.

Dans plusieurs pays, les réformes structurelles ont marqué le pas, la privatisation des entreprises publiques accusant quelques retards par rapport aux programmes initiaux. On note, toutefois, au cours des premiers mois de 2006, des avancées significatives dans les télécoms (pré sélection de repreneurs pour Gabon-Telecom et pour ONATEL-Burkina ; lancement d'un appel d'offre pour la reprise de Camtel, au Cameroun) et les transports aériens (création d'Air Gabon International, création au Cameroun d'une nouvelle compagnie aérienne en remplacement de Camair). On peut également rappeler la restructuration de Gabon Poste et la liquidation de Socadetex et de Transoil en RCA.

En 2006, six pays de la Zone franc (Sénégal, Niger, Mali, Bénin, Burkina et Cameroun) vont bénéficier de la mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale décidée par le G8 en juillet 2005 à Gleneagles. Cette initiative devrait leur permettre de dégager des ressources pour progresser dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la lutte contre la pauvreté. Les pays bénéficiaires, qui restent confrontés à d'importants besoins en investissements, devront, toutefois, faire preuve de prudence dans l'utilisation de leur nouvelle marge d'endettement, afin d'éviter un nouveau cycle de surendettement. La priorité doit être mise sur des investissements productifs, pour permettre en particulier une diversification des économies.

L'intégration régionale, facteur de stabilité et de croissance, doit également être renforcée par le respect des engagements pris par tous les Etats en ce qui concerne l'élimination effective des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, d'une part, et la poursuite de la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale d'autre part. Le Programme Economique Régional (PER) en UEMOA et le programme sous-régional de redressement économique et financier lancé en 1999 en CEMAC devraient contribuer également, à l'avenir, au renforcement de l'intégration régionale.

Dans cet environnement marqué par de nombreuses incertitudes géopolitiques régionales et exposé aux chocs exogènes, les mécanismes de la Zone franc ont continué de jouer, en 2005 et au cours du premier semestre 2006, un rôle stabilisateur. La mise en commun des réserves de change dans chacune des zones d'émission constitue un facteur incitatif à une gestion rigoureuse des finances publiques. Par ailleurs, le principe de libre-transférabilité et la convertibilité illimitée des monnaies de la Zone franc permettent de faciliter les flux d'échanges économiques et monétaires et sont donc de nature à stimuler l'investissement. Enfin, les dispositions de sauvegarde attachées aux accords de coopération passés avec la France garantissent la mise en œuvre effective d'une politique monétaire vigilante à l'égard du risque inflationniste. Les institutions de la Zone franc fournissent ainsi un cadre propice à la solidarité régionale, au développement économique, à une gestion rigoureuse des finances publiques et à la poursuite d'une politique monétaire vigilante.

3.1 UEMOA

En 2005, l'activité économique de l'Union a enregistré une hausse sensible, malgré la baisse des cours des principales matières premières exportées par les Etats membres et l'orientation persistante à la hausse des cours du pétrole. L'inflation a connu une remontée qui appelle à une certaine vigilance, tirée par l'accroissement de la facture pétrolière. La position extérieure nette des institutions monétaires reste toutefois solide et les principaux soldes budgétaires ont connu une quasi-stabilité.

Le premier trimestre 2006 confirme une conjoncture relativement bien orientée, profitant de bonnes performances dans le secteur secondaire et, pour plusieurs pays, grâce aux marges de manœuvre budgétaires dégagées par les annulations accordées au terme de l'initiative PPTE. L'atonie du secteur tertiaire devrait toutefois entraîner une baisse modérée du taux de croissance. L'inflation devrait quant à elle être de nouveau maîtrisée.

• Production

En 2005, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 4,3 % contre 3,0 % en 2004, malgré la baisse des cours des principales matières premières exportées par les Etats membres et l'orientation persistante à la hausse des cours du pétrole. Cette évolution s'explique essentiellement par une croissance plus forte au Burkina Faso, au Niger, au Mali et au Sénégal, en liaison avec les bons résultats de la campagne agricole, consécutifs à une bonne pluviosité. Par contre, la croissance est demeurée faible au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo.

Par pays, le taux de croissance économique se présente comme suit : Bénin (2,9 %), Burkina Faso (7,1 %), Côte d'Ivoire (1,8 %), Guinée-Bissau (3,8 %), Mali (6,1 %), Niger (7,1 %), Sénégal (6,1 %), Togo (1,5 %).

Pour l'année 2006, les perspectives indiquent un taux de croissance de 3,8 % sous l'hypothèse de conditions climatiques favorables et d'un meilleur climat socio politique, marqué par la mise en œuvre satisfaisante du processus de paix en Côte d'Ivoire.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Bénin (4,5 %), Burkina Faso (5,6 %), Côte d'Ivoire (1,8 %), Guinée-Bissau (4,3 %), Mali (5,0 %), Niger (3,5 %), Sénégal (5,1 %), Togo (4,1 %).

• Prix et inflation

En 2005, l'activité s'est déroulée dans un contexte marqué par une remontée de l'inflation avec un taux d'inflation annuel moyen de 4,3 % contre 0,6 % en 2004. Cette évolution est liée à la hausse des cours du pétrole importé et à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des services de transport. La hausse des prix des produits alimentaires s'explique par les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits céréaliers après le recul de la production céréalière de la campagne agricole 2004/2005 dans la plupart des Etats membres.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Bénin (5,4 %), Burkina (6,4 %), Côte d'Ivoire (3,9 %), Guinée-Bissau (3,4 %), Mali (6,4 %), Niger (7,8 %), Sénégal (1,7 %), Togo (6,8 %).

En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 2,9 % au cours des quatre premiers mois de l'année 2006 contre 3,8 % la même période de l'année 2005. Ce recul de l'inflation s'explique principalement par la hausse de la production céréalière de la campagne agricole 2005/2006 dans l'Union. Si la tendance observée au cours des quatre premiers mois de l'année se poursuivait, le taux d'inflation annuel moyen de l'Union ressortirait à 1,5 %. Toutefois, au vu des tendances observées sur les derniers mois, l'inflation annuelle en 2006 devrait être sensiblement plus élevée.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait : Bénin (4,0 %), Burkina (0,9 %), Côte d'Ivoire (2,0 %), Guinée-Bissau (-0,1 %), Mali (0,1 %), Niger (-1,7 %), Sénégal (0,8 %), Togo (2,6 %).

- **Finances publiques et dette publique**

La situation des finances publiques a été caractérisée par une quasi-stabilité des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires ont progressé de 7,0 % pour représenter 16,5 % du PIB contre 16,6 % en 2004. Quant aux recettes fiscales, elles ont augmenté de 7,1 % pour représenter 14,7 % du PIB comme en 2005. La progression des recettes, observée dans tous les Etats membres, s'explique par les mesures d'amélioration des recouvrements mises en œuvre au niveau des régies fiscale et douanière : meilleur suivi des exonérations, intensification des contrôles, plus grande coopération entre les régies.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Bénin (14,5 %), Burkina Faso (11,3 %), Côte d'Ivoire (14,4 %), Guinée-Bissau (11,2 %), Mali (15,4%), Niger (10,6 %), Sénégal (18,7 %) et Togo (14,6 %).

Les recettes non fiscales ont augmenté de 6,9 % pour se stabiliser autour de 1,6 % du PIB. Cette évolution est liée à la hausse des revenus de pétrole et de gaz, à la progression de la redevance téléphonique en Côte d'Ivoire, et à la prise de nouvelles dispositions pour améliorer le recouvrement au Bénin. Quant aux dons, ils ont progressé de 6,0 % pour représenter 2,4 % du PIB.

S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils ont augmenté de 6,7 % pour représenter 21,1 % du PIB contre 21,4 % en 2004. Les dépenses courantes ont progressé de 7,9 %, portées par l'augmentation des transferts et subventions, et de la masse salariale.

La progression des transferts et subventions, notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, s'explique par les dépenses effectuées pour pallier les difficultés de certaines filières de production ou pour atténuer l'impact de la hausse des cours des produits pétroliers. S'agissant de la hausse de la masse salariale, elle est liée à la revalorisation du point indiciaire et au recrutement d'agents de la Fonction publique dans certains Etats membres, principalement au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

Les dépenses en capital ont progressé de 2,3 %, en liaison avec la hausse des investissements financés sur ressources internes. L'évolution de cette composante de l'investissement s'explique par leur accroissement dans les secteurs sociaux au Bénin, au Mali, au Niger et au Sénégal. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, elles se sont repliées de 3,4 % suite essentiellement à la baisse de cette composante au Sénégal.

Au total, le déficit du solde budgétaire de base en 2005, hors dépenses financées sur ressources PPTE, a représenté 0,7 % du PIB contre 0,6 % en 2004. L'aggravation de ce déficit s'explique par la progression des dépenses de transferts et subventions. S'agissant du solde global hors dons et du déficit global, ils sont ressortis, respectivement, à 4,7 % et 2,3 % du PIB contre 4,8 % et 2,4 % en 2004.

La situation des finances publiques a été également marquée en 2005 par des tensions de trésorerie qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement dans les Etats qui ne bénéficient pas de mécanisme d'allègement de la dette multilatérale et qui traversent une situation socio politique difficile. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Togo. Le montant des arriérés de paiement accumulés sur la gestion de la période courante a été de 532,1 milliards dont 485,3 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2006, les principaux soldes budgétaires évolueraient de manière contrastée. Les recettes budgétaires progresseraient de 10,9 % pour représenter 17,3 % du PIB. Cette évolution serait liée à la poursuite du renforcement des contrôles des exonérations et de la lutte contre la fraude. Le taux de pression fiscale ressortirait à 15,1 %.

S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils augmenteraient de 12,5 % pour représenter 22,4 % du PIB. Cette évolution des dépenses publiques, portée par les dépenses en capital en progression de 26,7 %, s'expliquerait d'une part, par la poursuite de la mise en œuvre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal et, d'autre part, par la reprise des investissements avec la mise en œuvre du processus de normalisation en Côte d'Ivoire. Les dépenses courantes augmenteraient de 6,2 %, tirées par les dépenses d'acquisition de biens et services qui seraient en hausse au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, dans le cadre du renforcement des moyens de fonctionnement des administrations.

Au total, le déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, se contracterait pour représenter 0,4 % du PIB. Cette amélioration serait liée essentiellement aux perspectives d'une meilleure mobilisation des recettes budgétaires en Côte d'Ivoire. Le déficit global hors dons représenterait 5,2 % du PIB. Quant au déficit global, il atteindrait 2,5 % du PIB.

En ce qui concerne la dette publique, sa situation s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. En 2005, l'encours de la dette publique est estimé à 16 358,9 milliards représentant 67,2 % du PIB contre 70,8 % en 2004. Il est attendu une baisse sensible de ce ratio en 2006, avec la mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. Toutefois, la situation demeure préoccupante pour, d'une part, la Côte d'Ivoire et le Togo qui n'ont pas encore atteint le point de décision de l'Initiative PPTE et, d'autre part, la Guinée Bissau qui éprouve des difficultés pour atteindre son point d'achèvement.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

Les comptes extérieurs se caractériseraient par un excédent des paiements extérieurs qui s'établirait à 58,1 milliards contre 210,6 milliards en 2004. Cette évolution défavorable serait imputable exclusivement à la dégradation du solde des transactions courantes dont le déficit représenterait 5,5 % du PIB contre 4,5 % en 2004. Ce repli de performance enregistré au niveau du compte courant serait lié à l'évolution du solde de la balance commerciale qui ressortirait déficitaire, pour la première fois depuis 1993. Cette situation s'expliquerait essentiellement par une forte hausse des importations, consécutive à l'accroissement de la facture pétrolière, des achats de produits alimentaires et de biens d'équipement. Quant aux exportations, elles enregistreraient une progression modérée, en liaison avec la faiblesse des cours mondiaux des matières premières produites par l'Union, notamment le coton et le cacao. Rapporté au PIB, le déficit des transactions courantes, hors dons, représenterait 6,9 % du PIB contre 5,7 % en 2004. Sous l'hypothèse de l'amélioration de la balance commerciale, ce ratio se situerait à 5,0 % en 2006.

- **Situation monétaire**

La situation monétaire de l'Union a été caractérisée en 2005 par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 141,8 milliards pour s'établir à 3 327,0 milliards à fin décembre 2005. La consolidation de la position extérieure a exclusivement concerné l'Institut d'émission, celle des banques ayant baissé.

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 436,4 milliards pour se situer à 4 660,4 milliards. Cette évolution est imputable aussi bien à la hausse du crédit net aux Etats qu'aux crédits à l'économie. La position nette débitrice des Gouvernements s'est située à 718,9 milliards au 31 décembre 2005, en détérioration de 13,0 milliards. Cette évolution est principalement liée au recul des créances des Etats sur le système bancaire. En ce qui concerne l'encours des crédits à l'économie, il a enregistré une progression de 423,4 milliards pour s'établir à 3 941,5 milliards à fin décembre 2005. Cette évolution traduit l'augmentation des crédits de campagne et des crédits ordinaires. La hausse des crédits ordinaires est principalement liée aux concours octroyés à des entreprises opérant dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'énergie, des hydrocarbures et des télécommunications notamment.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une progression de 434,1 milliards (+7,3 %) pour s'établir à 6 413,9 milliards à fin décembre 2005.

Pour 2006, il est attendu une consolidation des avoirs extérieurs nets de 574,5 milliards, une réduction du crédit intérieur de 287,1 milliards et une progression de la masse monétaire de 4,4 %.

3.2 CEMAC

La situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2005 a profité de l'environnement international favorable, marqué par la bonne tenue des cours du pétrole brut et des principaux produits agricoles exportés par la sous-région. Elle s'est caractérisée par une croissance économique soutenue, bien qu'en recul par rapport à 2004, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, des tensions inflationnistes contenues et une amélioration du solde du compte courant.

Les perspectives pour 2006 s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique soutenue, la poussée des tensions inflationnistes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'amélioration du solde extérieur courant et une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie.

• Production

En 2005, les performances macroéconomiques dans la CEMAC se sont caractérisées par une croissance modérée, avec une hausse attendue du PIB réel de 3,9 %, contre 6,4 % en 2004, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 1,4 %. Du côté de l'offre, la croissance économique a été tirée principalement par le secteur non pétrolier (3,6 points) ; de même, du côté de la demande, elle a été soutenue par la demande intérieure (9,0 points) alors que la demande extérieure l'a obérée de 5,1 points.

Par pays, le taux de croissance économique se présente comme suit : Cameroun (2,6 %), RCA (2,8 %), Congo (8,4 %), Gabon (3,0 %), Guinée Equatoriale (8,3 %), Tchad (8,4 %).

La croissance économique se raffermirait en 2006 dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle de 4,4 %. Le développement rapide des activités du secteur tertiaire et la bonne tenue du secteur pétrolier seraient à l'origine de ces performances. S'agissant de la demande, le principal moteur de la croissance demeurerait la demande intérieure nette, en liaison avec la bonne tenue de la consommation globale et des investissements bruts.

Par pays, le taux de croissance économique se présenterait comme suit : Cameroun (4,2 %), RCA (3,0 %), Congo (7,9 %), Gabon (2,3 %), Guinée Equatoriale (8,2 %), Tchad (4,0 %).

• Prix et inflation

Le taux d'inflation, mesuré par la progression des indices nationaux des prix à la consommation finale des ménages, progresserait à 2,9 % contre 0,5 % en 2004, en raison de l'ajustement graduel des prix des hydrocarbures en fonction de l'évolution des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux,

des interruptions sporadiques du trafic ferroviaire entre Brazzaville et Pointe-Noire au Congo, de la vigueur de la demande intérieure en Guinée Equatoriale, et des mauvaises récoltes de la campagne agricole 2004-2005 au Tchad.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen se présente comme suit : Cameroun (2,0 %), RCA (2,9%), Congo (2,8 %), Gabon (- 0,2 %), Guinée Equatoriale (5,0 %), Tchad (7,9 %).

Pour l'année 2006, les tensions inflationnistes resteraient fortes, avec un taux d'environ 3,0 % en moyenne annuelle, en liaison principalement avec la reprise des tensions inflationnistes au Tchad, au Cameroun, en Centrafrique et au Congo.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait : Cameroun (2,6 %), RCA (3,8 %), Congo (2,6 %), Gabon (1,8 %), Guinée Equatoriale (5,0 %), Tchad (3,0 %).

• **Finances publiques et dette publique**

Les recettes budgétaires totales, hors dons, ont progressé de 41,7 % en 2005, à 5976,3 milliards, équivalant à 24,6 % du PIB contre 4 217,4 milliards (21,2 % du PIB) en 2004, sous l'effet principalement d'un accroissement sensible des recettes pétrolières (67,0 %), en liaison avec la hausse de la production pétrolière (2,7 %) et la hausse des prix du baril du pétrole brut (39,1 %). Cette évolution est également imputable à une augmentation des recettes non pétrolières (+ 12,5 %) dans la plupart des Etats membres. Les recettes non pétrolières ont atteint 2202,2 milliards en 2005 contre 1 957,9 milliards un an plus tôt, grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières dans un bon nombre des Etats membres de la CEMAC.

Par pays, le taux de pression fiscale se présente comme suit : Cameroun (12,5 %), RCA (6,9 %), Congo (17,7 %), Gabon (22,2 %), Guinée Equatoriale (23,2 %), Tchad (8,5 %).

Les dépenses budgétaires totales quant à elles, ont atteint 4001,8 milliards en 2005, en augmentation de 11,1 %, soit 16,5 % du PIB en 2005 contre 18,1 % du PIB un an plus tôt. Cette baisse des dépenses publiques en pourcentage du PIB est à mettre en liaison avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté. Toutefois, les dépenses en capital ont augmenté de 5,2 %, en liaison avec la mise en œuvre des projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des Etats membres.

L'excédent du solde primaire s'est inscrit à 2638,8 milliards, représentant 10,9 % du PIB en 2005 contre 7,2 % du PIB un an auparavant (1426,0 milliards). Le solde budgétaire de base, quant à lui, est passé à 9,1 % du PIB en 2005 contre 4,8 % du PIB en 2004.

En conséquence, la gestion des finances publiques a dégagé en 2005 un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 1974,5 milliards équivalent à 8,1 % du PIB contre 628,1 milliards (+ 3,1 % du PIB) en 2004.

La gestion courante des finances publiques de 2005 s'est soldée par une réduction des arriérés de 190,5 milliards de FCFA dont 145,7 milliards au titre des arriérés intérieurs.

Pour 2006, la gestion des finances publiques se traduirait par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, représentant 10,1 % du PIB contre 8,1 % en 2005, traduisant une augmentation des recettes publiques et une baisse relative des dépenses publiques.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration des finances publiques s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires qui est revenu de 28,0 % en 2004 à 19,6 % en 2005. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés pour se situer respectivement à 9,0 % et 42,2 % en 2005 contre 12,3 % et 54,6 % un an plus tôt.

- **Commerce extérieur et balance des paiements**

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes (hors dons) des Etats membres, s'est fortement réduit en 2005, revenant de 738,5 milliards en 2004, soit 3,7 % du PIB, à 289,4 milliards en 2005 (1,2 % du PIB). Cette évolution résulte notamment d'une augmentation de 49,8 % de l'excédent commercial, qui a toutefois été tempéré par l'aggravation du déficit des services, et de celle de la balance des revenus.

En effet, l'excédent de la balance commerciale s'est établi à 7585,5 milliards en 2005 (31,2 % du PIB), en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 24,3 % expliquée par la bonne tenue des prix à l'exportation. De surcroît, la maîtrise de l'inflation dans les pays avancés a entraîné une hausse modérée des prix des importations. Dans ce contexte, les exportations se sont établies à 12 370,9 milliards en 2005, en progression de 38,2 % par rapport aux réalisations de 2004, en relation notamment avec la hausse des ventes de pétrole brut, de cacao, de café, d'aluminium, de banane, de caoutchouc naturel, de diamant, de manganèse et de méthanol, consécutive à la progression des quantités exportées et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. Les importations, quant à elles, ont enregistré une hausse de 23,1 %, se fixant à 4 785,3 milliards, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers et des acquisitions de biens d'équipement tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.

Le déficit de la balance des services s'est accru davantage pour se fixer à 3201,2 milliards (13,2 % du PIB). Pour sa part, l'aggravation du déficit du solde des revenus est expliquée par la hausse des revenus des investissements privés. L'excédent des transferts courants a augmenté de 10,6 %, passant de 110,4 milliards en 2004 à 122,1 milliards un an plus tard, traduisant la baisse des dons publics en appui aux budgets d'investissements notamment au Cameroun et au Tchad.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, il est passé de 741,4 milliards en 2004 à 940,8 milliards en 2005.

En définitive, l'excédent du solde global de la balance des paiements consolidée a atteint 1024,5 milliards (+4,2 % du PIB) en 2005 contre 67,7 milliards une année auparavant (+0,3 % du PIB).

Pour 2006, le solde du compte courant, hors dons, déficitaire en 2005, deviendrait excédentaire de 3,4 % du PIB en 2006.

- **Situation monétaire**

A fin décembre 2005, la situation monétaire des Etats membres de la Communauté fait ressortir une consolidation notable des avoirs extérieurs nets du système monétaire, une régression des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont enregistré une hausse de 102,6 %, pour atteindre 3062,0 milliards contre 1511,6 milliards à fin décembre 2004. Cette consolidation des avoirs extérieurs nets résulte notamment de la hausse des recettes d'exportation, grâce à la bonne tenue des cours du pétrole et du bois.

Au niveau du système monétaire, la variation des créances nettes sur les Trésors nationaux a fortement baissé pour s'établir à - 700,9 milliards à fin décembre 2005 contre + 442,3 milliards un an plus tôt, traduisant pour l'essentiel une consolidation de la trésorerie publique, particulièrement en Guinée Equatoriale, au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Quant aux crédits à l'économie, en augmentation de 11,2 %, ils se sont fixés à 1 805,4 milliards au 31 décembre 2005 contre 1 623,7 milliards un an plus tôt, en liaison avec le niveau soutenu de l'activité économique dans certains pays membres (Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale et Tchad).

Traduisant ces évolutions, en particulier celle des avoirs extérieurs nets, la masse monétaire a progressé de 17,8 % en 2005 à 3 442,8 milliards contre 2 921,7 milliards à fin décembre 2004.

En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire s'est établi à 86,6 % contre 73,8 % en 2004.

Les perspectives monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2006, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 91,9 % contre 86,6 % en 2005. Les crédits à l'économie progresseraient de 8,9 %. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 18,4 %.

3.3 UNION DES COMORES

- **Situation économique en 2005**

L'année 2005 s'est inscrite dans un contexte de consolidation des acquis du processus de réconciliation nationale, marqué notamment par l'adoption et la mise en œuvre d'un budget consolidé définissant le mécanisme de partage des recettes entre l'Union et les îles autonomes. Ce cadre a permis une stabilisation économique et un redressement de la situation des finances publiques, en dépit des chocs exogènes observés, notamment les éruptions volcaniques, l'expansion de l'épidémie Chikugunya et la hausse des cours du pétrole.

L'activité a été marquée par le suivi du programme de référence du FMI, l'adoption du Document de Stratégie intérimaire pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et l'organisation de la conférence des bailleurs de fonds qui a abouti à la mobilisation de plusieurs partenaires extérieurs avec d'importantes contributions annoncées.

En dépit des difficultés de la filière vanille, la situation économique s'est redressée en 2005. Selon les derniers chiffres révisés par le Fonds monétaire international en juillet 2006, le PIB nominal aurait atteint 153 milliards FC en 2005 au lieu de 150 milliards FC, affichant un taux de croissance réel de 4,2%. Ce redressement est essentiellement imputable aux résultats satisfaisants de la production vivrière et, dans une moindre mesure, à l'amélioration des activités des secteurs du BTP et du tourisme.

Cette croissance de l'activité s'est déroulée dans un contexte de maîtrise de l'inflation, en dépit d'un 4ème trimestre marqué par une nette augmentation des prix des produits pétroliers. Le taux d'inflation a été contenu à 3,2% en 2005 contre 4,5% en 2004. Cette amélioration a notamment résulté des allègements fiscaux mis en place au dernier trimestre pour atténuer les effets de la hausse des prix du pétrole et des résultats satisfaisants de la production vivrière observés durant toute l'année 2005.

Le compte courant de la balance des paiements s'est en revanche dégradé, affichant un déficit de 6,4% du PIB en 2005 contre 5,2% en 2004, en relation avec la détérioration de la balance commerciale. La consolidation des transferts privés sans contrepartie a toutefois limité la dégradation du compte courant.

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une amélioration des principaux soldes budgétaires, consécutive à une hausse des recettes budgétaires, notamment les recettes de services et à une maîtrise des dépenses, en dépit d'un accroissement du service de la dette extérieure. Ainsi, les recettes budgétaires ont progressé de près de 6% pour représenter 16% du PIB contre 15% en 2004, pendant que les dons augmentaient de 64%. Les dépenses totales n'ont augmenté que de 1,8%, représentant 20% du PIB, niveau identique à celui observé en 2004.

Dans le domaine de la monnaie, le stock de monnaie s'est accru de près de 9%, en s'établissant à 35,4 milliards FC en décembre 2005 contre 34,1 milliards FC en décembre 2004. Cette augmentation est expliquée par l'amélioration des avoirs extérieurs nets (+1%) et la consolidation du crédit

intérieur (+9%), notamment des créances à l'Etat. En revanche, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est contracté, revenant de 109% en 2004 à 105% en 2005.

- **Situation économique en 2006**

L'année 2006 constitue une étape importante du processus de réconciliation nationale, avec l'organisation et le déroulement de l'élection pour la Présidence de l'Union, en mai 2006.

Au mois de février, l'évaluation du programme de référence réalisée par le FMI a relevé une amélioration des finances publiques pour l'année 2005, tout en marquant certaines insuffisances, notamment structurelles, quant aux objectifs fixés pour engager un programme FRPC. Il a été convenu avec le FMI de poursuivre le programme de référence jusqu'au mois de juin 2006, en vue d'une évaluation du premier semestre. Cette évaluation, réalisée en juillet 2006, tout en marquant une insuffisance à la réalisation des objectifs quantitatifs et structurels du programme, a relevé une nette détérioration de la situation des finances publiques, les recettes budgétaires ayant baissé de 13% par rapport à la même période en 2005.

Les données provisoires du premier semestre 2006 affichent également un ralentissement de l'activité, une détérioration des finances publiques et une aggravation du déficit des comptes extérieurs, en relation avec la tendance haussière des cours du pétrole et à la détérioration des prix de la vanille. Le déficit commercial s'est à nouveau creusé suite à une baisse des exportations accompagnée d'une accélération des importations, notamment du ciment.

Les prévisions d'un taux de croissance annuel du PIB de 3,3% a été revue à la baisse pour être fixé à 1,2% par le Fonds monétaire international. L'indice des prix à la consommation a reculé de 7,3% pendant le semestre, en adéquation avec le repli de 6,3% de la masse monétaire, laissant prévoir un taux d'inflation annuel inférieur à 3,2% observé en 2005.

Le compte courant de la balance des paiements bénéficierait de la consolidation des transferts privés sans contrepartie et l'amélioration des transferts publics. Les achats de billets en devise ont augmenté de 27% par rapport au 1er semestre 2005.

S'agissant des finances publiques, Les recettes budgétaires ont enregistré une baisse de près de 13% par rapport aux recettes collectées à la même période l'année précédente, pendant que les dépenses courantes augmentaient de 25%, projetant une détérioration des principaux soldes budgétaires, cinq mois d'arriéré de salaire ayant été accumulés.

Dans le domaine de la monnaie, le stock de monnaie s'est contracté de plus de 6%, s'établissant à 33,2 milliards FC en juin 2006 contre 35,4 milliards FC en Décembre 2005. Cette évolution a résulté de la baisse de plus de 8% des avoirs extérieurs nets, alors que le Crédit Intérieur augmentait de 6%. Le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est contracté, revenant de 106% en Décembre 2005 à 103% en Juin 2006.

4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2005

	Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	Taux d'inflation annuel moyen (en %)	Encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en %)	Accumulation des arriérés (milliards de FCFA)	
				Extérieurs	Intérieurs
Norme	>=0	<=3	<=70	0	0
UEMOA	-0,7	4,3	67,2	485,3	46,8
Bénin	0,0	5,4	40,1	0,0	0,0
Burkina Faso	-2,5	6,4	41,3	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	-1,4	3,9	87,1	440,8	17,5
Guinée Bissau	-7,6	3,4	358,6	14,9	5,1
Mali	0,6	6,4	61,3	0,0	0,0
Niger	-1,5	7,8	67,3	0,0	2,2
Sénégal	1,6	1,7	45,9	0,0	0,0
Togo	-2,5	6,8	97,6	29,6	22,0
CEMAC	9,1	2,9	43,7	23,4	nd
Cameroun	5,0	2,0	38,9*	0,0	nd
Centrafrique	-4,6	2,9	84,4*	16,9	nd
Congo	17,5	2,8	118,8*	3,6	nd
Gabon	12,2	-0,2	38,7*	0,0	nd
Guinée Equatoriale	21,3	5,0	3,9*	0,0	nd
Tchad	0,2	7,9	27,7*	2,9	nd
Comores	-0,3	3,2	85,0	1,1**	0,0**

En grisé, critère rempli.

* hors dette intérieure non disponible ;

** en milliards FC

4.1 UEMOA

L'état de la convergence se présente comme suit :

- **Critères de premier rang**

Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal a été de -1,4 % contre -1,3 % en 2004. Hors dépenses financées sur ressources PPTE, ce ratio est passé de -0,6 % en 2004 à -0,7 % en 2005. Le non respect du critère s'explique par la faiblesse des recettes et la hausse des dépenses courantes, en particulier les dépenses de transfert et subvention, en liaison avec les dépenses effectuées pour soutenir des filières de production en difficulté ou pour atténuer les effets de la hausse des prix des produits pétroliers.

Trois Etats membres, à savoir, le Bénin, le Mali et le Sénégal ont respecté ce critère avec des soldes respectifs de 0,0 %, 0,6 % et 1,6 %. Pour les autres Etats, le ratio est compris entre -1,4 % pour la Côte d'Ivoire et -7,6 % pour la Guinée-Bissau.

En 2006, la Côte d'Ivoire et le Mali le respecteraient. Par contre, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du Pacte, ce critère ne serait pas respecté par le Sénégal.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 4,3 % en 2005 contre 0,6 % en 2004 pour une norme communautaire de 3 % maximum. Cette évolution est liée à la hausse du prix du pétrole et à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des services de transport. La hausse des prix des produits alimentaires s'explique par les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits céréaliers après la forte contraction, dans la plupart des Etats membres sahéliens, de la production céréalière de la campagne agricole 2004/2005.

Seul le Sénégal a respecté ce critère en 2005. En 2006, si la tendance observée au cours des quatre premiers mois de l'année se maintenait, tous les Etats membres, à l'exception du Bénin, respecteraient ce critère.

Le ratio de l'encours de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB a été de 67,2 % contre 70,8 % en 2004. Cinq Etats membres, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont respecté ce critère. Une amélioration sensible de ce ratio est attendue en 2006 avec le bénéfice de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Toutefois, la situation demeure préoccupante pour la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo qui ne bénéficient pas encore des différentes initiatives d'allègement de la dette multilatérale.

Les arriérés de paiement :

- **non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère n'a pas été respecté par quatre Etats membres, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger et le Togo qui ont accumulé des arriérés de 17,5 milliards, 5,1 milliards, 2,2 milliards et 22,0 milliards, respectivement.
- **non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante** : ce critère n'a pas été respecté par trois Etats membres, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo qui ont accumulé des arriérés de 440,8 milliards, 14,9 milliards et 29,6 milliards, respectivement.

- **Critères de second rang**

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales a été de 37,9 % contre 37,4 % en 2004. Quatre Etats membres, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère. Pour la Guinée-Bissau, ce ratio a été de 109,3 %. Pour les autres Etats, le ratio est compris entre 39,0 % et 45,2 %.

La hausse du ratio s'explique par la progression de la masse salariale liée à la revalorisation du point indiciaire et au recrutement d'agents de la Fonction publique, et par la faiblesse des recettes fiscales.

Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales a été de 22,3 % contre 22,0 % en 2004. Quatre Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Ce ratio est demeuré faible dans les Etats membres confrontés à une crise socio politique.

Le ratio du déficit extérieur courant hors dons par rapport au PIB nominal serait de 6,9 % contre 5,7 % en 2004. Seule la Côte d'Ivoire respecterait ce critère avec un excédent représentant 0,1 % du PIB. Les autres Etats membres enregistreraient des déficits compris entre 7,2 % pour le Bénin et 15,7 % pour la Guinée Bissau. Cette situation s'explique par la faible diversification des économies, la baisse des cours des matières premières, la forte importation de produits alimentaires et la hausse des cours des produits pétroliers.

Le taux de pression fiscale a été de 14,7 % contre 14,8 % en 2004. Seul le Sénégal a respecté ce critère avec un taux de 18,7 %. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 10,6 % pour le Niger et 15,4 % pour le Mali. Cette situation s'explique essentiellement par une évasion fiscale, en relation avec la fraude et la corruption et l'importance du secteur informel.

4.2 CEMAC

Préambule: hormis le taux d'inflation qui s'apprécie annuellement, l'examen des autres critères de convergence s'inscrit en principe dans un horizon triennal basé sur un programme de convergence. Cependant, le retard observé depuis plus de deux ans par les Etats dans l'élaboration du programme triennal – le Gabon et le Cameroun sont les deux seuls Etats à avoir fourni leurs programme – rend difficile l'exercice de surveillance dans un cadre prospectif. Il en est de même de l'absence de données historiques et prévisionnelles fiables sur le montant des arriérés de la gestion courante et le stock de la dette intérieure.

- **Critères de base**

Ratio solde budgétaire de base sur le PIB nominal supérieur ou égal à 0 : cinq Etats membres, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont respecté ce critère avec des excédents de 5,0 %, 17,5 %, 12,2 %, 21,3 % et 0,2 %, respectivement. Pour le Centrafrique, le déficit représente 4,6 % du PIB en 2005.

Par ailleurs, s'agissant du ratio solde budgétaire de base structurel sur le PIB nominal, il classe les pays dans le même ordre que le critère ci-dessus, à la seule différence que les ratios sont relativement moins importants. Le Cameroun, le Congo, le Gabon, et la Guinée Equatoriale atteignent des ratios respectifs de 4,0 %, 2,1%, 6,0 %, 2,9 % et 0,2 %. Le Tchad n'étant qu'à sa deuxième année de production et le Centrafrique n'ayant pas de recettes pétrolières, ils obtiennent les mêmes résultats qu'avec le critère ci-dessus.

Le taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum par an : quatre Etats membres, à savoir le Cameroun, le Centrafrique, le Congo, et le Gabon ont respecté ce critère. En revanche, la Guinée Equatoriale et le Tchad ne l'ont pas respecté, en rapport, pour ce qui est du Tchad, avec la mauvaise campagne agricole 2004/2005.

Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal inférieur ou égal à 70 % : seuls le Centrafrique et le Congo n'ont pas respecté ce critère avec un encours de la dette extérieure représentant respectivement 84,4 % et 118,8 % du PIB.

Les arriérés de paiement : la Centrafrique, le Congo et le Tchad ont accumulé des arriérés de paiement extérieurs de 16,9 milliards, 3,6 milliards et 2,9 milliards respectivement. Quant à la situation des arriérés intérieurs des Etats, aucune évaluation n'a été faite à nos jours.

- **Indicateurs**

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, a représenté 10,9 % du PIB à fin décembre 2005.

Quant au **taux de couverture extérieure de la monnaie** à fin décembre 2005, il s'est établi à 86,6 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la banque centrale, se situe ainsi en moyenne autour de 75,1 % au cours des trois dernières années.

Concernant le **taux de pression fiscale non pétrolière**, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 13,8 % du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région (15 %). Cette faiblesse résulte des performances de la RCA (6,9 %), du Tchad (8,5 %) et du Cameroun (12,5 %), imputables notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour la plupart de ces pays.

S'agissant de l'indicateur relatif à la **variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales**, la Communauté a enregistré une évolution moins rapide des salaires par rapport aux recettes totales, en liaison avec la forte amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue du secteur pétrolier.

Pour le **compte courant**, le **déficit** communautaire s'est fortement réduit, revenant de 3,6 % en 2004 à 1,2 % du PIB une année plus tard, en rapport avec l'excédent qu'ont réalisé le Congo (+13,7 % du PIB) et le Gabon (+15,2 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC ont atteint : 4,2 % du PIB au Cameroun, 8,2 % du PIB en République Centrafricaine, 12,8 % du PIB en Guinée Equatoriale et 13,2 % du PIB au Tchad.

Enfin, en ce qui concerne l'indicateur de **couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières**, seul le Cameroun l'a observé, avec un ratio de 1,2 %. Pour les autres pays, cet indicateur est le suivant : RCA (0,7 %), Congo (0,5 %), Gabon (0,8 %), Guinée Equatoriale (0,4 %) et Tchad (0,7 %).

4.3 COMORES

Les Comores se sont engagés à poursuivre les efforts de convergence et à partager les objectifs fixés dans les zones CEMAC et UEMOA. Les critères de convergence ont été inscrits dans la Loi des finances pour l'exercice 2006. Le programme quadriennal affiche des objectifs tendant à satisfaire les principaux indicateurs en fin de parcours. Les résultats obtenus au 1er semestre fait apparaître une fragilité des finances publiques, réduisant la capacité des Comores à s'inscrire durablement dans un sentier de convergence macroéconomique.

A fin 2005, les meilleurs résultats observés dans le domaine des finances publiques ont permis d'améliorer les **critères de convergence** :

- le **solde budgétaire de base rapporté au PIB** s'est amélioré, affichant un déficit de 0,3% en 2005 contre un déficit de 1,4% en 2004 et 1,1% en 2003. En 2006, le déficit est projeté à 0,7% du PIB.
- le taux d'**inflation** a été contenu à 3,2% contre 4,5% en 2004 et 3,7% en 2003 (norme \leq 3%). La mise en place d'un indice harmonisé des prix à la consommation, requiert une assistance technique et financière.
- l'**encours de la dette publique** représente 85% du PIB contre 97% en 2004 (norme \leq 70%) ;
- La norme de **non accumulation des arriérés de paiement de la dette** n'a pas été respectée. Les chiffres disponibles pour 2005 laisseraient apparaître une accumulation d'arriérés extérieurs de 1,1 milliard FC. En 2006, elle serait de 1,8 milliard FC.

Quant aux **autres indicateurs**, ils ont évolué comme suit :

- Le **taux de couverture extérieure de la monnaie** à fin décembre 2005 s'est établi à 105% contre 109% en décembre 2004.
- La **masse salariale**, a représenté 72% des recettes fiscales, imputable à la nouvelle configuration institutionnelle, augmentant le nombre d'administrations publiques.
- Le **solde extérieur courant** s'est détérioré, affichant un déficit de 6,4% du PIB en 2005 contre 5,2% en 2004, en relation avec la baisse des prix de la vanille accompagnée d'une hausse des prix des produits pétroliers.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 UEMOA

L'analyse de la situation économique et financière des Etats membres de l'Union fait ressortir une situation macroéconomique toujours difficile et, en conséquence, un ralentissement du rythme de convergence, notamment en matière d'inflation, en rapport avec les crises socio politiques dans certains Etats membres, la hausse des cours des produits pétroliers, la baisse des cours des matières premières exportées par l'Union et l'absence d'impulsion politique au dispositif de surveillance multilatérale.

En 2005, un seul Etat, le Sénégal, a respecté les quatre critères de premier rang alors qu'en 2002 deux Etats, le Sénégal et le Bénin respectaient ces critères. Les conditions d'accès à la phase de stabilité telles que définies dans le Pacte ne sont donc pas réunies.

- **Recommandations générales**

Afin de renforcer la stabilité macroéconomique et respecter les critères de convergence avant le nouvel horizon de convergence fixé au 31 décembre 2008, les Etats devraient :

- rechercher des solutions durables aux crises socio politiques dans les Etats membres ;
- renforcer l'assainissement des finances publiques, mettre en œuvre des mesures d'atténuation de la vulnérabilité des économies nationales face à la montée des prix des produits pétroliers et poursuivre les efforts en vue d'assurer un meilleur climat de l'investissement dans les Etats membres. Ces mesures ont fait l'objet d'une recommandation portant orientations de politique économique pour l'année 2007, adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union lors de sa session tenue à Dakar le 29 juin 2006 ;
- poursuivre la mise en œuvre des politiques sectorielles et des réformes structurelles en vue d'accroître la compétitivité de l'économie et éviter que les déficits enregistrés au niveau de ces filières ne pèsent sur la situation déjà précaire des finances publiques ;
- poursuivre les efforts pour obtenir et /ou maintenir des relations harmonieuses avec les institutions financières internationales ;
- poursuivre les efforts pour bénéficier des initiatives d'allègement de la dette multilatérale ;
- développer des mécanismes de réponse à la hausse du prix du pétrole importé, notamment en privilégiant le relèvement régulier des prix locaux des produits pétroliers, en améliorant l'efficacité de la politique fiscale, ou en ayant recours à la facilité contre les chocs exogènes (External Shock Facility - ESF) mise en place par le FMI.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Bénin :

En 2005, les performances en matière de convergence se sont améliorées, le Bénin étant parvenu à respecter le critère relatif au solde budgétaire de base, en dépit de la conjoncture économique internationale défavorable caractérisée notamment par les mesures de protection prises par le Nigéria et les difficultés de la filière coton.

Pour accélérer la croissance et améliorer le profil des indicateurs de convergence, les autorités

devraient prendre les dispositions ci-après :

- renforcer l'effort fiscal en matière de recouvrement ;
- poursuivre la maîtrise des dépenses courantes ;
- accélérer et parachever les réformes structurelles, notamment la privatisation de la SONAPRA et de la SBEE;
- rétablir la compétitivité du Port Autonome de Cotonou.

Burkina-Faso :

La situation économique et financière a été dans l'ensemble satisfaisante en 2005. Toutefois, en matière de convergence, peu de progrès ont été réalisés. Ainsi, trois critères dont deux de premier rang ont été respectés. Les critères de premier rang respectés sont ceux relatifs au taux d'endettement et à la non accumulation d'arriérés de paiement. Au titre des critères de second rang, seul le critère relatif aux investissements financés sur ressources internes a été respecté.

Pour permettre au Burkina Faso d'améliorer ses performances en matière de convergence macroéconomique et de respecter le nouvel horizon de convergence, les Autorités sont-elles invitées à poursuivre :

- les efforts d'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ;
- la maîtrise des dépenses courantes ;
- la mise en œuvre des politiques sectorielles et des réformes structurelles.

Côte d'Ivoire :

L'état de convergence révèle que la Côte d'Ivoire a respecté un critère en 2005. Il s'agit du critère de second rang relatif au solde extérieur hors dons. En 2006, trois critères seraient respectés, à savoir, le solde budgétaire de base, le taux d'inflation annuel moyen et le solde extérieur courant hors dons.

Pour améliorer les performances macroéconomiques et accélérer la convergence de l'économie ivoirienne, les Autorités devraient prendre des dispositions pour :

- parachever le processus de normalisation de la situation socio politique ;
- assainir le cadre macroéconomique par la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles ;
- poursuivre l'amélioration du recouvrement de la TVA grâce à la facture normalisée ;
- assurer la réalisation des conditions préalables à l'Assistance d'Urgence Post-Conflic.

Guinée Bissau :

En dépit des progrès réalisés, les résultats en matière de convergence restent insuffisants. En particulier, le critère clé n'a pas été respecté même si son évolution dénote une tendance à l'amélioration.

En vue de favoriser l'accélération du rythme de convergence, la Guinée-Bissau devrait :

- conclure un nouveau programme économique et financier triennal ;

- maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles ;
- assurer un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire ;
- poursuivre le processus de normalisation de la situation politique.

Mali :

Le Mali a respecté à fin 2005 cinq critères dont trois critères de premier rang. Au titre des critères de premier rang, seul le taux d'inflation n'a pas été respecté. Les critères de second rang respectés portent sur la masse salariale et les investissements financés sur ressources internes. Pour consolider ces résultats, il conviendrait :

- d'améliorer le recouvrement des recettes budgétaires ;
- d'assurer un suivi du remboursement des exonérations fiscales et des crédits TVA ;
- de poursuivre les réformes structurelles et les politiques sectorielles.

Niger :

L'activité économique a enregistré une forte croissance en 2005 grâce essentiellement aux performances du secteur primaire. Cependant, la mauvaise saison agricole 2004-2005 a entraîné une crise alimentaire qui a contrarié en partie les mesures contenues dans la loi de finances pour conforter les recettes budgétaires.

Pour renforcer les résultats obtenus en matière de convergence, il conviendrait :

- d'améliorer les recettes fiscales ;
- de poursuivre la maîtrise des dépenses courantes ;
- de poursuivre et d'accélérer la politique de petites irrigations agricoles ;
- de veiller à la reconstitution du stock de sécurité alimentaire.

Sénégal :

En 2005, le Sénégal a respecté l'ensemble des critères de convergence, excepté le critère relatif au déficit extérieur courant. Toutefois en 2006, le critère relatif au solde budgétaire de base ne serait pas respecté, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du Pacte de convergence.

Afin de maintenir et de conforter les résultats obtenus, les Autorités du Sénégal sont invitées à :

- poursuivre les efforts de mobilisation des recettes et la meilleure maîtrise des dépenses courantes ;
- mettre effectivement en œuvre les actions identifiées dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) ;
- accélérer le redressement des ICS, l'augmentation de la capacité de production de la SENELEC et la réforme de la filière arachidière.

Togo :

En ce qui concerne les indicateurs de convergence, le Togo a respecté un seul critère en 2005, en l'occurrence, celui relatif à la masse salariale. Pour l'année 2006, les prévisions indiquent que deux critères de convergence seraient respectés, en particulier, le taux d'inflation annuel moyen et le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Pour renforcer les résultats en matière de convergence, les Autorités devraient :

- poursuivre les efforts de renforcement de la bonne gouvernance ;
- renforcer les actions de recouvrement des recettes fiscales ;
- apurer les impayés dus aux producteurs de coton ;
- poursuivre les activités de réformes structurelles et de privatisation des entreprises publiques dans les filières clés de l'économie.

5.2 CEMAC

L'environnement international a eu des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance projeté à 3,9 % en 2005, en retrait par rapport à son niveau de 2004 qui était de 6,5%, entraînant une variation du PIB réel par habitant de 4,0 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5% par an.

Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2006 constituent les actions de base.

• **Recommandations générales**

Il s'agit, comme par le passé, de mettre l'accent sur les principaux axes stratégiques que sont la recherche d'une croissance économique saine et durable, l'amélioration des conditions de vie des populations, l'amélioration de la compétitivité et l'approfondissement de l'intégration sous-régionale. Il s'agit par ailleurs de rappeler la nécessité de définir et de mettre en œuvre des programmes triennaux de convergence.

Concernant la croissance économique saine et soutenue, elle doit s'appuyer notamment sur la **diversification de la base productive, l'assainissement des finances publiques, la reprise en main du secteur agricole**, la bonne gouvernance.

Parlant de la **diversification de la base productive, elle doit s'opérer à travers** la promotion des investissements privés, l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques et l'instauration d'un climat sociopolitique favorable au développement et la mise en place des institutions bancaires spécialisées pour le financement des crédits à moyen et long terme.

S'agissant des **finances publiques**, les Etats sont appelés d'une part, à améliorer les recettes publiques notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement et la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires et d'autre part, à rationaliser les procédures et les circuits des dépenses grâce notamment à un contrôle renforcé de la gestion des marchés publics.

Pour ce qui est de **la reprise en main du secteur agricole**, les Autorités sont invitées à assurer une relance de l'agriculture vivrière et d'exportation ainsi que la promotion de l'agro-industrie. D'autres actions porteraient sur le développement des activités sylvicoles et pastorales.

En matière de **bonne gouvernance**, il s'agit notamment de favoriser la transparence dans la gestion des affaires, de promouvoir l'état de droit et l'obligation de rendre compte, et de lutter contre toutes les formes de tracasseries administratives.

Quant aux **conditions de vie des populations**, les Etats doivent mettre en œuvre des politiques de redistribution des fruits de la croissance axées spécifiquement sur le développement urbain intégré, le soutien à l'emploi et la mise en place de systèmes de protection sociale.

En ce qui concerne la **compétitivité**, les Etats membres de la Communauté sont appelés à investir dans le capital humain et les infrastructures de base de soutien à la croissance de manière à améliorer la qualité de leurs produits tout en réduisant les coûts de production.

Enfin **l'approfondissement de l'intégration régionale**, qui au regard de l'évolution du monde, apparaît comme la stratégie efficace pour le développement économique et social et la meilleure voie de l'insertion de nos pays dans l'économie mondiale.

Le maintien et le renforcement de la **coopération avec les partenaires au développement** demeurent une nécessité.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Cameroun :

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE constitue une avancée mais surtout un défi pour les autorités qui doivent consolider la performance en matière des finances publiques et des réformes structurelles.

Pour les finances publiques, les autorités doivent prendre des dispositions nécessaires pour :

- améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières ;
- contenir les dépenses courantes et poursuivre le paiement des arriérés intérieurs pour améliorer le climat des affaires;
- accélérer les dépenses en capital par une meilleure programmation des investissements ;
- renforcer la transparence dans les opérations de l'Etat y compris dans le secteur pétrolier.

En matière de réformes structurelles, il s'agit notamment :

- d'accélérer la restructuration ou la privatisation des entreprises publiques afin de limiter leur poids sur les finances publiques ;
- de renforcer la transparence dans les dépenses publiques notamment par la limitation des dépenses non ordonnancées, l'élaboration et l'exécution d'un plan d'action sur la transparence des industries extractives (EITI) et la mise en œuvre opérationnelle de la chambre des comptes.

République centrafricaine :

Les principaux défis auxquels le pays doit faire face comprennent : la consolidation de la paix et de la sécurité, la réalisation d'une croissance forte et le rehaussement des conditions sociales. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- améliorer la gestion des ressources publiques notamment par :
 - o l'adoption des actions décisives pour limiter les dépenses et accroître les recettes ;
 - o le contrôle de la masse salariale à travers particulièrement l'assainissement du fichier du personnel ;
 - o la modernisation des procédures de suivi et d'exécution des dépenses ;
 - o l'amélioration des performances des administrations fiscale et douanière ;
 - o l'adoption d'un plan pour le paiement des arriérés et éviter de nouvelles accumulations.
- renforcer le secteur de la micro finance en vue d'élargir l'accès aux services financiers ;
- améliorer la gouvernance, en particulier en luttant contre la corruption ;
- actualiser le programme de réformes structurelles et la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Congo :

Après l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE en mars 2006, les autorités doivent prendre des dispositions pour une meilleure exécution de leur programme économique. A cet égard, il faut :

- finaliser le document de stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques ;
- progresser dans les réformes structurelles y compris l'extension de la transparence dans le secteur pétrolier ;
- améliorer le climat des investissements.

Gabon :

Des discussions sont en cours avec les services du FMI pour l'accès à un programme pluriannuel du Fonds. A cet effet, les autorités sont invitées à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publiques, notamment par un contrôle de la masse salariale ;
- progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification accélérée de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance, ce qui passe notamment par une mise en œuvre plus complète de l'EITI.

Guinée Equatoriale :

La performance de l'économie et l'élévation des prix qui en découle appellent les autorités à poursuivre la réduction des tensions inflationnistes par une modération des dépenses courantes. En outre, elles devraient soutenir la diversification et utiliser les ressources pétrolières pour financer les secteurs susceptibles de faire progresser le pays vers la réalisation des ODM en général et la réduction de la pauvreté en particulier.

Tchad :

Le gouvernement devra s'atteler à réviser son cadrage macroéconomique à moyen terme basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Il s'agit de mettre l'accent sur :

- la consolidation de la situation fiscale ;
- l'accélération des réformes afférant au secteur cotonnier ;
- le renforcement de l'environnement législatif et institutionnel;
- la privatisation de plusieurs entreprises publiques ;
- le renforcement du secteur financier et de la micro finance ;
- l'amélioration de la gouvernance et des institutions.

Les politiques de redressement pour 2006 devront particulièrement orienter sur l'exécution du budget et le renforcement de la gestion des finances publiques, et sur les réformes structurelles et la gouvernance.

6. ANNEXES

- 6.1. Evolution des critères de convergence

- 6.2. Résultats et analyse des indicateurs complémentaires de convergence

- 6.3. Situation économique et financière de chaque Etat

- 6.4. Tableaux des opérations financières

6.1 Evolution des critères de convergence

- UEMOA

CRITERES DE CONVERGENCE		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2005 ² PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2003 ET 2004								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2005	2004	2003
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme >=0)	0,0	-2,5	-1,4	-7,6	0,6	-1,5	1,6	-2,5	3	3	3
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <=3%)	5,4	6,4	3,9	3,4	6,4	7,8	1,7	6,8	1	8	6
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	40,1	41,3	87,1	358,6	61,3	67,3	45,9	97,6	5	4	3
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	458,3	20,0	0	2,2	0	51,6	4	4	5
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	17,5	5,1	0	2,2	0	22,0	4	4	5
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	440,8	14,9	0	0	0	29,6	5	5	5
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	39,0	40,0	45,2	109,3	30,9	34,7	30,0	30,4	4	3	4
6	Invest. financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	19,8	44,0	10,7	5,7	22,0	38,3	31,4	8,4	4	4	5
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-7,2	-14,7	0,1	-15,7	-9,1	-10,9	-9,7	-15,3	1	1	1
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	14,5	11,3	14,4	11,2	15,4	10,6	18,7	14,6	1	1	1
Nombre de critères Respectés par pays	2005	3	3	1	0	5	3	7	1			
	2004	3	4	2	1	6	2	7	3			
	2003	5	4	1	0	5	3	7	3			

² Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

• CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2005 ³							Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2005	2004	2003
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	5,0	-4,6	17,5	12,2	21,3	0,2	9,1	5	5	4
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	2,0	2,9	2,8	-0,2	5,0	7,9	2,9	4	5	4
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	38,9	84,4	118,8	38,7	3,9	27,7	43,7	4	4	4
4	Accumulation d'arriérés de gestion courante (norme = 0)	0,0	nd	nd	0,0	0,0	nd	nd	3	1	2
	- intérieurs	0,0	nd	nd	0,0	0,0	nd	nd			
	- extérieurs	0,0	16,9	3,6	0,0	0,0	2,9	23,4			
Nombre de critères respectés par pays	2005	4	1	2	4	3	2	3			
	2004	3	1	2	3	3	3	3			
	2003	4	0	2	3	3	2	2			

³ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

- COMORES

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LES COMORES AU 31 DECEMBRE 2005 ⁴						Nombre d'années où le critère est respecté
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	-2,3	-3,7	-2,6	-2,9	-2,3	-0,3	0
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	4,6	5,9	3,3	3,7	4,5	3,2	0
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	113,93	N/A	N/A	97,9	97,5	85,0	0
4	Accumulation d'arriérés de gestion courante (millions de FC) - intérieurs - extérieurs (définition : arriérés>120 jours)	4897	2980	1724	3044	2597	1100	0
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	61,3	56,4	48,9	58,6	65,1	72,0	0
6	Invest. financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	1,3	4,2	2,2	14,2	13,1	nd	0
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	0,6	8,2	1	-5,1	-5,2	-6,4	3
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	9	9,1	10,8	14,2	13,3	nd	0
Nombre de critères respectés dans l'année		2	1	1	1	0	0	

⁴ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

6.2 Résultats et analyse des indicateurs complémentaires de convergence

Les travaux menés par les deux Unions sur les indicateurs complémentaires avaient permis, en avril 2006, de présenter l'analyse des résultats de l'inflation sous-jacente, du solde budgétaire lissant les recettes pétrolières en CEMAC et de la couverture des dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières, également en CEMAC. Ces résultats sont rappelés ici. Les travaux conduits depuis lors par l'UEMOA permettent de compléter cette analyse avec l'indicateur du solde budgétaire corrigé des ressources PPTE et des dons budgétaires.

- **Sur l'indicateur complémentaire d'inflation sous-jacente**

Le tableau ci-après présente la situation de l'inflation sous-jacente dans les pays de la Zone franc, telle qu'elle découle des séries statistiques compilées par AFRISTAT à fin juillet 2006.

En 2005, les économies de la Zone ont subi de fortes pressions inflationnistes. Au vu du seul critère officiel, aucun pays de l'UEMOA à l'exception du Sénégal n'a respecté le critère de l'inflation et, en Zone CEMAC, seuls trois pays sur cinq y sont parvenus⁵. Les taux d'inflation au Congo et au Tchad se sont situés respectivement à 3,1% et 7,9%. Aux Comores, le taux global s'est situé au-delà de 3,0%.

Cependant, si l'on considère le critère complémentaire tel que défini par la réunion de la Zone franc de septembre 2005, l'analyse diffère : seul le Togo et la Côte d'Ivoire ne respectent pas le critère relatif à l'inflation sous-jacente (mesuré par l'indice hors énergie et produits frais). Le critère d'inflation sous-jacente (mesuré par l'indice des prix hors alimentaires) est respecté par tous les pays de la CEMAC. En revanche, aux Comores, cet indicateur s'est situé au-dessus de 3%.

Au total, si l'on considère les deux critères pris ensemble, dans la Zone franc, seuls la Côte d'Ivoire, le Togo et les Comores ne respectent pas ces deux critères. Le Sénégal, le Cameroun, le Gabon et la RCA respectent les deux critères pris ensemble. Les autres pays respectent l'un des deux critères.

L'analyse des tendances de l'inflation observées à fin juillet 2006 dans les Etats de la zone UEMOA montre que, malgré la bonne campagne agricole 2005/2006 enregistrée dans la plupart des Etats, l'inflation à fin juillet 2006 tend à se maintenir proche de 3% dans certains Etats (Bénin, Burkina, Togo). La remontée remarquable de l'inflation sous-jacente dans certains Etats, en rapport avec la persistance d'une tendance à la hausse des cours du pétrole laissent présager que les taux d'inflation resteraient proches de la norme communautaire. Cependant, cela ne fait pas encourir le risque d'un dérapage de l'inflation régionale, grâce aux performances enregistrées au Niger, au Sénégal et en Guinée Bissau. Il convient de noter cependant une incertitude sur ce diagnostic qui dépend de l'évolution de la présente campagne agricole 2006/2007.

En matière de convergence, l'analyse sur la période 1998-2006 des critères proposés tendent à montrer qu'après les performances en matière d'inflation enregistrées jusqu'en 2004, la sous-région rentre dans une période où les taux tendent à se disperser tout en gardant une tendance de moyen terme à la hausse. Les sources de cette hausse des prix semblent être permanentes et appellent à prendre des mesures de politique économique, pour notamment atténuer les effets des cours mondiaux du pétrole.

Dans la zone CEMAC, contrairement à l'année 2005, où les Etats avaient subi moins de tensions inflationnistes que ceux de l'UEMOA, les observés du premier semestre 2006 semblent montrer que cette tendance s'est inversée depuis lors.

En effet, sur les cinq pays pour lesquels les informations sont disponibles, les prévisions montrent que :

- trois pays (Congo, RCA et Tchad) pourraient dépasser le seuil de 3% ;

⁵ Les dernières observations pour ce pays sont celles d'avril 2005, la DGSCN ne publiant plus d'indice depuis lors. Aussi, le taux donné pour la Guinée Equatoriale et pour la CEMAC pour 2005 est une estimation d'AFRISTAT.

- pour le Cameroun et le Gabon, la tendance montre une certaine maîtrise de l'inflation globale. L'inflation sous-jacente semble également se maintenir à un niveau modéré.

Il faut toutefois noter que le diagnostic sur l'année 2006 pour le Cameroun est incertain, les informations disponibles à AFRISTAT s'arrêtent en effet à fin mars 2006.

En RCA, la tendance est à une accélération de l'inflation sous-jacente tandis que les sources semblent être transitoires au Tchad. Les informations relatives à la campagne agricole 2006/2007 indiquent que la production agricole pourrait être bonne dans ce pays. Cependant, les hausses déjà enregistrées ne pourraient pas être contrebalancées par la baisse des prix alimentaires qui sera observée au 4^{ème} trimestre 2006.

Les tendances d'inflation observées n'appellent pas à la prise de mesure de politique économique, sauf pour le cas de la République centrafricaine et le Congo où la tendance inflationniste est marquée et semble avoir une source plus permanente. En outre, le taux d'inflation de la zone risquerait de se situer au dessus de 3% en 2006.

D'une manière générale, les craintes des effets de second tour de la hausse persistante des cours du pétrole sur l'inflation de la zone semblent se confirmer. L'analyse des marchés mondiaux du pétrole montre que cette tendance actuelle est loin de se renverser. Aussi, il convient de rechercher les stratégies de moyen/long terme en vue de faire face à une éventuelle baisse de l'offre mondiale du pétrole et conséquemment à une augmentation continue de la facture pétrolière. De toute évidence, pour les pays importateurs nets de pétrole, il est à craindre que l'arbitrage entre déficit public et inflation ne soit continuellement au profit de l'inflation sans être insoutenable à long terme.

SITUATION DE L'INFLATION DANS LA ZONE FRANC DE 1998 A 2006

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (prévision)	Moy.5 ans	Respect des critères en 2006
Bénin	<i>Global</i>	5,8%	0,3%	4,2%	4,0%	2,4%	1,5%	0,9%	5,4%	4,0-6,5%	2,8%	Probablement non
	<i>Sous-jacent</i>	ND	1,4%	2,4%	5,1%	2,1%	1,9%	1,0%	2,5%	3,5-5,5%	1,8%	
Burkina Faso	<i>Global</i>	4,9%	-1,1%	-0,3%	4,9%	2,3%	2,0%	-0,4%	6,4%	2,0-3,5%	3,0%	Indécis
	<i>Sous-jacent</i>	ND	ND	ND	3,7%	1,2%	2,6%	0,1%	2,7%	1,5-3,5%	2,0%	
Cote d'Ivoire	<i>Global</i>	4,6%	0,7%	2,5%	4,4%	3,1%	3,3%	1,5%	3,9%	2,0-4,5%	3,2%	Indécis
	<i>Sous-jacent</i>	ND	ND	2,3%	4,0%	3,4%	2,4%	3,0%	4,0%	2,0-4,5%	3,4%	
Guinée Bissau	<i>Global</i>	ND	ND	ND	ND	ND	ND	0,9%	3,4%	1,5-3,5%		Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>	ND	ND	ND	ND	ND	ND	0,3%	2,8%	2,0-3,5%		
Mali	<i>Global</i>	4,0%	-1,1%	-0,7%	5,2%	5,0%	-1,3%	-3,1%	6,4%	1,5-3,0%	2,4%	Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>	1,5%	0,7%	1,2%	2,6%	3,0%	0,1%	-1,0%	1,5%	2,5-3,5%	1,2%	
Niger	<i>Global</i>	4,5%	-2,3%	2,9%	4,0%	2,6%	-1,6%	0,2%	7,8%	0,0-1,5%	2,6%	Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>	ND	-0,3%	2,8%	2,0%	1,8%	0,2%	0,5%	2,7%	0,0-1,5%	1,4%	
Sénégal	<i>Global</i>	1,2%	0,8%	0,7%	3,0%	2,3%	0,0%	0,5%	1,7%	0,5-2,5%	1,5%	Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>	1,6%	0,7%	1,2%	2,4%	2,0%	0,2%	0,8%	0,4%	0,5-2,0%	1,2%	
Togo	<i>Global</i>	1,0%	-0,1%	1,9%	3,9%	3,1%	-1,0%	0,4%	6,8%	2,0-3,5%	2,6%	Indécis
	<i>Sous-jacent</i>	1,6%	3,4%	2,3%	3,3%	2,5%	0,3%	0,6%	4,4%	2,0-4,5%	2,2%	
UEMOA	<i>Global</i>	3,7%	0,1%	1,9%	4,0%	2,9%	1,2%	0,6%	4,3%	<3,0%	2,6%	Probablement oui
Cameroun	<i>Global</i>	1,7%	5,4%	0,9%	6,0%	2,2%	0,4%	1,2%	1,3%	1,0-3,0%	2,2%	Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>		2,7%	0,3%	2,1%	1,0%	1,9%	2,3%	2,9%	1,5-3,0%	2,1%	
Congo	<i>Global</i>	-4,1%	4,1%	-0,9%	0,1%	4,4%	-0,6%	2,4%	3,1%	3,0-4,0%	1,9%	Probablement non
	<i>Sous-jacent</i>		3,2%	4,2%	1,9%	4,0%	4,9%	10,7%	1,3%	2,5-3,5%	4,6%	
Gabon	<i>Global</i>	2,3%	-0,7%	0,5%	2,1%	0,2%	2,1%	0,4%	0,0%	2,0-3,0%	1,0%	Probablement oui
	<i>Sous-jacent</i>		-0,7%	0,5%	-1,0%	0,2%	2,4%	3,1%	-0,4%	0,5-1,5%	0,9%	
Guinée Equatoriale	<i>Global</i>	9,4%	0,4%	4,7%	8,8%	7,6%	7,3%	4,2%	7,5%		6,5%	
	<i>Sous-jacent</i>					4,0%	9,0%	4,0%	5,4%			
RCA	<i>Global</i>	-1,4%	-1,5%	3,3%	3,8%	2,3%	4,2%	-2,1%	2,9%	3,0-4,0%	2,2%	Probablement non
	<i>Sous-jacent</i>		2,1%	2,2%	1,9%	3,2%	1,6%	3,5%	1,8%	3,0-4,0%	2,4%	
Tchad	<i>Global</i>	4,3%	-8,0%	3,8%	12,4%	5,2%	-1,8%	-5,4%	7,9%	5,5-7,5%	3,7%	Probablement non
	<i>Sous-jacent</i>		-1,9%	-1,8%	2,8%	3,4%	-0,3%	-5,3%	1,5%	1,0-2,5%	0,4%	
CEMAC	<i>Global</i>	1,3%	2,7%	1,0%	5,0%	2,4%	0,8%	0,7%	1,9%	>3,0%		Probablement non
Comores	<i>Global</i>	1,2%	1,1%	5,9%	5,6%	3,5%	3,8%	4,5%	3,0%		4,1%	
	<i>Sous-jacent</i>	ND	ND	ND	ND	-2,9%	5,5%	7,0%	5,9%		3,9%	

NB : 1°) la moyenne calculée pour la Guinée Equatoriale exclue l'année 2005. 2°) Pour les pays de la CEMAC, il s'agit des taux d'inflation mesurés par l'IPC capital

- **Solde budgétaire lissant les recettes pétrolières en CEMAC**

Soldes budgétaires structurels (recettes pétrolières lissées) rapportés au PIB en zone CEMAC

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	1,6	2,0	5,3	2,8	2,9	3,7
Cameroun	1,5	2,8	3,9	2,8	4,0	1,6
RCA	-1,0	-0,5	-3,4	-4,0	-4,6	-0,7
Congo	-5,9	-9,7	-0,1	1,4	2,1	6,1
Gabon	0,2	2,6	9,0	9,8	6,0	7,0
Guinée Equatoriale	0,9	0,5	3,6	-1,2	2,9	8,5
Tchad	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	2,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	3	4	5	5

Les résultats fournis par cet indicateur complémentaire ont pour effet mécaniquement de réduire les performances des Etats lorsque la conjoncture pétrolière est favorable et de les améliorer en cas de retournement. Le tableau ci-dessous montre toutefois que la tendance reste nettement favorable depuis 2001 en zone CEMAC, même en lissant les recettes pétrolières.

- **Couverture des dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières en CEMAC**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CEMAC	0,9	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8
Cameroun	1,2	1,2	1,3	1,1	1,2	1,1
RCA	1,0	1,1	0,8	0,7	0,7	1,1
Congo	0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6
Gabon	0,7	0,6	0,9	0,9	0,8	0,8
Guinée Equatoriale	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4
Tchad	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,6
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	2	1	1	1	2

Il se dégage du tableau ci-dessus qu'au Cameroun où le secteur non pétrolier est relativement important, les recettes fiscales non pétrolières couvrent bien les dépenses courantes hors intérêt, avec toutefois une dégradation de cet indicateur en fin de période. Le Gabon est resté stable et plus proche d'assurer la couverture de ses dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières depuis 2003, alors que le Tchad et la RCA font des efforts plus ou moins soutenus. Le Congo et la Guinée Equatoriale ont encore un déficit relativement élevé.

- **Le solde budgétaire corrigé des ressources PPTE et des dons budgétaires en UEMOA**

L'utilisation de cet indicateur complémentaire conduit à une nette amélioration du solde budgétaire de base en pourcentage du PIB et du ratio de la masse salariale rapporté aux recettes fiscales et une détérioration du ratio des dépenses d'investissement public rapportées aux recettes fiscales à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Togo où la situation est quasi inchangée liée au fait que ces Etats membres enregistrent très peu de dons budgétaires et ne bénéficient pas encore de ressources PPTE.

Solde budgétaire de base avec PPTE et appuis budgétaires en % du PIB nominal en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	-0,3	-0,6	-0,8	-1,3	-1,3	-1,4
Bénin	1,7	0,1	0,2	-1,0	-0,4	-0,2
Burkina Faso	-1,1	-2,0	-3,6	-1,9	-3,6	-3,9
Côte d'Ivoire	-0,1	1,3	0,2	-2,0	-1,3	0,0
Guinée Bissau	-16,9	-13,1	-8,9	-10,3	-11,9	-7,6
Mali	-0,8	-2,2	-1,5	-0,4	-1,0	-0,4
Niger	-3,4	-4,3	-3,2	-3,0	-2,9	-2,8
Sénégal	1,4	-1,4	1,1	0,0	0,0	0,0
Togo	2	2	1	1	1	2

Solde budgétaire de base corrigé de l'aide PPTE et des dons budgétaires en % du PIB nominal en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	0,4	0,3	0,0	0,2	0,1	0,3
Bénin	1,9	2,2	1,3	0,0	0,6	0,5
Burkina Faso	0,8	-0,7	-1,4	2,1	-0,2	-0,5
Côte d'Ivoire	-0,1	1,3	-0,5	-1,9	-1,3	-1,0
Guinée Bissau	-2,8	1,4	-2,8	-2,7	0,5	4,6
Mali	2,5	-0,2	0,6	3,1	1,3	2,4
Niger	-2,4	-2,1	-0,7	-0,9	-0,1	0,9
Sénégal	1,5	-1,0	1,3	1,2	1,6	1,8
Togo	-2,8	0,5	0,3	2,8	1,4	-2,5

Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	14,3	15,1	18,2	19,5	22,0	22,3
Bénin	12,4	18,9	19,3	23,2	19,7	19,8
Burkina Faso	23,4	24,6	36,0	33,1	46,3	44,0
Côte d'Ivoire	9,5	7,2	11,6	10,5	12,3	10,7
Guinée Bissau	20,0	16,7	5,8	0,8	4,2	5,7
Mali	23,2	19,4	20,5	22,4	22,7	22,0
Niger	7,9	26,3	25,5	26,6	30,4	38,3
Sénégal	19,8	23,2	23,5	28,1	30,0	31,4
Togo	8,4	6,4	7,4	7,6	7,4	8,4

Ratio des investissements publics financés sur ressources internes corrigés des dons budgétaires
et des ressources PPTE rapportés aux recettes fiscales en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	12,7	13,0	15,8	15,7	17,4	16,7
Bénin	12,4	17,6	19,1	22,9	18,9	19,3
Burkina Faso	20,4	20,7	27,2	21,0	31,3	30,5
Côte d'Ivoire	9,5	7,2	11,6	10,4	12,3	10,5
Guinée Bissau	12,6	9,0	4,3	0,6	2,4	3,3
Mali	9,1	12,3	10,0	11,2	14,4	13,7
Niger	7,3	17,7	16,7	17,1	17,9	16,5
Sénégal	19,7	20,5	22,8	23,3	23,3	22,6
Togo	8,4	6,4	7,4	7,6	7,4	8,4

Ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	39,3	38,0	37,7	38,3	37,4	37,9
Bénin	31,0	32,0	31,9	33,5	38,0	39,0
Burkina Faso	43,7	46,1	42,8	41,6	37,4	40,0
Côte d'Ivoire	42,1	41,5	41,6	45,5	44,1	45,2
Guinée Bissau	60,0	74,3	88,5	114,3	137,3	109,3
Mali	32,4	31,5	30,5	30,4	30,9	30,9
Niger	50,4	40,1	38,2	37,5	35,2	34,7
Sénégal	32,7	30,7	31,7	30,1	29,5	30,0
Togo	53,9	44,4	44,7	34,8	32,1	30,4

Ratio de la masse salariale corrigée de l'aide PPTE et des dons budgétaires rapportée aux recettes fiscales en UEMOA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
UEMOA	38,2	36,8	37,0	36,6	36,0	36,0
Bénin	31,0	29,9	31,5	33,1	36,5	37,9
Burkina Faso	38,1	42,4	40,0	33,6	32,8	34,5
Côte d'Ivoire	42,1	41,5	41,6	45,2	44,1	44,1
Guinée Bissau	37,8	39,9	66,1	79,8	77,5	63,7
Mali	29,2	29,0	29,4	27,3	28,8	28,2
Niger	46,5	35,5	34,0	34,2	31,1	30,9
Sénégal	32,5	30,7	31,6	29,4	28,8	29,6
Togo	53,9	44,4	44,7	34,6	32,1	30,4

6.3 Situation économique et financière de chaque Etat

UEMOA

BENIN :

Au cours de l'année 2005, l'activité économique a connu un ralentissement avec un taux de croissance de 2,9 % contre 3,1 % en 2004. Ce ralentissement est imputable essentiellement aux contre-performances du secteur primaire, en rapport avec la chute de la production de coton graine de 45,1 % et la stagnation de la production céréalière au cours de la campagne 2005-2006. Le secteur secondaire a enregistré une progression de 5,4 %, en liaison principalement avec le dynamisme des activités des industries manufacturières et alimentaires. Quant au secteur tertiaire, il a bénéficié de la levée partielle des mesures de restriction des échanges commerciaux avec le Nigeria. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, ont été, respectivement, de -0,3 point ; 0,8 point et 2,4 points.

Pour l'année 2006, les prévisions indiquent un taux de croissance de 4,5 %, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs de l'économie, notamment le secteur primaire dont le taux de croissance serait de 10,1 % grâce aux mesures prises par le nouveau Gouvernement, en particulier le règlement des arriérés dus aux producteurs.

L'évolution des prix au cours de l'année 2005 a été marquée par une forte remontée de l'inflation avec un taux d'inflation annuel moyen de 5,4 % contre 0,9 % en 2004. Cette progression s'explique par la flambée des prix des produits pétroliers et la pénurie de produits alimentaires observée dans les pays sahéliens, notamment le Niger, suite à la crise alimentaire. Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre 2006. En effet, en glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année, l'inflation a été de 5,0 % contre 4,2 % au cours de la même période en 2005. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen serait de 4,0 % en 2006.

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2005 s'est soldée par une légère amélioration des principaux soldes budgétaires en liaison avec une hausse des recettes budgétaires plus importante que celle des dépenses totales. En effet, les recettes budgétaires totales ont progressé de 9,1 % pour représenter 16,7 % du PIB contre 16,4 % en 2004. En ce qui concerne les dons, ils se sont inscrits en baisse de 7,4 % pour représenter 2,2 % du PIB. Cette faible mobilisation des dons s'explique essentiellement par le retard accusé pour la signature d'un nouveau programme avec les institutions de Bretton Woods.

Quant aux dépenses totales et aux prêts nets, ils se sont inscrits en hausse de 6,1 % et ont représenté 19,8 % du PIB contre 20,1 % en 2004. Cette évolution des dépenses totales s'explique par la hausse des dépenses courantes et des dépenses en capital de 8,2 % et de 2,4 %, respectivement. La progression des dépenses courantes est liée au recrutement de nouveaux fonctionnaires de l'Etat dans le secteur de l'enseignement.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une légère amélioration du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, qui est passé d'un déficit de 0,1 % du PIB en 2004 à l'équilibre. Ce résultat est lié à la baisse des dépenses en capital sur ressources internes et à la maîtrise des dépenses courantes hors salaires et traitements. Le déficit global hors dons s'est établi à 3,1 % du PIB contre 3,6 % en 2004. Quant au déficit global, il s'est situé à 0,9 % du PIB contre 1,0 % en 2004.

En 2006, les prévisions indiquent une progression des recettes budgétaires de 7,0 % pour représenter 16,6 % du PIB. Cet objectif serait atteint à travers la poursuite de la mise en œuvre des mesures de relance de l'économie et le renforcement des administrations fiscale et douanière. Ainsi, les recettes fiscales s'accroîtraient de 9,8 %. En ce qui concerne les dons, ils s'inscriraient en hausse de 9,8 % pour s'établir à 56,7 milliards, soit 2,3 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 17,6 % en 2006 pour représenter 21,7 % du PIB. Cette évolution serait imputable à la progression de 37,2 % des dépenses en capital, en rapport avec une mobilisation accrue des ressources extérieures et un accroissement des dépenses d'investissement financées sur ressources internes. Quant aux dépenses courantes, elles progresseraient de 9,2 %, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des dépenses d'achat de biens et services.

Au total, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, se dégraderait pour s'établir à -0,8 % du PIB, en raison de la progression des dépenses de base. Le déficit global hors dons et le déficit global s'établiraient, respectivement, à 5,1 % et 2,8 % du PIB.

S'agissant de la dette publique totale⁶, à fin 2005, son encours rapporté au PIB s'est établi à 40,1 % contre 39,5 % en 2004. Le service de la dette publique totale a représenté 3,9 % des recettes budgétaires totales. Ces ratios s'amélioreraient en 2006 avec les remises de dettes au titre de l'Initiative PPTE et l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale.

S'agissant des comptes extérieurs, leur évolution se traduirait par une stabilité du déficit courant hors dons autour de 166,1 milliards. Cette évolution résulterait de l'aggravation du déficit commercial et de l'amélioration des services nets et des transferts privés. Rapporté au PIB nominal, ce déficit représenterait 7,2 % du PIB contre 7,7 % en 2004. En 2006, ce ratio se maintiendrait au même niveau qu'en 2005.

La situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets de 47,5 milliards, en s'établissant à 376,6 milliards à fin décembre 2005. L'encours du crédit intérieur est ressorti à 277,6 milliards à fin décembre 2005, en hausse de 64,3 milliards. La masse monétaire s'est accrue de 110,8 milliards ou 22,0 % sur la période sous revue pour s'établir à 613,5 milliards en décembre 2005.

En 2006, les avoirs extérieurs nets progresseraient pour atteindre 381,5 milliards, l'encours du crédit intérieur se contracterait pour se situer à 239,6 milliards. Quant à la masse monétaire, elle baisserait de 5,8 % pour atteindre 578,1 milliards.

BURKINA FASO :

En 2005, le taux de croissance de l'activité économique a été de 7,1 % contre 4,6 % en 2004. Cette accélération s'explique essentiellement par la croissance du secteur primaire de 11,3 % après un recul de 1,6 % en 2004. Le dynamisme du secteur primaire est lié à la hausse de la production de céréales et de la production de coton qui ont bénéficié de conditions climatiques favorables, marquées par une pluviométrie bien répartie dans le temps et dans l'espace, en dépit de quelques zones de sécheresse. Dans le secteur secondaire, l'activité a progressé de 5,2 % grâce à la vigueur observée notamment au niveau du BTP. L'activité a ralenti au niveau du secteur tertiaire, en rapport avec les difficultés engendrées par la hausse des prix des produits pétroliers. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 4,1 points, 0,9 point et de 2,1 points.

Pour l'année 2006, la croissance se situerait à 5,6 %, sous l'impulsion des secteurs secondaire et tertiaire. La croissance du secteur secondaire reposerait sur la poursuite des travaux de construction d'infrastructures et un regain d'activité au niveau de la branche des industries manufacturières. La

⁶ Ces données ne concernent que la dette publique extérieure, en l'absence de données sur la dette intérieure.

performance du secteur tertiaire reposera sur le dynamisme des activités des branches «commerce» et « transports et télécommunications ».

En 2005, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de hausse des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 6,4 % contre -0,4 % en 2004. Cette forte progression de l'inflation est liée à l'augmentation des prix des produits alimentaires, des services de logement et des transports. La progression des prix des produits alimentaires s'explique par les difficultés d'approvisionnement des marchés en produits céréaliers, consécutives à la baisse de la production vivrière observée au titre de la campagne agricole 2004/2005. Quant à la hausse des prix des transports, elle est liée à la flambée des cours des produits pétroliers.

En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2006, les prix ont augmenté de 4,5 % contre 4,9 % au cours de la même période en 2005. Pour l'ensemble de l'année, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à 0,9 %.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par une aggravation des principaux soldes, due à une faible progression des recettes comparée à l'augmentation des dépenses. En effet, les recettes fiscales ont augmenté de 5,8 % pour représenter 11,3 % du PIB contre 11,8 % en 2004. Cette faible progression des recettes s'explique essentiellement par les difficultés de démarrage des activités la Direction des Grandes Entreprises, nouvellement créée au niveau de la Direction Générale des Impôts et la situation financière difficile de certaines grandes entreprises. S'agissant des dons, ils se sont élevés à 131,5 milliards, représentant 4,4 % du PIB contre 4,3 % en 2004.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 12,4 % pour représenter 21,7 % du PIB contre 21,4 % en 2004. Cette progression est imputable principalement à la hausse de la masse salariale, à l'augmentation des transferts et subventions, consécutive à la flambée des cours du pétrole. L'augmentation de la masse salariale s'explique par la révision de la grille de rémunération dans la Fonction publique et le recrutement de nouveaux agents dans les secteurs sociaux.

Au total, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, a représenté -2,5 % du PIB contre -2,0 % en 2004. Cette évolution s'explique par la faible progression des recettes et la forte hausse des dépenses courantes. S'agissant du déficit global hors dons, il s'est aggravé pour représenter 9,5 % du PIB contre 8,6 % en 2004. Quant au déficit global, il est passé de 4,2 % du PIB en 2004 à 5,1 % en 2005.

En 2006, les principaux soldes budgétaires évolueraient de manière contrastée. Les recettes budgétaires progresseraient de 18,6 % grâce à la poursuite de l'intensification des enquêtes et des vérifications et un meilleur suivi du transit et des exonérations. Quant aux dépenses totales et aux prêts nets, ils progresseraient de 12,2 % pour représenter 22,6 % du PIB, sous l'impulsion des dépenses d'acquisition de biens et services, de la hausse de la masse salariale et de la progression des transferts et subventions.

Au total, le déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, représenterait 2,8 % du PIB. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils s'établiraient à 9,2 % et 4,2 % du PIB, respectivement.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours à fin décembre 2005 a représenté 41,3 % du PIB contre 43,4 % en 2004. Son service s'est situé à 9,9 % des recettes budgétaires contre 11,3 % en 2004. Une amélioration sensible de ces ratios est attendue en 2006, avec les annulations au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale.

Les comptes extérieurs se caractériseraient par une aggravation du déficit du compte courant hors dons qui représenterait 14,7 % du PIB contre 13,4 % en 2004. Cette évolution s'expliquerait par l'aggravation du déficit commercial, consécutive à la hausse de la facture pétrolière et à la baisse des exportations, suite au repli des cours du coton. La réduction du déficit commercial prévue pour 2006,

sous l'hypothèse d'une forte hausse des exportations induirait une baisse de ce ratio qui se situerait à 10,6 % du PIB.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en baisse de 104,8 milliards, en s'établissant à 169,4 milliards à fin décembre 2005. Cette évolution a concerné aussi bien l'Institut d'émission que les banques. L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 98,1 milliards pour se situer à 483,5 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression des crédits à l'économie de 92,1 milliards, sous l'impulsion tant des crédits ordinaires que des crédits de campagne. Les crédits ordinaires ont été octroyés notamment à des sociétés cotonnières ainsi qu'aux entreprises des secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, du BTP. Il en a résulté une baisse de la masse monétaire de 4,2 % pour s'établir à 598,0 milliards.

En 2006, il est attendu une progression des avoirs extérieurs nets de 154,7 milliards, un recul du crédit intérieur de 43,5 milliards et une hausse de la masse monétaire 124,8 milliards, soit 20,9 %.

COTE D'IVOIRE :

L'activité économique a progressé en 2005 de 1,8 % contre 1,6 % en 2004 grâce aux bonnes performances enregistrées par les secteurs primaire et secondaire. En effet, la production du secteur primaire, tirée par l'agriculture vivrière, a augmenté de 1,4 %. La production du secteur secondaire a progressé de 10,0 % sous l'impulsion de toutes les branches.

Les plus fortes progressions ont été relevées au niveau des BTP et du secteur pétrolier. Le secteur pétrolier a bénéficié de la mise en exploitation d'un nouveau puits dénommé "Baobab" et de la bonne tenue des cours sur le marché international. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 0,4 point, 2,1 points et de -0,7 point.

En 2006, le taux de croissance ressortirait à 1,8 % comme en 2005. L'activité économique serait tirée principalement par le secteur secondaire en rapport avec une forte augmentation de l'extraction pétrolière.

Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,9 % en 2005 contre 1,4 % en 2004. Cette forte hausse est liée, d'une part, à la flambée des prix des produits pétroliers avec pour corollaire l'augmentation des prix des transports et, d'autre part, à l'impact sur les prix de la crise alimentaire qui a particulièrement marqué les pays membres sahéliens. En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2006, l'inflation a été de 2,2 % contre 4,4 % au cours de la même période en 2005. Si la tendance actuelle des prix devrait se maintenir, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à 2,0 % en 2006.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une relative stabilité des principaux soldes budgétaires. Les recettes totales se sont accrues de 2,3 % en 2005 pour s'établir à 17,1 % du PIB contre 17,6 % en 2004. Cette évolution résulte de la stagnation des recettes fiscales, liée à la baisse des droits de porte, et de la progression des recettes non fiscales.

Les dépenses publiques et prêts nets ont augmenté de 2,9 % pour s'établir à 19,9 % du PIB contre 20,4 % en 2004. Cette évolution des dépenses budgétaires s'explique essentiellement par l'augmentation de 4,7 % des dépenses courantes en rapport avec la forte progression des transferts et subventions. Les dépenses en capital ont baissé de 9,0 %, reflétant les difficultés de mobilisation des ressources extérieures.

Au total, le déficit du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, a représenté 1,4 % du PIB contre 1,3 % en 2004. Cette évolution s'explique essentiellement par la faible progression des recettes budgétaires. Le déficit global hors dons a représenté 2,8 % comme en 2004. Quant au déficit global, il est passé de 1,8 % du PIB en 2004 à 1,7 % en 2005.

En 2006, en dépit des actions prioritaires (DDR, redéploiement de l'administration, identification et organisation des élections) liées à la normalisation du climat socio-politique, la situation des finances publiques s'améliorerait en rapport avec la hausse des recettes et la baisse des dépenses courantes. La progression des recettes serait portée principalement par l'augmentation de la production pétrolière combinée à la hausse des cours qui permettra de mobiliser plus de revenus provenant du secteur pétrolier à travers un recouvrement du bénéfice industriel et commercial (BIC) et des redevances pétrole et gaz.

Le solde budgétaire de base ressortirait excédentaire de même que le solde global. Leurs excédents représenteraient 0,9 % et 0,4 % du PIB, respectivement. L'excédent du solde global s'expliquerait par la forte progression des appuis budgétaires en ligne avec les engagements de la communauté internationale pour une sortie de crise.

L'encours de la dette publique a représenté 87,1 % du PIB contre 91,3 % en 2004. Le service de la dette est passé de 38,0 % des recettes budgétaires en 2004 à 33,3 % en 2005. Dans la perspective de la signature d'un programme avec les institutions de Bretton Woods, suite à la réunification du pays, un traitement favorable de la dette, consécutif à l'atteinte du point de décision est envisagé.

Au niveau des comptes extérieurs, les transactions courantes enregistreraient une évolution défavorable. L'évolution du solde des transactions courantes s'explique essentiellement par la forte hausse des importations sous l'impulsion de l'accroissement de la facture liée à l'importation du pétrole brut. Hors dons, l'excédent des transactions courantes représenterait 0,1 % du PIB contre 1,7 % en 2004.

La situation monétaire a été caractérisée en 2005 par une consolidation des avoirs extérieurs nets de 62,6 milliards pour atteindre 704,5 milliards. Le crédit intérieur a augmenté de 51 milliards du fait de la progression de la position nette du gouvernement de 35,5 milliards et des crédits à l'économie de 15,4 milliards.

Cette faible progression s'explique par la prudence observée par la plupart des banques, en liaison avec les incertitudes induites par le contexte socio-politique. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 7,4 % pour se fixer à 2081,0 milliards.

En 2006, la position extérieure nette des institutions monétaires s'améliorerait. En effet, les avoirs extérieurs nets passeraient de 704,5 milliards en 2005 à 881,9 milliards à fin décembre 2006. Le crédit intérieur est prévu à 1489,9 milliards et la masse monétaire à 2.083,4 milliards.

GUINEE-BISSAU :

En 2005, le taux de croissance du PIB a été de 3,8 % contre 3,2 % en 2004, en rapport avec la hausse de la production agricole, notamment de la noix de cajou et des céréales. Le secteur secondaire a été dynamique grâce notamment aux travaux de construction d'infrastructures. Quant à l'activité du secteur tertiaire, elle a bénéficié des performances des transports routiers, liées à la commercialisation de la noix de cajou. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été respectivement de 1,7 point, 0,7 point et 1,4 point. En 2006, le taux de croissance du PIB serait de 4,3 %, sous l'hypothèse des conditions climatiques favorables et la consolidation de la stabilité politique.

L'activité économique en 2005 s'est déroulée dans un contexte de hausse du niveau général des prix. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 3,4 % contre 0,9 % en 2004. Cette évolution s'explique par l'augmentation du prix des produits pétroliers et par les pénuries de riz observées lors de la période de soudure. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2006, le taux d'inflation en

glissement annuel est ressorti à 0,6 % contre 3,7 % pour la même période en 2005. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à -0,1 % en 2006.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires totales ont augmenté de 14,2 % pour s'établir à 17,0 % du PIB contre 16,1 % en 2004. Cette évolution est imputable à l'accroissement des recettes fiscales de 55,4 %, en rapport avec les mesures prises pour améliorer la mobilisation des ressources internes notamment, la modernisation des régies financières, le renforcement du contrôle des importations de riz et de pétrole et l'alignement de la valeur mercatoriale de la noix de cajou sur les prix pratiqués sur le marché international. Par contre, les dons ont régressé en passant de 24,5 milliards en 2004 à 9,9 milliards en 2005.

Quant aux dépenses totales et aux prêts nets, ils ont diminué de 26,5 % pour représenter 31,6 % du PIB contre 46,3 % en 2004. Cette évolution est imputable principalement aux dépenses en capital qui ont baissé de 56,3 % pour s'établir à 12,4 milliards contre 28,3 milliards en 2004.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une amélioration des soldes budgétaires. Le ratio du solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal est passé de -11,9 % en 2004 à -7,6 % en 2005. Le déficit global hors dons s'est réduit pour représenter 14,5 % du PIB contre 30,2 % en 2004. Il en est de même du déficit global qui a représenté 8,5 % du PIB contre 14,1 % en 2004.

Pour l'année 2006, des efforts devraient être poursuivis pour conforter les recettes budgétaires totales qui augmenteraient de 27,6 % pour représenter 20,2 % du PIB, sous l'effet des mesures portant notamment sur l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des contrôles au niveau des régies financières, et la modernisation de l'équipement et du fonctionnement de l'Administration fiscale. Les dépenses totales et prêts nets, augmenteraient de 43,7 % du fait de la forte croissance des dépenses en capital au profit des secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Quant aux dépenses courantes, elles progresseraient moins vite avec un taux de 10,4 %, en raison de la diminution des dépenses de transferts et d'acquisition de biens et services. Au total, le déficit du solde budgétaire de base représenterait 7,3 % du PIB. Quant au déficit global hors dons, il s'établirait à 22,0 % du PIB. Le déficit global représenterait 3,0 % du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, en raison des difficultés rencontrées pour la finalisation du DSRP initialement prévue en 2002, et en l'absence d'un programme appuyé par les Institutions de Bretton Woods, les allègements attendus de l'Initiative PPTE n'ont pu se concrétiser. L'encours de la dette a représenté 358,6 % du PIB à fin décembre 2005 contre 394,3 % en 2004. En 2006, avec l'adoption du DRSP suite à la reprise du programme avec le FMI, la Guinée-Bissau bénéficierait d'un traitement approprié de sa dette dans le cadre de l'Initiative PPTE.

S'agissant des comptes extérieurs, le ratio solde extérieur courant hors dons, rapporté au PIB s'aggraverait pour se situer à -15,7 % contre -10,3 % en 2004. Ce résultat est essentiellement imputable à une détérioration de la balance commerciale, sous l'effet d'une forte augmentation des importations, atténuée cependant par une progression modérée des exportations. L'augmentation des importations serait impulsée principalement par les achats de biens d'équipement, de biens de consommation et de produits pétroliers. En 2006, le solde extérieur courant hors dons rapporté au PIB s'améliorerait pour se situer à -12,6 % en rapport avec l'amélioration de la balance commerciale et de la balance des services.

S'agissant de la situation monétaire, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 36,0 milliards à fin décembre 2005, en hausse de 3,5 milliards par rapport à fin décembre 2004. Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 2,5 milliards en s'établissant à 14,5 milliards sous l'effet des crédits à l'Etat. En effet, les crédits à l'économie ont baissé de 1,0 milliard pour s'établir à 3,3 milliards, du fait du recul des concours ordinaires. La masse monétaire s'est accrue de 9,3 milliards pour s'établir à 52,9 milliards à fin décembre 2005.

A fin décembre 2006, les avoirs extérieurs nets atteindraient 57,5 milliards. Quant au crédit intérieur, il serait attendu à 13,9 milliards. La masse monétaire se situerait à 69,2 milliards.

MALI :

En 2005, le taux de croissance du PIB s'est établi à 6,1 % contre 2,3 % en 2004, en rapport avec une bonne production céréalière et une reprise de la production aurifère. Au niveau du secteur secondaire, la croissance réelle a été de 8,1 % grâce à la performance de la production aurifère. Au niveau du secteur tertiaire, la croissance a été faible en rapport avec le repli de la production agricole de la campagne 2004-2005. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 2,2 points, 1,8 point et 2,1 points. En 2006, la croissance du PIB s'établirait à 5,0 %, sous l'hypothèse d'une pluviométrie satisfaisante et de l'ouverture de nouvelles mines aurifères.

Cette accélération de la croissance en 2005 s'est réalisée dans un contexte marqué par une hausse des prix. Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 6,4 % contre -3,1 % en 2004, en liaison avec la hausse du cours mondial du pétrole et la flambée des prix des céréales, suite à la mauvaise campagne agricole 2004-2005. En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2006, le taux d'inflation a été de 3,8 % contre 4,4 % à la même période en 2005. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen se situerait autour de 0,1 % en 2006.

S'agissant des finances publiques, les recettes totales ont augmenté de 11,4 % pour s'établir à 17,5 % du PIB contre 17,3 % en 2004. Cette évolution est imputable à l'accroissement des recettes fiscales de 13,5 %, en rapport avec les efforts exceptionnels des régies financières, notamment le renforcement des contrôles fiscaux et la poursuite de l'informatisation. Par contre, les recettes non fiscales ont diminué de 19,3 % suite à la baisse des revenus des valeurs mobilières, notamment les dividendes recouverts auprès des sociétés minières. En ce qui concerne les dons, leur progression de 11,3 % est en partie expliquée par la restructuration des concours extérieurs en faveur des dons budgétaires.

Au niveau des dépenses et prêts nets, des efforts ont été fournis pour contenir la progression des dépenses totales. Elles sont ressorties à 24,6 % du PIB contre 23,8 % en 2004. Les dépenses courantes ont augmenté de 7,4 %, en rapport avec le renforcement des dotations pour le fonctionnement des services publics, l'augmentation de la masse salariale et le soutien de l'Etat à la Caisse de Retraite Malienne. De même, les dépenses d'investissement ont progressé de 10,7 % du fait du renforcement de ses deux composantes, notamment les dépenses d'investissement financées sur ressources internes qui ont crû de 9,7 %. Quant aux prêts nets, ils ont enregistré une forte hausse en passant de -9 milliards en 2004 à 23,5 milliards, en liaison avec le crédit octroyé par l'Etat à la Compagnie Malienne pour le Développement du Textiles (CMDT), pour la couverture du déficit de la filière cotonnière.

Cette situation d'ensemble, marquée par un niveau de recouvrement satisfaisant des recettes et une bonne maîtrise de l'évolution des dépenses de base s'est traduite par une amélioration du solde budgétaire de base qui est ressorti à 0,6 % en 2005 contre 0,1 % en 2004. Par contre, le déficit global hors dons s'est aggravé en s'établissant à 7,1 % du PIB contre 6,5 % en 2004. De même, le déficit global a représenté 3,1 % du PIB contre 2,6 % en 2004.

En 2006, les recettes totales augmenteraient de 5,7 % pour s'établir à 16,7 % du PIB. Cette évolution se justifierait essentiellement par l'accroissement des recettes fiscales de 5,3 % sous l'impulsion d'un certain nombre de mesures portant notamment, sur la maîtrise et l'élargissement de l'assiette fiscale. Dans la même période, les recettes non fiscales progresseraient en passant de 15,1 milliards en 2005 à 23,2 milliards du fait principalement du recouvrement des dividendes des sociétés minières, suite aux bons résultats de la filière aurifère en 2005. Quant aux dons, ils s'élèveraient à 162,5 milliards, soit une augmentation de 41,3 %.

En ce qui concerne les dépenses, les prévisions indiquent que les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 13,5 % pour représenter 25,2 % du PIB. Cette augmentation s'expliquerait essentiellement par le renforcement des dépenses d'investissement qui augmenteraient de 33 %, du fait notamment des appuis budgétaires et des ressources libérées dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Dans la même période, les dépenses courantes croîtraient de 8,6 % en rapport avec le renforcement des dotations en fonctionnement des services publics et l'augmentation de la masse salariale.

Au total, l'évolution de la situation des finances publiques se caractériserait par une réduction de l'excédent du solde budgétaire de base hors dépenses PPTE, qui représenterait 0,2 % du PIB. Le déficit global hors dons s'aggraverait pour s'établir à 8,5 % du PIB. De même, le déficit global rapporté au PIB se situerait à 3,4 %.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours évalué à 1774,6 milliards en 2005 a représenté 61,3 % du PIB contre 63,9 % en 2004. Le service de la dette publique totale est ressorti à 62,6 milliards et a représenté 12,9 % des recettes budgétaires. Le Mali a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE renforcée en février 2003. En plus, il est éligible à l'initiative du G8 pour l'effacement de la dette multilatérale. Dans le cadre de cet accord, le Mali pourrait bénéficier d'une annulation du stock de la dette de 1042,57 milliards de francs CFA, soit près de 60 % de l'encours total dû.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes hors transferts officiels se réduirait pour se situer à 9,1 % du PIB contre 10,2 % en 2004, en raison de l'évolution favorable des services nets, liée principalement, à la poursuite d'une politique touristique dynamique. En 2006, le ratio relatif au déficit extérieur courant hors transferts officiels, rapporté au PIB se replierait pour se situer à 6,2 %, sous l'hypothèse d'une évolution favorable de la balance commerciale.

Quant à la situation monétaire, elle s'est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 9,7 % lié à une évolution favorable des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 57,2 milliards pour se situer à 424,7 milliards. Dans la même période, le crédit intérieur a augmenté de 7,4 % en s'établissant à 489,6 milliards en rapport principalement avec la hausse des crédits ordinaires, expliquée en partie par des concours accordés à des sociétés opérant principalement dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie, de distribution de produits pétroliers. En 2006, la masse monétaire augmenterait de 25,9 milliards, soit de 3,1 % du fait principalement d'une hausse des avoirs extérieurs nets.

NIGER :

En 2005, l'activité économique a enregistré une forte croissance avec un taux de 7,1 % contre -0,6 % en 2004. Cette amélioration est liée à la forte augmentation de la production agricole imputable aux bonnes conditions climatiques. Le secteur secondaire a bénéficié des travaux de construction de routes et des infrastructures réalisés dans le cadre des 5èmes jeux de la Francophonie de 2005. Quant au secteur tertiaire, il a enregistré une croissance de 3,5 % grâce notamment au dynamisme des télécommunications. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été respectivement, de 4,8 points, 0,6 point et 1,7 point.

En 2006, le taux de croissance réel du PIB serait de 3,5 %. Cette décélération s'expliquerait notamment par les contre-performances du secteur primaire après les bons résultats de 2005. Par contre, le taux de croissance du secteur secondaire se renforcerait sous l'effet de la bonne tenue des activités dans l'ensemble des branches, notamment les mines, les BTP et les projets relatifs à la stratégie de réduction de la pauvreté. Quant au secteur tertiaire, il enregistrerait un taux de croissance de 5,3 %.

En 2005, l'activité économique s'est déroulée dans un contexte de forte inflation en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires due à la mauvaise campagne agricole 2004-2005 et à la flambée des prix du pétrole. Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 7,8 % en 2005 contre 0,2 % en 2004. En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2006, le taux d'inflation a été de 2,5 % contre 6,7 % à la même période en 2005. Si cette tendance se maintenait, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à -1,7 % en 2006.

Au plan des finances publiques, la situation a été caractérisée par une hausse des recettes budgétaires et une faible progression des dépenses publiques. Les recettes budgétaires totales tirées par les recettes fiscales, se sont accrues de 9,3 % pour s'établir à 11,0 % du PIB contre 11,7 % en 2004. Les recettes fiscales ont progressé de 8,2 % pour représenter 10,6 % du PIB contre 11,4 % en 2004. Cette contre-performance s'explique par le gel du recouvrement de certains impôts suite à la crise alimentaire et par les moins values enregistrées au niveau de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, de la taxe sur les tabacs et cigarettes, les loteries, les boissons alcoolisées et au niveau des impôts sur le revenu.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 3,7 % pour s'établir à 18,8 % du PIB contre 21,0 % en 2004. Cette évolution résulte d'une progression modérée de 1,0 % des dépenses courantes, expliquée par le report de certaines dépenses, notamment celles relatives à la reconstitution du stock de sécurité alimentaire.

Quant aux dépenses en capital, elles ont progressé de 7,6 %. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses d'investissement financées sur ressources internes de 36,1 % et d'une baisse des dépenses en capital financées sur ressources extérieures de 8,0 %, du fait surtout des retards accusés dans la mobilisation des concours de certains bailleurs de fonds.

Au total, le déficit budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, s'est établi à 1,5 % du PIB contre 1,8 % en 2004 suite à la progression des recettes budgétaires. Le déficit global hors dons et le déficit global ont représenté respectivement, 7,7 % et 2,8 % du PIB contre 9,3 % et 4,3 % en 2004.

En 2006, la situation des finances publiques se caractériserait par une progression des recettes budgétaires de 11,1 % pour représenter 11,6 % du PIB. Les recettes fiscales atteindraient 11,1 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets enregistreraient en 2006 une croissance de 31,5 % pour représenter 23,4 % du PIB contre 18,8 % en 2005. Les dépenses courantes augmenteraient de 24,9 % sous l'impulsion des subventions et transferts, en liaison avec la reconstitution du stock de sécurité alimentaire et l'évolution des dépenses d'acquisition de matériel et fournitures. Quant aux dépenses en capital, elles progresseraient de 38,5 % en relation avec la hausse de 52,3 % des dépenses d'investissement financées sur ressources externes.

Au total, la situation des principaux soldes s'aggraverait. Le déficit budgétaire de base augmenterait à 3,2 % du PIB en relation avec la forte progression des dépenses courantes et des dépenses d'investissement financées sur ressources internes. Le déficit global hors dons et le déficit global s'établiraient, respectivement, à 11,8 % et 7,7 % du PIB.

S'agissant de la dette publique, son encours est évalué à fin décembre 2005 à 1 152 milliards, soit 67,3 % du PIB contre 73,9 % en 2004. Le service de la dette publique a représenté 17,6 % des recettes budgétaires. L'annulation de la dette dans le cadre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale sera effective et permettra d'améliorer le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB.

Au titre des comptes extérieurs, le déficit courant hors dons ressortirait à 10,9 % du PIB contre 10,8 % en 2004. Cette situation s'expliquerait principalement par la dégradation de la balance commerciale, des services et revenus nets induite par une progression des importations de céréales, de

produits pétroliers et de biens d'équipement. En 2006, le déficit de la balance courante, hors dons, se réduirait en s'établissant à 9,3 % du fait essentiellement de la baisse prévue du déficit commercial, fondée sur une importante progression des exportations.

Pour ce qui est de la situation monétaire, elle s'est caractérisée à fin décembre 2005 par un accroissement de la masse monétaire de 6,5 %. Cette évolution s'explique par une hausse de 11,5 milliards des avoirs extérieurs nets et un accroissement de l'encours du crédit intérieur de 5,4 milliards. L'augmentation de l'encours du crédit intérieur se justifie par la hausse de 20,2 milliards des crédits à l'économie qui sont ressortis à 121,3 milliards, en liaison avec l'augmentation de 20,0 milliards des crédits ordinaires et de 0,2 milliard des crédits de campagne. La progression de l'encours des crédits ordinaires est due essentiellement aux avances de trésorerie octroyées à des sociétés opérant dans les secteurs du pétrole, des mines, de l'énergie notamment.

En 2006, la masse monétaire augmenterait de 7,7 % en s'établissant à 267,8 milliards en rapport principalement avec une évolution favorable des avoirs extérieurs nets qui enregistreraient une hausse de 18,5 milliards.

SENEGAL :

La croissance économique a été de 6,1 % en 2005 contre 5,6 % en 2004. Cette évolution est essentiellement imputable aux performances du secteur tertiaire. En effet, le secteur tertiaire a progressé de 5,5 % en 2005 sous l'impulsion du « commerce » et des « services ». Au niveau du secteur secondaire, l'activité des industries extractives et des industries chimiques a reculé en relation avec la crise des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et les difficultés de la Société Africaine de Raffinage (SAR). Au total, les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été respectivement de 1,3 point, 1,0 point et 3,8 points.

En 2006, le taux de croissance serait de 5,1 %, impulsé par le Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU), la consolidation du cadre macroéconomique et le renforcement de la soutenabilité des finances publiques.

La consolidation de la croissance économique en 2005 a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 1,7 % contre 0,5 % en 2004. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 2,6 % sur les quatre premiers mois de l'année 2006 contre 0,5 % à la même période de 2005, en relation avec les progressions enregistrées par les fonctions « Santé » et « Transport ». Si cette tendance se poursuivait, le taux annuel moyen de l'inflation s'établirait à 0,8 % en 2006.

S'agissant des finances publiques, la situation a été marquée par une amélioration des soldes budgétaires, en liaison avec la forte augmentation des recettes. En effet, les recettes fiscales ont progressé de 15,2 % grâce aux efforts liés à l'élargissement de l'assiette fiscale et à la simplification de l'impôt. Quant aux recettes non fiscales, elles se sont contractées pour représenter 0,6 % du PIB. Les dons mobilisés ont représenté 1,7 % du PIB contre 2,1 % en 2004.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 4,2 %, impulsés par les dépenses courantes en accroissement de 10,7 %. Les dépenses totales et prêts nets ont représenté 22,1 % du PIB contre 23,0 % en 2004. L'augmentation des dépenses courantes s'explique principalement par la poursuite des recrutements et le relèvement des salaires dans la fonction publique, la progression des dépenses de transfert et de subvention à la SENELEC et à la SAR pour faire face à la flambée des prix du pétrole. S'agissant des dépenses en capital, elles ont replié de 0,6 % en liaison avec la contraction des dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

Au total, l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, a représenté 1,6 % du PIB contre 1,1 % en 2004, en relation avec la forte progression des recettes.

S'agissant du déficit global, hors dons, il s'est réduit en passant de 4,5 % du PIB en 2004 à 2,8 % en 2005. Quant au déficit global, il a représenté 1,0 % du PIB contre 2,4 % en 2004.

En 2006, nonobstant la réduction de 33 % à 25 % du taux de l'impôt sur les sociétés en début d'année, les prévisions indiquent une augmentation des recettes budgétaires de 4,3 % pour représenter 19,7 % du PIB. La progression des recettes fiscales de 3,0 % proviendrait de l'élargissement de l'assiette fiscale.

Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient de 18,2 %, portées principalement par les dépenses courantes qui progresseraient de 10,6 % en relation avec l'évolution des dépenses sociales et des subventions accordées à la SENELEC et à la SAR, suite à la flambée des prix des produits pétroliers. Les dépenses en capital progresseraient de 19,9 %, en rapport avec les investissements à effectuer dans le cadre du PAMU et du plan Jaxaay destiné à reloger les familles victimes de l'inondation en 2005.

Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, ressortirait déficitaire pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du Pacte de convergence en représentant 0,2 % du PIB. Le déficit global hors dons et le déficit global seraient, respectivement, de 5,8 % et 3,9 % du PIB.

L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 2094,1 milliards à fin décembre 2005, soit 45,9 % du PIB contre 48,2 % en 2004. Cette amélioration s'explique par les bénéfices de l'Initiative PPTE et les rééchelonnements de 100,7 milliards obtenus en 2005. Le service de la dette publique a représenté 20,1 % des recettes budgétaires totales contre 22,3 % en 2004. Une amélioration de ces ratios est attendue en rapport avec le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, s'est établi à 9,7 % du PIB contre 8,0 % en 2004, suite à une aggravation du déficit commercial, expliqué essentiellement par l'accroissement des importations de produits pétroliers. En 2006, ce ratio se situerait à 9,2 % du PIB, sous l'hypothèse d'une stabilité du solde commercial et d'une amélioration du solde des transferts privés.

La situation monétaire est caractérisée par un recul de 10,6 milliards de la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires qui s'est établie à 659,6 milliards à fin décembre 2005. L'encours du crédit intérieur a progressé de 151,1 milliards en se situant à 1.032,1 milliards. Cette situation est induite par une amélioration de 59,0 milliards de la position nette créditrice du Gouvernement et une hausse de 210,1 milliards des crédits au secteur privé. La masse monétaire a augmenté de 119,4 milliards, soit 8,3 % pour se chiffrer à 1.565,2 milliards à fin décembre 2005.

A fin décembre 2006, la position des avoirs extérieurs nets s'élèverait à 785,6 milliards, le crédit intérieur se situerait à 968,4 milliards et la masse monétaire progresserait de 5,3 % pour se situer à 1.648,7 milliards.

TOGO :

En 2005, l'activité économique, a enregistré un taux de croissance de 1,5 % contre 4,6 % en 2004. Ce ralentissement s'explique essentiellement par les difficultés du secteur primaire dont les activités ont replié de 4,7 %, en relation avec la chute de 59,4 % de la production de coton et de la baisse de la production vivrière de 1,5 %. La forte baisse de la production de coton est essentiellement liée aux arriérés dus aux producteurs. Les performances ont été satisfaisantes au niveau des autres secteurs en dépit du recul de la production de phosphate. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire sont respectivement de -1,8 point, 0,9 point et 2,4 points.

En 2006, la croissance économique projetée à 4,1 % serait principalement portée par les secteurs primaire et secondaire, grâce à la relance des filières coton, sous l'hypothèse de bonnes conditions climatiques et de l'apurement partiel des impayés dus aux producteurs de coton.

Le taux d'inflation annuel moyen a été de 6,8 % en 2005 contre 0,4 % en 2004. Cette forte remontée de l'inflation est liée au renchérissement des cours des produits pétroliers et à la forte augmentation de la demande de produits agricoles des pays voisins face à une offre céréalière insuffisante. En glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2006, le taux d'inflation a été de 3,5 % contre 6,6 % à la même période un an plus tôt. Si cette tendance se poursuivait, le taux d'inflation annuel moyen ressortirait à 2,6 %.

La situation des finances publiques a été marquée par une dégradation des principaux soldes budgétaires, en liaison avec une forte augmentation des dépenses courantes et une faible progression des recettes. En effet, les recettes budgétaires totales ont augmenté de 1,8 % pour représenter 15,7 % du PIB contre 16,5 % en 2004, grâce au renforcement de la mobilisation des recettes fiscales, notamment la TVA. Les dépenses totales ont augmenté de 32,6 % pour représenter 20,3 % du PIB. Cette évolution est en rapport avec l'accroissement simultané des deux composantes principales de la dépense. La hausse des dépenses courantes est essentiellement imputable à la progression des transferts et subventions et des autres dépenses courantes, notamment les dépenses de matériel et fournitures et les dépenses hors budget. S'agissant des dépenses d'investissement, leur augmentation est principalement liée à celle des dépenses d'investissement financées sur ressources internes.

Au total, le solde budgétaire de base rapporté au PIB est passé d'un excédent de 1,4 % en 2004 à un déficit représentant 2,5 % du PIB en 2005. Quant au solde global hors dons et au solde global, les excédents respectifs de 0,2 % et 0,9 % du PIB enregistrés en 2004 ont fait place en 2005 à des déficits représentant 4,5 % et 3,4 % du PIB en 2005.

La situation des finances publiques a été également caractérisée par l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement d'un montant de 51,6 milliards dont 22,0 milliards au titre des arriérés de paiement intérieurs.

En 2006, les prévisions budgétaires indiquent une dégradation des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires augmenteraient de 5,4 % pour représenter 15,5 % du PIB. Cette amélioration du recouvrement serait essentiellement imputable au renforcement du contrôle et des vérifications par la brigade d'enquête et de recensement (BER) et à la poursuite de l'informatisation de l'Administration des douanes. S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils progresseraient de 13,2 % pour représenter 21,5 % du PIB, en relation avec la hausse des dépenses en capital. Quant aux dépenses courantes, elles seraient en baisse de 5,7 %, grâce à la diminution du poste «autres dépenses courantes».

Au total, le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal ressortirait à -0,2 %. Le déficit global hors dons rapporté au PIB se situerait à 6,0 % tandis que le déficit budgétaire global représenterait 4,4 % du PIB nominal.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours rapporté au PIB s'est établi à 97,6 % contre 101,8 % en 2004. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires s'est situé à 18,8 % contre 27,1 % en 2004. Le service de la dette continue de peser lourdement sur les finances publiques, le pays n'ayant pas atteint à ce jour le point de décision de l'Initiative PPTE.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit courant hors dons, rapporté au PIB se dégraderait pour ressortir à -15,3 % contre -11,4 % en 2004 du fait essentiellement de l'aggravation du déficit commercial, imputable à une réduction des exportations et à une hausse des importations. Pour l'année 2006, les prévisions indiquent que ce ratio se situerait à 14,5 %.

La situation monétaire a été caractérisée par une baisse de 8,9 milliards des avoirs extérieurs, du fait du recul des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Quant au crédit intérieur, son encours a progressé de 18,3 milliards pour atteindre 199,9 milliards. Cette évolution est essentiellement imputable aux crédits à l'économie dont l'encours s'est accru de 21 milliards, en liaison avec la hausse des crédits ordinaires accordés à des sociétés opérant dans les secteurs du pétrole, de l'énergie, des BTP et des services. Au total, la masse monétaire s'est accrue de 6,1 milliards ou 2,0 % pour s'établir à 313,6 milliards.

En 2006, il est attendu une hausse des avoirs extérieurs nets de 39,9 milliards, une baisse du crédit intérieur de 23,2 milliards sous l'effet de la baisse des crédits à l'économie. Il en résulterait une hausse de la masse monétaire de 3,9 %.

CEMAC

CAMEROUN :

En 2005, la situation macroéconomique du Cameroun s'est caractérisée par une croissance modérée, un solde budgétaire global excédentaire, une réduction du déficit des transactions courantes, une stabilité de la situation monétaire et une hausse de l'inflation.

En effet, les performances économiques se sont traduites par un taux de croissance réel de 2,6 % en 2005 contre 3,7 % en 2004, entraînant une baisse du revenu réel par tête de 0,2 % pour un taux de croissance démographique de 2,8 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique a bénéficié principalement des apports du secteur tertiaire et du secteur secondaire avec des contributions respectives de 2,0 points et 0,3 point. En revanche, le secteur primaire a grevé la croissance de 0,1 point, en relation avec la baisse des activités dans le secteur pétrolier.

S'agissant de la demande, la forte contribution de la consommation privée (3,8 points) et des investissements (1,2 point) ont soutenu l'activité. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance de 2,6 points.

L'activité économique s'est accompagnée d'une hausse de l'indice général des prix à la consommation de 2,0 % au cours de l'année 2005, rompant ainsi avec la tendance à la réduction de l'inflation à l'œuvre depuis la fin de l'année 2003 et qui s'est poursuivie en 2004. Le relèvement de la TVA est à l'origine de cette hausse des prix à travers une augmentation des prix des boissons, des produits pétroliers, des transports et des matériaux de construction.

En matière des finances publiques, les recettes budgétaires totales recouvrées en 2005 se sont inscrites en hausse de 21,2 %, pour se situer à 1 590,0 milliards (17,7 % du PIB) contre 1 312,1 milliards en 2004 (15,7 % du PIB), en liaison avec la hausse aussi bien des recettes pétrolières (29,6 %) que des recettes non pétrolières (18,1 %). Quant aux dépenses totales, elles se sont établies à 1 170,4 milliards, soit 13,0 % du PIB en 2005 contre 1 140,0 milliards en 2004 (13,7 % du PIB). Les efforts consentis pour maîtriser les dépenses ont ainsi porté leurs fruits avec une progression moins rapide de celles-ci comparées aux recettes, soit respectivement 2,7 % et 21,2 % par rapport à leurs niveaux respectifs de 2004.

L'excédent du solde primaire a représenté 6,4 % du PIB en 2005 contre 4,7 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 5,0 % du PIB contre 2,8 % en 2004.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, est passé à 419,6 milliards équivalant à 4,7 % du PIB en 2005 contre 172,1 milliards (2,1 % du PIB) un an plus tôt.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes (hors dons) s'est fortement réduit en 2005, revenant de 623,1 milliards en 2004 (7,5 % du PIB) à 373,0 milliards correspondant à 4,2 % du PIB.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur est devenu excédentaire de 49,4 milliards en 2005 contre un déficit de 35,2 milliards une année plus tôt, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange qui a profité aux exportations du pétrole brut, du caoutchouc et du bois, pendant que les importations des biens et services ont augmenté de 10,1 % pour s'établir à 1524,2 milliards. Le déficit des services s'est réduit de 91,1 milliards pour se fixer à 296,1 milliards en 2005. De même, celui de la balance des revenus est revenu de 274,6 milliards en 2004 à 200,1 milliards. Quant à l'excédent du solde du compte de capital et d'opération financière, il s'est contracté, revenant de 345,2 milliards en 2004 à 123,8 milliards.

En définitive, la solde global de la balance des paiements du Cameroun a dégagé un déficit de 83,1 milliards, correspondant à 2,6 % du PIB, contre 197,1 milliards (2,4 % du PIB) en 2004.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (19,7 % et 24,2 % en 2005 contre 25,2 % et 33,0 % en 2004 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié de 45,0 % au 31 décembre 2004 à 38,9 % au 31 décembre 2005.

Les informations disponibles au 31 décembre 2005 indiquent une hausse des avoirs extérieurs de 39,9 % par rapport à la même période une année plus tôt, s'établissant à 499,7 milliards. Quant au crédit à l'économie, il a progressé sur la même période de 8,0 %, alors que les créances nettes sur l'Etat ont baissé de 38,3 % en liaison avec l'amélioration de la trésorerie. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 67,4 % contre 51,9 % en 2004. La masse monétaire a progressé de 5,2 %, passant de 1428,7 milliards à fin décembre 2004 à 1502,4 milliards au 31 décembre 2005.

Pour l'année 2006, la situation économique du Cameroun connaîtrait une reprise, avec un taux de croissance réelle de 4,2 %, mais un taux d'inflation en augmentation à 2,6 % contre 2,0 % une année plus tôt.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, se réduirait à 266,9 milliards, soit 2,8 % du PIB contre 419,6 milliards (4,7 % du PIB) en 2005. Cette évolution serait à mettre en rapport avec le dynamisme des dépenses publiques, lesquelles croîtraient de 32,4 % en 2006 après 2,7 % en 2005 tandis que les recettes budgétaires totales connaîtraient un taux de croissance de 14,3 % en 2006 contre 21,2 % en 2005. La forte augmentation des dépenses en biens et services courants (32,0 %) et des dépenses d'investissement (112,6 %), en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, est à l'origine de la forte croissance des dépenses budgétaires en 2006.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'allègerait, représentant 2,0 % du PIB contre 4,2 % en 2005. Enfin, la situation monétaire se raffermirait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+36,0 %) et des crédits à l'économie (+7,3 %). Le taux de couverture progresserait à 76,7 % contre 67,4 % en 2005.

En matière de convergence, le Cameroun a respecté les quatre critères de premier rang en 2005, en progression par rapport à 2004 où il n'en avait respecté que trois.

CENTRAFRIQUE :

La situation macroéconomique de la République Centrafricaine pour l'année 2005 s'est caractérisée par une légère croissance économique, une stabilité monétaire, une aggravation du déficit courant, une reprise des tensions inflationnistes et ce, malgré le relèvement timide des finances publiques.

En effet, la croissance économique réelle s'est établie à 2,8 % contre 3,5 % en 2004, entraînant ainsi une augmentation du revenu réel par tête de 0,3 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette croissance provient de tous les secteurs de l'économie, avec des contributions de 0,5 point pour le secteur primaire hors industries extractives, de 1,6 points et 1,8 point respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire.

S'agissant de la demande, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique avec une contribution de 7,3 points, soutenue par le dynamisme de la consommation privée (+4,4 points) et dans une moindre mesure, les investissements bruts. En revanche, la demande extérieure nette a obéré la croissance de 4,5 points, en liaison avec une augmentation plus marquée des importations face à l'amenuisement des exportations de biens et services non facteurs et à la dégradation d'un secteur de culture de rente.

Concernant les prix, l'année a été marquée par une résurgence des tensions inflationnistes. Le taux d'inflation a progressé de 2,9 %, en moyenne annuelle, à fin décembre 2005 contre une décélération de 2,1 % à fin décembre 2004.

En matière des finances publiques, l'objectif poursuivi par les Autorités centrafricaines durant la période 2005 visait le redressement des finances publiques, basé sur la reprise vigoureuse de l'activité économique avec le retour à la légalité constitutionnelle, mais aussi sur l'amélioration relative des performances des principales régies financières. Ainsi, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 58,6 milliards (dont 51,9 milliards de recettes fiscales et 6,7 milliards de recettes non fiscales) contre 55,8 milliards le niveau atteint en 2004, en augmentation de 5,0 %. Les dépenses budgétaires, quant à elles, se sont établies à 122,7 milliards (16,3 % du PIB) contre 93,7 milliards en 2004, correspondant à 13,6 % du PIB, ressortant ainsi en hausse de 30,9 %. Les dépenses courantes ont augmenté de 11,7 % à 84,4 milliards contre 75,5 milliards un an auparavant, en liaison notamment, avec la hausse des dépenses de biens et services, imputables aux dépenses liées aux élections générales de mars et mai 2005. De leur côté, les dépenses en capital ont enregistré une hausse notable de 110,5 % à 38,3 milliards en 2005 contre 18,2 milliards un an plus tôt.

Le déficit du solde primaire et celui du solde budgétaire de base se sont creusés respectivement à 3,4 % et 4,6 % du PIB en 2005, contre 2,7 % et 4,0 % du PIB en 2004. En définitive, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est aggravé à 64,1 milliards (8,5 % du PIB en 2005) contre 37,9 milliards (5,5 % du PIB en 2004).

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'est établi à 47,2 milliards en 2005, soit 8,2 % du PIB, en nette détérioration par rapport à 2004 (38,8 milliards soit -5,6 % du PIB), en relation avec les contre-performances de toutes les composantes du solde courant.

En effet, le déficit du commerce extérieur s'est creusé à 22,9 milliards contre 11,4 milliards en 2004. Les exportations en valeur ont augmenté de 1,1 % en 2005, s'inscrivant à 67,4 milliards contre 66,7 en 2004. Les importations, quant à elles, ont progressé de 15,7 %, passant de 78,1 milliards en 2004 à 90,3 milliards, en liaison avec les dépenses au titre du programme d'investissement public, la remise en état des infrastructures routières et les projets sociaux prioritaires sur financements extérieurs. Le déficit de la balance des services s'est accentué pour atteindre 39,6 milliards contre 30,1 milliards en 2004, en liaison avec la hausse mécanique des dépenses de transport et d'assurance de marchandises liée avec la progression des dépenses d'importations. De même, la balance des revenus s'est

dégradée, atteignant -0,9 milliards en 2005 contre -0,8 milliards une année plus tôt. Enfin, le solde du compte de capital et d'opérations financières devient excédentaire à 30,7 milliards contre un déficit de 7,8 milliards en 2004, en relation avec la reprise progressive mais timide des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le déficit de la balance des paiements s'est établi à 8,5 milliards en 2005 contre 18,7 milliards en 2004. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 8,3 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 16,8 milliards et a été entièrement financé par une accumulation d'arriérés extérieurs.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduit par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (19,5 % et 29,8 % en 2005 contre 25,6 % et 40,6 % en 2004 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 84,4 % en 2005 contre 106,6 % en 2004.

La situation monétaire de la République Centrafricaine a été principalement marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets de 13,5 %, une baisse des crédits à l'économie de 4,1 % et une progression substantielle des créances nettes sur l'Etat de 22,2 %. Traduisant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 16,5 % pour atteindre 128,4 milliards à fin décembre 2005 contre 110,2 milliards en décembre 2004. Le taux de couverture extérieure s'est détérioré, revenant de 85,6 % en 2004 à 80,8%, un an plus tard.

Selon les projections, l'an 2006 se caractériserait par une consolidation de la croissance économique, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 3,0 % contre 2,8 % en 2005. Celle-ci proviendrait du côté de l'offre par le développement de l'activité, particulièrement dans le secteur primaire où l'on attendrait une contribution de 2,5 points. L'inflation progresserait sensiblement à 3,8 % contre 2,9 % en 2005, en relation notamment avec la révision du prix du carburant à la pompe et le relèvement de la TVA. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire se contracterait substantiellement, revenant de 8,5 % du PIB en 2005 à 3,2 % du PIB en 2006. S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, diminuerait à 6,5 % du PIB contre 8,2 % en 2005. Enfin, la situation monétaire se caractériserait par une baisse des avoirs extérieurs nets (2,8 %) et une hausse des crédits à l'économie (7,6 %). Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 79,5 % et la masse monétaire progresserait de 3,1 %.

CONGO :

Avec un taux de croissance du PIB en termes réels de 8,4 %, l'activité économique a enregistré une forte croissance, en liaison avec une hausse de 12,5 % de la production pétrolière. L'activité dans le secteur hors pétrole s'est également mieux comportée, se stabilisant aux environs de 6,0 % comme en 2004.

Du côté de l'offre, la croissance a été tirée par le secteur primaire qui a contribué à hauteur de 4,8 %, suivit du secteur tertiaire (7,6 points) et du secteur secondaire (0,9 point).

Du côté de la demande, la croissance a été soutenue par la demande intérieure dont la contribution a été de 30,2 points, contre 2,2 points une année plus tôt, en liaison avec le dynamisme de la consommation privée et la hausse des investissements privés notamment dans le secteur pétrolier. A l'inverse, la demande extérieure a affecté la croissance à la baisse de 21,8 points à cause d'un niveau relativement élevé des importations de biens et services, lié en partie aux investissements dans le secteur pétrolier.

L'activité économique s'est déroulée en 2005 dans un environnement marqué par une légère baisse des tensions inflationnistes en 2005. En effet, la variation du taux d'inflation, mesuré par la moyenne annuelle, qui a atteint 3,6 % au 31 décembre 2004 est revenu à 2,8 % au 31 décembre 2005.

Au niveau des finances publiques, le Congo a consolidé sa situation en 2005, sous l'effet conjugué d'un accroissement significatif des recettes et d'une faible augmentation des dépenses. En effet, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 1 267,7 milliards à fin décembre 2005 contre 737,9 milliards un an plus tôt, en augmentation de 71,8 %. Les recettes pétrolières se sont établies à 1 047,6 milliards, en hausse de 97,5 % par rapport à l'année précédente (530,4 milliards), essentiellement en raison de la forte augmentation du prix du baril de Brent, associée à une forte augmentation de la production pétrolière (+12,5 %). Les recettes non pétrolières se sont fixées à 220,0 milliards, en hausse de 6,0 % par rapport à 2004 (207,6 milliards), en liaison notamment avec la relance des activités dans le secteur pétrolier, le niveau des recouvrements au titre de l'impôt sur les sociétés, le recouvrement significatif de la TVA. Les dépenses ont augmenté de 13,2 % par rapport à l'année précédente, en liaison avec la progression de 13,1 % des dépenses courantes due à une croissance de +5,8 % des salaires et traitements. Les dépenses d'investissement, quant à elles, ont augmenté de 13,6 % pour se fixer à 169,2 milliards en 2005.

L'excédent du solde primaire excédentaire qui représentait 11,4 % du PIB en 2004 s'est amélioré pour s'établir à 22,3 % du PIB en 2005. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représente 17,5 % du PIB en 2005 contre 5,0 % en 2004.

Le solde global des finances publiques, base engagements et hors dons, est ressorti fortement excédentaire pour se situer à 531,2 milliards, soit 17,0 % du PIB, contre 87,6 milliards en 2004 (3,8 % du PIB).

Dans le domaine des échanges extérieurs, l'excédent du compte courant, transferts publics exclus, s'est réduit pour s'établir à 427,9 milliards (13,7 % du PIB) contre 458, milliards (19,9 % du PIB) une année auparavant. Cette évolution favorable a pour origine l'accroissement plus important de l'excédent commercial en 2005 (+ 34,0 %) pour atteindre 1 737,9 milliards, en relation notamment avec la hausse des cours mondiaux de pétrole.

Quant au déficit des services, il s'est aggravé à 680,9 milliards contre 348,1 milliards en 2004; il en est de même du déficit de la balance des revenus qui s'est creusé pour se situer à 610,6 milliards en 2005 contre 474,0 milliards en 2004 en relation avec une forte hausse des revenus sur investissements directs notamment dans le secteur pétrolier. De son côté, le solde des transferts courants est devenu excédentaire à 13,7 milliards contre un déficit de 13,1 milliards l'année précédente.

Le déficit du compte de capital et des opérations financières s'est réduit, revenant de 401,5 milliards en 2004 à 261,3 milliards en 2005 du fait de la forte hausse des investissements directs.

En définitive, le solde global de la balance des paiements est passé d'une situation déficitaire de 90,8 milliards en 2004 à une situation excédentaire de 265,2 milliards en 2005.

Concernant la dette publique, l'évolution des finances publiques s'est traduite par une baisse du ratios du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires, revenant de 40,6 % du PIB en 2004 à 33,0 % du PIB en 2005, alors que celui rapporté aux exportations s'est dégradé passant respectivement de 15,7 % à 16,1 %. Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB est tombé à 118,8 % en 2005 contre 172,9 % en 2004.

En 2005, la situation monétaire s'est caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets, passant de 58,3 milliards à fin décembre 2004 à 460,6 milliards à fin décembre 2005 ; une hausse des crédits à l'économie de 1,3 % et baisse des créances nettes sur l'Etat, revenant 188,8 milliards en décembre 2004 à - 54,1 milliards un an plus tard.

En conséquence, la masse monétaire a augmenté de 36,3 %, s'élevant à 449,7 milliards en décembre 2005 contre 330,0 milliards en décembre 2004. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 71,7 % à fin décembre 2005 contre 29,3 % une année plus tôt.

Selon les projections, l'année 2006 se caractériserait par une consolidation de la croissance économique, avec une progression attendue du PIB réel de 7,9 % contre 8,2 % en 2005. Celle-ci serait impulsée par les activités du secteur secondaire, notamment le secteur pétrolier. L'inflation se réduirait à 2,6 %. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire augmenterait, passant de 17,5 % du PIB en 2005 à 20,7 % du PIB en 2006.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte des transactions courantes, hors dons, augmenterait, passant à 16,1 % du PIB contre 13,9 % du PIB un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie et une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 88,3 % et la masse monétaire progresserait de 41,7 %.

GABON :

En 2005, la situation économique gabonaise s'est caractérisée par une croissance soutenue, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs et une consolidation du taux de couverture extérieure de la monnaie. On note également que le niveau des prix a baissé.

En effet, la croissance du PIB a été, en termes réels, de 3,0 % contre 1,4 % en 2004. Du côté de l'offre, ce redressement économique résulte principalement de la reprise progressive des activités non pétrolières. En effet, le secteur tertiaire a fourni 1,9 points de croissance, grâce essentiellement à la relance dans les services avec une contribution de 1,0 point. Dans le secteur secondaire, les industries manufacturières et énergétiques ont apporté un concours positif de 0,6 point à la croissance. Le secteur primaire a quant à lui contribué à la croissance à hauteur de 0,2 point, en liaison avec bonne tenue de l'agriculture et la baisse de la production pétrolière.

S'agissant de la demande, la contribution de la demande intérieure à la croissance a été évaluée à 8,1 points, sous l'effet de la consommation privée en particulier (6,6 points). En revanche, la demande extérieure nette a affecté négativement la croissance de 5,0 points, en liaison avec la baisse des exportations et la hausse des importations de biens et services.

En termes de prix, l'évolution du niveau général de l'activité économique a été caractérisée par une baisse des tensions inflationnistes. Ainsi, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,2 % en moyenne annuelle, en liaison la baisse des prix des produits locaux sur la période.

En matière de finances publiques, la politique du Gouvernement en 2005 s'est inscrite dans la continuité des efforts de redressement budgétaire engagés depuis quelques années, et ce dans un environnement marqué par la bonne tenue des prix des principaux produits d'exportation (pétrole, manganèse, bois), ainsi que par les pressions sociales et la poursuite des efforts de désengagement de l'Etat du secteur productif. Les recettes budgétaires ont connu une progression de 22,4 %, s'établissant à 1 360,2 milliards (+29,8 % du PIB) en 2005 contre 1 111,5 milliards un an plus tôt (+29,3 % du PIB), en relation avec l'envolée du cours du baril de pétrole brut. Les recettes pétrolières ont cru fortement à 39,2 %, pour s'établir à 835,2 milliards contre 600,0 milliards en 2004. Parallèlement, les recettes non pétrolières se sont inscrites en hausse de 2,6 %, se situant à 525,0 milliards contre 511,5 milliards en 2004.

Quant aux dépenses budgétaires, elles se sont situées à 931,3 milliards contre 821,9 milliards en 2004, enregistrant ainsi une progression de 13,3 %. Les dépenses courantes se sont établies à 771,3 milliards contre 665,5 milliards en 2004, en augmentation de 15,9 %. Cette évolution s'explique principalement par la hausse sensible des dépenses des biens et services et des dépenses de transfert qui ont progressé de 22,5 % et 58,0 % respectivement.

L'excédent du solde primaire a représenté en 2005 12,4 % du PIB contre 11,9 % en 2004 et celui du solde budgétaire de base, 9,6 % du PIB contre 8,0 % en 2004.

En définitive, l'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements, hors dons, a augmenté pour se fixer à 428,9 milliards (+9,4 % du PIB) contre 289,7 milliards en 2004, soit 7,6 % du PIB.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, s'est davantage amélioré, pour se fixer à 695,2 milliards, soit 15,2 % du PIB, contre 520,1 milliards en 2004 (+13,7 % du PIB). Cette évolution s'explique essentiellement par une progression de 43,2 % de l'excédent commercial qui se situe à 2 159,4 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 28,0 % (contre 14,9 % un an plus tôt).

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'est alourdi, pour se fixer à 488,6 milliards en 2005 contre 421,1 milliards en 2004, en raison d'importantes sorties de capitaux (autres investissements), alors que les investissements directs ont augmenté de plus de 46 %.

En conséquence, l'excédent de la balance des paiements a cru pour s'établir à 103,8 milliards contre 17,4 milliards en 2004.

En ce qui concerne la dette publique, l'amélioration des finances publiques s'est traduite par une amélioration des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (10,7 % et 23,4 % en 2005 contre 17,8 % et 35,8 % en 2004 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 38,7 % en 2005 contre 51,2 % en 2004.

A l'examen des données disponibles à fin décembre 2005, la situation monétaire du Gabon reste caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs de 87,6 % et des crédits à l'économie de 9,9 %. En revanche, les créances nettes sur l'Etat ont fortement baissé (-85,5 %) en liaison avec l'amélioration des finances publiques. En conséquence, la masse monétaire s'est accrue de 26,7 %, s'établissant à 834,8 milliards à fin décembre 2005 contre 658,6 milliards un an plus tôt. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 74,8 %.

Selon les projections, la croissance de l'économie gabonaise connaîtrait une amélioration en 2006, avec un taux de 2,3 % contre 3,0 % en 2005. Cette croissance serait soutenue par les secteurs tertiaire et secondaire avec des contributions respectives de 1,8 point et 0,6 point, alors que le secteur primaire affecterait la croissance à la baisse de 0,2 point. L'inflation se situerait à 1,8 %.

Concernant les finances publiques, les recettes budgétaires augmenteraient de 10,9 % et les dépenses diminueraient de 0,7 %. En conséquence, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, resterait excédentaire à 11,3 % du PIB contre 9,4 % en 2005.

Sur le plan des échanges extérieurs, l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons, s'améliorerait pour se situer à 16,0 % du PIB en 2006 contre 15,2 % un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (65,6 %) et des crédits à l'économie (5,4 %). La masse monétaire augmenterait de 25,5 % et le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 81,6 %.

En matière de convergence, le Gabon a respecté les quatre critères de premier rang en 2005, en progression par rapport à 2004 où il n'en avait respecté que trois.

GUINEE EQUATORIALE :

En 2005, la situation macroéconomique de la Guinée Equatoriale s'est caractérisée par une croissance économique moins forte qu'en 2004, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une légère augmentation des tensions inflationnistes et une amélioration du compte courant.

Dans ce contexte, la croissance économique s'est établie à 8,3 % contre 29,4 % en 2004, se traduisant par une augmentation du PIB réel par habitant de 5,4 % pour un taux de croissance démographique de 2,9 %.

Du côté de l'offre, cette performance provient principalement des activités pétrolières. En effet, la filière des hydrocarbures est restée l'élément moteur de la croissance, avec un concours de 5,3 points dont 2,5 points pour le pétrole et 2,8 points pour le méthanol. Les branches "commerce, restaurant, téléphonie mobile et hôtel" et «services financiers et immobiliers» ont contribué positivement de l'ordre 0,8 point à la croissance, en liaison avec la reprise timide des activités économiques non pétrolières. En revanche, la contribution du secteur primaire hors pétrole à la croissance a été globalement négligeable.

S'agissant de la demande, la demande intérieure a impulsé la croissance, avec une contribution de 24,4 points, en liaison avec l'augmentation des investissements bruts, dont la contribution est évaluée à 19,4 points et dans une moindre mesure, l'apport de la consommation (+5,1 points). En revanche, la demande extérieure nette a affecté la croissance à la baisse, avec une contribution de (- 16,1 points), en raison notamment de la faible augmentation des exportations et de la hausse des importations.

Dans le domaine des prix, l'année 2005 a été caractérisée par la persistance des tensions inflationnistes. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des ménages a progressé de 5,0 % en moyenne annuelle en 2005 contre une progression de 4,2 % en 2004.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires ont été recouvrées à hauteur de 1410,2 milliards (+37,5 % du PIB) contre 773,5 milliards en 2004 (+31,7 % du PIB), en hausse de 82,3 % par rapport à 2004. Cette évolution s'explique principalement par la progression des recettes pétrolières, passant de 700,3 milliards en 2004 à 1307,5 milliards un an après, en relation avec la flambée des cours mondiaux du baril et la hausse modérée de la production pétrolière. Les recettes non pétrolières ont également connu une progression de 40,2 %, pour s'établir à 102,6 milliards en 2005 par rapport à 73,2 milliards réalisés un an auparavant.

Pour leur part, les dépenses budgétaires ont atteint 609,9 milliards (+16,2 % du PIB en 2005) contre 484,5 milliards (19,9 % du PIB) un an plus tôt, en hausse de 25,9 % par rapport à celles réalisées en 2004. Les dépenses courantes ont augmenté de 34,9 %, passant de 121,5 milliards en 2004 à 163,9 milliards en 2005. De leur côté, les dépenses d'investissements publics, presque entièrement financées sur ressources propres (99,6%), ont accusé une hausse de 22,9% pour se chiffrer à 446,0 milliards.

L'excédent du solde primaire est passé de 12,0 % du PIB en 2004 à 21,4 % du PIB en 2005, et celui du solde budgétaire de base, de 11,9 % du PIB à 21,3 % du PIB en 2005.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a atteint 800,3 milliards en 2005 (+21,3 % du PIB) contre 289,0 milliards une année auparavant (+11,8 % du PIB).

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde des transactions courantes, transferts publics exclus, s'est réduit de façon substantielle, passant de 646,3 milliards (26,5 % du PIB) en 2004, à 482,4 milliards (12,8 % du PIB) en 2005. Cette évolution s'explique notamment par l'amélioration des termes de l'échange (+37,8 %) à travers la hausse des prix à l'exportation du pétrole et la baisse des prix à l'importation.

Ainsi, au niveau du commerce extérieur, les exportations se sont inscrites en hausse de 55,0 %, pour se fixer à 3764,2 milliards en 2005, en liaison avec la progression des ventes de pétrole et du méthanol, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. Les importations de biens et services ont augmenté de 34,4 %, passant de 827,7 milliards en 2004 à 1 112,5 milliards en 2005, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit du solde de la balance des services s'est aggravé, passant à 726,4 milliards contre 654,0 milliards en 2004, en hausse de 11,1 %. Le déficit de la balance des revenus et celui de la balance des transferts courants se sont également dégradés, passant de 1 557,5 et 24,3 milliards en 2004 à 2 361,6 et 35,2 milliards respectivement.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a atteint 1036,3 milliards contre 940,4 milliards en 2004, en raison de l'entrée moins importante des investissements privés, notamment dans le secteur pétrolier.

En définitive, le solde de la balance des paiements a dégagé un excédent de 723,5 milliards, équivalent à 19,2 % du PIB contre 344,2 milliards (+14,1 % du PIB) en 2004.

S'agissant de la dette publique, l'évolution finances publiques s'est traduite par une légère dégradation des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,4 % en 2005 contre 0,3 % en 2004 ; 1,1 % contre 0,9 % respectivement). En revanche, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est amélioré, revenant à 3,9 % en 2005 contre 6,9 % en 2004.

Sur la base des données à fin décembre 2005, l'évolution des agrégats monétaires au cours de l'année 2005 est la suivante : les avoirs extérieurs nets se sont établis à 1 245,3 milliards contre 503,6 milliards au 31 décembre 2004, les crédits à l'économie se sont inscrits en hausse sensible, passant de 62,8 milliards en décembre 2004 à 93,8 milliards en décembre 2005, en liaison avec le rythme soutenu de l'activité économique, la situation nette de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est ressortie largement créditrice, passant de 332,0 milliards à 1 027,4 milliards à fin décembre 2005.

En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 100,2 % à fin décembre 2005 comme en 2004 et la masse monétaire a augmenté de 34,7 %, pour se fixer à 279,1 milliards au à fin décembre 2005.

Quant aux perspectives économiques de la Guinée Equatoriale en 2006, elles se caractériseraient par un taux de croissance de 8,2 %, et un niveau d'inflation élevé par rapport au seuil de 3,0 % requis par la CEMAC. Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représenterait 24,9 % du PIB, en raison d'une progression substantielle des recettes pétrolières et d'une forte baisse des dépenses publiques. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde du compte des transactions courantes, hors dons, se réduit de manière substantielle pour représenter de 1,6 % du PIB en 2005 contre 12,8 % du PIB en 2005. Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+69,7 %) et des crédits à l'économie (+37,1 %), et un repli des créances nettes sur l'Etat (-87,9 %). Le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 100,1 %.

En matière de convergence, la Guinée Equatoriale a respecté en 2005 trois critères de premier rang sur quatre en 2005. Il s'agit du critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB, du taux d'endettement et de la non accumulation des arriérés sur la gestion courante. Sur les trois dernières années, seul le critère du taux d'inflation n'a pas été respecté par ce pays, orientant ainsi les efforts sur l'augmentation de l'offre des biens et services pour la consommation des ménages.

TCHAD :

Après une forte croissance en 2004, première année pleine d'exploitation pétrolière, les performances économiques du Tchad se sont caractérisées en 2005 par un ralentissement substantiel du taux de croissance, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une stabilisation de la situation monétaire et une reprise des tensions inflationnistes.

Ainsi, l'économie tchadienne a réalisé un taux de croissance du PIB réel de 8,4 % contre 34,1 % en 2004. Ces résultats proviendraient, du côté de l'offre, principalement du secteur primaire avec une

contribution à la croissance économique de 3,8 % dont 2,6 % pour l'agriculture, alors que celle du sous-secteur pétrole n'a été que de 0,7 %. Le secteur tertiaire a contribué à la croissance à hauteur 3,3 %, grâce notamment aux administrations publiques et au commerce (1,6 % et 1,3 % de contribution respectivement). Quant au secteur secondaire, il a contribué à la croissance de 1,0 point dont, 0,3 point pour les industries manufacturières ainsi que pour les bâtiments et travaux publics.

Du côté de la demande, la croissance a profité de la demande intérieure avec une contribution de 18,2 % impulsée principalement par la consommation (11,9 % dont 8,6 % pour le privée) et par les investissements bruts (6,4 %). Quant à la demande extérieure nette, elle a obéré la croissance de 9,8 %, sous l'effet conjugué de la faible contribution des exportations et d'une forte contribution en sens opposé des importations des biens et services (1,1 % et -10,9 % respectivement).

L'année 2005 a connu une forte poussée d'inflation à 7,9 % contre une forte déflation de 5,3 % en 2004, en raison des fortes tensions inflationnistes du premier semestre de 2005, conséquence des mauvaises récoltes de la campagne 2004/2005 ayant induit des poches de famines dans certaines régions. Les retombées de la bonne campagne 2005/2006 n'ont pas pu infléchir substantiellement cette tendance dans la mesure où elles ne sont intervenues que sur le dernier trimestre de 2005.

En 2005, les recettes courantes de l'Etat ont sensiblement augmenté (27,9 %), passant de 226,5 milliards en 2004 à 289,7 milliards en 2005, soit 9,7 % du PIB et 9,4 % du PIB respectivement.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont augmenté de 4,6 %, soit relativement moins vite que les recettes, pour s'établir à 431,2 milliards en 2005 (14,0 % du PIB) contre 412,3 milliards une année plus tôt (17,7 % du PIB). Les augmentations de dépenses proviennent essentiellement des dépenses courantes (52,3 %), alors que les dépenses d'investissement ont baissé de 19,9 %. Les fortes hausses dans les dépenses courantes concernent les postes Biens et services (183,8 %), et les subventions et transferts (106,4 %). Ces différentes hausses s'expliquent par l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi par l'ampleur des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'excédent du solde primaire et celui du solde budgétaire de base ont représenté 0,6 % et 0,2 % du PIB respectivement en 2005 contre 2,1 % et 1,6 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global, base engagements, hors dons, il s'est amoindri, revenant de 185,8 milliards en 2004 à 141,5 milliards en 2005, soit respectivement 8,0 % et 4,6 % du PIB.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit des transactions courantes hors dons, s'est creusé, s'établissant à 495,7 milliards (16,1 % du PIB) alors qu'il était de 408,5 milliards (17,5 % du PIB) à fin décembre 2004. Ce résultat découle principalement de la forte dégradation de la balance des revenus et de celle des services, atténuée par l'amélioration du solde de la balance commerciale, passant de 703,9 milliards en 2004 à 1010,1 milliards en 2005 sous l'effet des exportations pétrolières. En effet, le déficit de la balance des revenus est passé de 340,9 milliards en 2004 à 635,5 milliards en 2005, en liaison avec le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières. Celui de la balance des services est passé de 813,6 milliards en 2004 à 910,0 milliards en 2005. En revanche, le solde des transferts courants est resté excédentaire de 123,2 milliards, soit légèrement au dessus de son niveau de 2004 (115,8 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a presque doublé, atteignant 494,2 milliards en 2005, contre 286,2 milliards en 2004, sous l'effet notamment d'une forte hausse des investissements directs.

Il en résulte une légère amélioration de l'excédent du solde de la balance des paiements, qui est passé de 12,6 milliards, équivalent à 0,5 % du PIB en 2004, à 23,5 milliards, soit 0,5 % du PIB en 2005.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,1

% et 6,4 % en 2005 contre 1,7 % et 9,0 % en 2004 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'est replié à 27,7 % en 2005 contre 34,8 % en 2004.

Les informations disponibles à la fin décembre 2005 indiquent une augmentation de 41,4 % des avoirs extérieurs nets, passant de 55,8 milliards en 2004 à 78,9 milliards. Les crédits à l'économie ont enregistré de leur côté une hausse de 39,6 %, se fixant à 129,6 milliards, et les créances nettes sur l'Etat, de 2,7 % pour s'établir à 86,2 milliards en 2005. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 63,5 % contre 71,4 % en 2004.

La masse monétaire a progressé de 31,7 %, passant de 188,7 milliards à fin décembre 2004 à 248,5 milliards au 31 décembre 2005.

Les performances du Tchad de 2006 resteraient dans la tendance de 2005, avec un taux de croissance réelle modéré de 4,0 % ; l'année connaîtrait une maîtrise de l'inflation à 3,0 % contre 8,4 % en 2005, en liaison avec la bonne campagne agricole 2005/2006.

Au niveau des finances publiques, le déficit du solde budgétaire, base engagement et hors dons s'amoinerait sensiblement, revenant de 141,5 milliards en 2005 à 60,7 milliards en 2006, en liaison avec, entre autres, le paiement de l'impôt sur les sociétés pétrolières.

Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte courant, hors dons se réduirait sensiblement, revenant de 495,7 milliards, représentant 16,1 % du PIB en 2005, à 185,8 milliards, soit 5,1 % du PIB.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+162,8 %) et des crédits à l'économie (+12,5 %), alors que les créances nettes sur l'Etat baisseraient fortement de 67,7 %. Le taux de couverture s'établirait à 69,3 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 35,5 %.

En matière de convergence, le Tchad a respecté deux critères de premier rang sur quatre en 2005. Il s'agit du critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB et celui du taux d'endettement. Après avoir respecté trois critères en 2004, le Tchad présente une certaine instabilité dans le respect des critères, d'où la nécessité des efforts conséquents en matières d'assainissement des finances publiques et l'approvisionnement des marchés en biens et services.

6.4 Tableaux de données économiques et financières de la Zone franc

Tableau 1 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
SECTEUR PRIMAIRE	3,8	25,2	4,1	9,4	2,5	9,4
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3,7	30,0	3,3	2,3	4,8	15,5
Sylviculture	-2,7	-21,5	-1,4	5,9	-2,7	7,1
Industries extractives	5,9	31,6	6,0	18,8	0,8	2,9
SECTEUR SECONDAIRE	15,2	52,2	2,4	5,7	4,3	5,8
Industries manufacturières	6,7	98,4	1,9	2,9	1,9	3,4
Bâtiments et Travaux Publics	23,1	-18,1	3,2	8,8	9,1	6,1
Autres	44,9	1,0	5,4	22,7	13,5	19,3
SECTEUR TERTIAIRE	5,6	18,3	6,3	5,8	5,2	4,8
Services marchands	6,5	25,9	7,3	6,1	5,3	5,1
Services non marchands	3,7	1,3	3,6	5,1	5,0	3,7
PIB au coût des facteurs	6,7	27,3	4,7	7,0	4,1	6,6
Droits et Taxes à l'importation	1 899,8	-64,8	-1,2	-0,5	1,3	-22,8
PIB aux prix constants du marché de 1992	40,2	4,1	4,2	6,4	3,9	4,4
PIB du secteur pétrolier	43,7	2,7	6,1	20,7	1,5	5,3
PIB du secteur non pétrolier	39,7	4,3	3,9	4,2	4,3	4,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 2 : CEMAC : Contribution à la croissance du PIB (en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
SECTEUR PRIMAIRE	1,3	6,5	1,3	2,9	0,8	3,0
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,6	3,9	0,5	0,4	0,8	2,4
Sylviculture	-0,1	-0,6	0,0	0,1	-0,1	0,1
Industries extractives	0,8	3,2	0,8	2,4	0,1	0,4
SECTEUR SECONDAIRE	2,7	7,6	0,5	1,2	0,9	1,2
Industries manufacturières	0,7	8,3	0,3	0,5	0,3	0,5
Bâtiments et Travaux Publics	1,1	-0,7	0,1	0,3	0,3	0,2
Autres	0,9	0,0	0,1	0,5	0,3	0,5
SECTEUR TERTIAIRE	2,6	6,3	2,5	2,3	2,1	1,9
Services marchands	2,0	6,1	2,1	1,8	1,6	1,5
Services non marchands	0,5	0,1	0,4	0,5	0,5	0,4
PIB au coût des facteurs	6,6	20,4	4,3	6,4	3,8	6,1
Droits et Taxes à l'importation	-0,4	-16,4	-0,1	0,0	0,1	-1,7
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,4	4,1	4,2	6,4	3,9	4,4
PIB du secteur pétrolier	1,3	0,4	0,8	2,7	0,2	0,8
PIB du secteur non pétrolier	5,1	3,7	3,4	3,7	3,6	3,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 3 : CEMAC : Structure du PIB (en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
SECTEUR PRIMAIRE	43,1	42,2	43,1	47,5	53,6	56,4
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15,6	15,6	15,0	13,2	12,2	11,1
Sylviculture	1,7	1,5	1,4	1,4	0,9	0,9
Industries extractives	25,8	25,1	26,7	32,9	40,5	44,3
SECTEUR SECONDAIRE	15,0	15,4	15,4	14,1	12,9	12,5
Industries manufacturières	10,9	11,1	11,1	9,7	8,5	7,9
Bâtiments et Travaux Publics	2,5	2,6	2,6	2,5	2,4	2,2
Autres	1,5	1,7	1,7	1,9	2,0	2,4
SECTEUR TERTIAIRE	35,7	36,4	35,7	33,2	28,8	26,7
Services marchands	28,0	28,5	27,8	25,9	22,5	21,0
Services non marchands	7,7	7,9	7,9	7,3	6,3	5,7
PIB au coût des facteurs	93,8	94,0	94,1	94,8	95,3	95,6
Droits et Taxes à l'importation	6,2	6,0	5,9	5,2	4,7	4,4
PIB aux prix constants du marché de 1992	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	25,7	25,0	26,6	33,0	40,7	46,2
PIB du secteur non pétrolier	74,3	75,0	73,4	67,0	59,3	53,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 4 : CEMAC : Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	40,2	4,1	4,2	6,4	3,9	4,4
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	45,6	5,3	3,7	4,7	8,6	7,3
Consommation	50,3	6,9	2,4	4,5	7,3	5,4
Publique (Etat)	24,2	0,5	-5,5	34,1	1,1	43,2
Privée	52,0	7,2	2,7	3,1	7,6	3,3
Investissements bruts	31,2	-0,4	8,7	5,8	13,2	13,4
Formation brute de capital fixe	32,4	0,0	8,8	5,6	13,3	13,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	24,2	0,5	-5,5	34,1	1,1	43,2
Privée (Entreprises et menages)	34,2	-0,1	11,8	0,6	16,2	7,2
Secteur pétrolier	41,0	-25,8	42,5	-1,2	33,0	10,3
Secteur non pétrolier	29,9	17,8	-1,6	1,7	5,8	4,8
Variations des stocks	-67,0	-137,2	108,7	-68,1	112,3	-25,1
EXPORTATIONS NETTES	410,3	27,9	-3,1	-22,5	115,9	38,6
Exportations de biens et services	4,0	4,9	7,5	14,6	3,2	3,8
Importations de biens et services	25,3	9,9	4,8	6,0	22,2	14,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 5 : CEMAC : Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	6,4	4,1	4,2	6,4	3,9	4,4
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	12,4	5,5	4,0	5,0	9,0	8,0
Consommation	4,5	5,6	2,0	3,7	5,9	4,5
Publique (Etat)	1,0	0,5	-0,5	0,2	0,8	0,7
Privée	3,5	5,1	2,5	3,4	5,1	3,8
Investissements bruts	7,9	-0,1	2,0	1,4	3,1	3,4
Formation brute de capital fixe	8,1	0,0	2,0	1,3	3,1	3,4
Publique (Etat et Ad.publiques)	1,1	0,0	-0,2	1,2	0,0	1,9
Privée (Entreprises et menages)	7,0	0,0	2,2	0,1	3,1	1,5
Secteur pétrolier	3,3	-2,1	2,4	-0,1	2,4	1,0
Secteur non pétrolier	3,7	2,0	-0,2	0,2	0,7	0,6
Variations des stocks	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-6,0	-1,5	0,2	1,4	-5,1	-3,6
Exportations de biens et services	1,0	1,0	1,5	3,0	0,7	0,8
Importations de biens et services	-7,0	-2,4	-1,3	-1,6	-5,8	-4,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 : CEMAC : Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	95,7	98,6	94,8	87,8	81,9	75,3
Consommation	62,0	66,4	62,7	59,9	55,3	49,6
Publique (Etat)	8,7	9,1	8,2	7,6	7,0	6,6
Privée	53,3	57,4	54,5	52,3	48,3	43,0
Investissements bruts	33,7	32,2	32,1	28,0	26,6	25,7
Formation brute de capital fixe	33,0	32,2	31,7	27,8	26,3	25,5
Publique (Etat et Ad.publiques)	5,3	5,2	4,7	5,7	5,0	5,7
Privée (Entreprises et menages)	27,7	27,1	27,0	22,1	21,3	19,8
Secteur pétrolier	12,6	10,4	11,6	8,1	9,5	9,0
Secteur non pétrolier	15,1	16,7	15,4	13,9	11,8	10,7
Variations des stocks	0,6	-0,1	0,4	0,1	0,4	0,2
EXPORTATIONS NETTES	4,3	1,4	5,2	12,2	18,1	24,7
Exportations de biens et services	43,5	41,1	42,6	48,3	53,8	59,7
Importations de biens et services	-39,2	-39,7	-37,4	-36,1	-35,7	-35,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 : CEMAC : Inflation (Moyenne annuelle, en %)

Etats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
CEMAC	4,4	3,0	1,3	0,4	2,9	3,0
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,3	2,0	2,6
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	3,6	2,8	2,6
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,4	-0,2	1,8
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 8 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats (En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES	3 556,1	3 536,0	3 673,9	4 217,4	5 976,3	7 396,2
Recettes pétrolières	1 822,7	1 737,5	1 734,9	2 259,4	3 774,1	5 049,7
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1939,1	1957,9	2202,2	2346,4
DEPENSES TOTALES	3 334,1	3 417,4	3 167,2	3 602,7	4 001,8	4 564,8
Dépenses courantes	2 494,8	2 557,2	2 350,7	2 459,6	2 798,7	2 945,9
Salaires et traitements	778,9	838,9	887,4	923,0	920,9	968,9
Biens et services	599,8	672,6	539,6	588,9	780,9	892,1
Transferts et subventions	412,3	490,9	447,1	470,6	665,8	691,0
Intérêts	703,8	554,6	476,6	477,1	431,1	393,9
Dette extérieure	635,6	476,0	394,1	404,4	346,0	323,8
Dette intérieure	68,2	78,7	82,5	72,7	85,1	70,1
Dépenses en capital	839,3	860,2	816,5	1 143,1	1 203,0	1 618,9
Sur ressources locales	599,6	626,0	564,9	808,8	969,8	1 277,7
Sur ressources extérieures	239,7	234,2	251,6	334,3	233,2	341,3
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1 165,5	907,5	1 234,9	1 426,0	2 638,8	3 566,5
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,4	5,4	7,1	7,2	10,9	12,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards de FCFA)	461,7	352,9	758,3	948,9	2 207,7	3 172,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en pourcentage du PIB)	2,9	2,1	4,4	4,8	9,1	11,3
DEFICIT GLOBAL (base engage. hors dons)	222,0	118,7	506,7	614,6	1 974,5	2 831,4
DEFICIT GLOBAL (base engage. hors dons) % du PIB	1,4	0,7	2,9	3,1	8,1	10,1
DEFICIT GLOBAL (base engage. dons compris)	372,8	265,4	697,7	782,5	2 159,5	3 026,0
VARIATIONS DES ARRIERES (baisse -)	-139,4	-264,8	91,0	-1 988,7	-190,5	-2 056,0
Intérieurs (principal et intérêts)	-305,3	-131,2	-108,3	-82,3	-145,7	-298,9
Extérieurs (principal et intérêts)	165,9	-133,5	199,3	-1 906,3	-44,9	-1 757,1
DEFICIT GLOBAL (base trésorerie)	82,6	-146,1	597,7	-1 374,1	1 783,9	775,4
FINANCEMENT TOTAL	-82,6	146,1	-597,7	1 374,1	-1 783,9	-775,4
Extérieur	-52,5	604,3	25,8	2 089,0	-102,5	1 737,7
Dons	150,8	146,8	191,0	167,9	185,0	194,6
Tirages	258,4	408,1	163,8	285,4	122,4	215,2
Amortissements de la dette extérieure	-858,5	-829,5	-725,9	-776,4	-827,5	-814,5
Allègements de la dette extérieure	390,8	879,0	397,0	2 413,1	417,6	2 145,6
Autres	6,0	nd	0,0	-1,0	0,0	-3,2
Intérieur	-30,1	-458,3	-623,5	-714,9	-1 681,5	-2 529,7
Système bancaire	242,2	-48,9	26,1	-362,1	-1 129,5	-1 637,7
Non bancaire	-272,3	-409,4	-649,7	-352,9	-552,0	-892,0
Gain résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 9 : CEMAC : Balance des paiements (En milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics inclus)	-1 164,1	-1 634,3	-1 368,7	-631,8	-147,2	1 062,3
SOLDE DU COMPTE COURANT (incl. transf. publics) % PIB	-7,4	-9,8	-7,9	-3,2	-0,5	3,8
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics exclus)	-1 320,2	-1 787,6	-1 474,9	-738,5	-289,4	955,2
SOLDE DU COMPTE COURANT (excl. transf. publics) % PIB	-8,4	-10,7	-8,5	-3,7	-1,2	3,4
Solde du commerce extérieur	2 721,0	2 349,0	3 185,2	5 062,9	7 585,5	10 811,8
Exportations, fob	6 247,8	6 241,9	6 764,1	8 951,7	12 370,9	16 082,7
Importations, fob	-3 526,8	-3 892,8	-3 578,8	-3 888,9	-4 785,3	-5 270,9
Balance des services	-2 043,7	-2 115,5	-2 286,4	-2 646,6	-3 201,2	-3 854,3
Balance des revenus	-1 943,7	-1 952,1	-2 337,7	-3 158,4	-4 653,6	-5 915,7
Solde des transferts courants	102,2	84,3	70,1	110,4	122,1	20,5
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	531,3	1 175,9	767,4	741,4	940,8	486,0
Compte de capital	94,7	92,5	166,1	144,5	144,4	196,4
Compte financier	436,6	1 083,4	601,3	596,8	796,4	289,6
ERREURS ET OMISSIONS	-36,5	-41,6	14,4	-41,9	230,8	10,6
SOLDE GLOBAL	-669,3	-500,0	-586,9	67,7	1 024,5	1 558,9
FINANCEMENT	669,3	500,0	586,9	-67,7	-1 024,5	-1 558,9
Variations des réserves off. (baisse +)	112,6	-245,5	-9,4	-574,4	-1 397,1	-1 964,0
Financements exceptionnels	556,7	745,5	596,3	506,7	372,7	388,5
Variations des arriérés ext. (baisse -)	165,9	-133,5	199,3	-1 906,3	-44,9	-1 757,1
Réaménagements de la dette	390,8	879,0	397,0	2 413,1	417,6	2 145,6
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 10 : CEMAC : Situation monétaire (En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
AVOIRS EXTERIEURS NETS (v/c Services Centraux)	795.6	854.8	821.5	1 511.6	3 062.0	5 256.5
AVOIRS INTERIEURS NETS	1 549.1	1 822.2	1 890.1	1 464.4	438.7	-1 122.4
Crédits intérieurs nets	2 362.0	2 371.9	2 479.6	2 066.0	1 104.6	-442.4
Créances nettes sur l'Etat	860.6	780.1	824.3	442.3	-700.9	-2 409.0
Crédits à l'économie	1 501.3	1 591.7	1 655.3	1 623.7	1 805.4	1 966.6
Autres postes nets	-812.9	-549.6	-589.5	-601.5	-665.9	-680.0
MASSE MONETAIRE	2 276.6	2 614.9	2 655.5	2 921.7	3 442.8	4 076.8
Monnaie fiduciaire	761.8	815.1	769.0	851.5	964.5	1 067.1
Dépôts à vue	787.9	953.6	932.6	1 059.1	1 340.1	1 697.3
Dépôts à terme	726.9	846.2	953.9	1 011.1	1 138.3	1 312.4
ALLOCATION DE DTS	68.1	62.1	56.2	54.3	57.9	57.3
Variations annuelles (en %)						
AVOIRS EXTERIEURS NETS	0.2	7.4	-3.9	84.0	102.6	71.7
CREDITS INTERIEURS NETS	16.5	0.4	4.5	-16.7	-46.5	-140.1
Créances nettes sur l'Etat	36.7	-9.4	5.7	-46.3	-258.5	-243.7
Crédits à l'économie	7.4	6.0	4.0	-1.9	11.2	8.9
MASSE MONETAIRE (M2)	6.3	14.9	1.6	10.0	17.8	18.4

Source : BEAC, Etats

Tableau 11 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3 706.9	3 682.8	3 864.9	4 385.3	6 161.3	7 590.8
RECETTES TOTALES (en milliards)	3 556.1	3 536.0	3 673.9	4 217.4	5 976.3	7 396.2
Recettes pétrolières	1 822.7	1 737.5	1 734.9	2 259.4	3 774.1	5 049.7
Recettes non pétrolières	1 733.4	1 798.5	1 939.1	1 957.9	2 202.2	2 346.4
Recettes fiscales	1 601.9	1 656.3	1 780.0	1 794.6	1 989.0	2 145.5
Recettes non fiscales	131.5	142.2	159.0	163.3	213.2	200.9
DONNS (en milliards)	150.8	146.8	191.0	167.9	185.0	194.6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3 334.1	3 417.4	3 167.2	3 602.7	4 001.8	4 564.8
DEPENSES COURANTES	2 494.8	2 557.2	2 350.7	2 459.6	2 798.7	2 945.9
dont salaires et traitements	778.9	838.9	887.4	923.0	920.9	968.9
dont intérêts de la dette publique	703.8	554.6	476.6	477.1	431.1	393.9
DEPENSES EN CAPITAL	839.3	860.2	816.5	1 143.1	1 203.0	1 618.9
dont sur financement interne	599.6	626.0	564.9	808.8	969.8	1 277.7
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1 165.5	907.5	1 234.9	1 426.0	2 638.8	3 566.5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	461.7	352.9	758.3	948.9	2 207.7	3 172.6
SOLDE GLOBAL base engage. hors dons (en milliards)	222.0	118.7	506.7	614.6	1 974.5	2 831.4
SOLDE GLOBAL base caisse (en milliards)	82.6	-146.1	597.7	-1 374.1	1 783.9	775.4
STOCK DETTE publique (en milliards)	12 619.9	12 817.0	12 477.7	11 380.3	10 612.1	9 997.1
dette extérieure	12 619.9	12 123.6	11 839.2	10 849.8	10 233.7	9 658.7
dette intérieure	0.0	693.4	638.5	530.5	378.4	338.4
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	256.1	495.1	339.0	49.1	23.4	5.0
arriérés extérieurs	256.1	495.1	341.0	48.7	23.4	5.0
arriérés intérieurs	0.0	0.0	-2.0	0.4	0.0	0.0
CRITERES DE CONVERGENCE						
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2.9	2.1	4.4	4.8	9.1	11.3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4.4	3.0	1.3	0.4	2.9	3.0
Taux d'endettement public en % du PIB	80.0	76.9	71.7	57.2	43.7	35.5
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	256.1	495.1	339.0	49.1	23.4	5.0
INDICATEURS DE CONVERGENCE						
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63.4	66.6	64.9	73.8	86.6	91.9
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7.4	5.4	7.1	7.2	10.9	12.7
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	nd	1.8	0.4	-2.3	-6.5	-2.3
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8.4	-10.7	-8.5	-3.7	-1.2	3.4
Taux de pression fiscale (en %)	13.7	13.2	13.9	13.5	13.8	14.1
Solde global, base engage., hors dons sur PIB (en %)	1.4	0.7	2.9	3.1	8.1	10.1
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	0.5	-0.9	3.4	-6.9	7.3	2.8
COMPTES NATIONAUX						
PIB nominal (en milliards)	15 765.1	16 672.7	17 399.2	19 881.4	24 276.6	28 172.5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11 713.5	12 503.9	12 777.5	13 329.8	14 394.4	15 165.7
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	11 088.1	11 537.3	12 017.3	12 785.4	13 281.1	13 866.8
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	6.4	4.1	4.2	6.4	3.9	4.4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 12 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1 393,9	1 989,2	1 436,8	1 395,3	1 585,6	1 975,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	1 251,5	1 343,2	1 363,3	1 312,1	1 590,0	1 816,6
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	349,9	453,3	626,7
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1 039,2	962,2	1 136,7	1 189,8
Recettes fiscales	855,5	902,4	948,5	897,0	1 029,9	1 086,2
Recettes non fiscales	54,7	71,9	67,7	72,1	111,1	103,6
DONNS (en milliards)	142,4	646,0	73,5	83,2	-4,4	158,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1 179,7	1 094,6	1 095,8	1 140,0	1 170,4	1 549,7
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	955,7	998,9	1 137,2
dont salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	442,5	414,0	442,0
dont intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	158,9	129,8	132,4
DEPENSES EN CAPITAL	211,2	126,5	154,9	169,1	151,7	322,5
dont sur financement interne	112,7	98,2	114,3	109,5	124,1	232,5
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	390,6	577,0	489,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	231,7	447,2	356,9
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	172,1	419,6	266,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	-368,3	258,2	181,1	383,2	117,0
STOCK DETTE publique (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
dette extérieure	4 866,1	4 109,8	3 886,2	3 752,7	3 489,1	3 307,1
dette intérieure	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	-2,0	11,7	nd	nd
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0
arriérés intérieurs	nd	nd	-2,0	-1,0	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,7	3,9	2,8	5,0	3,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,3	1,9	2,6
Taux d'endettement public en % du PIB*	68,9	54,2	48,9	45,0	38,8	34,3
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	nd	nd	-2,0	11,7	nd	nd
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,2	49,0	46,4	51,9	67,4	76,3
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,2	6,3	4,7	6,4	5,1
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	nd	1,0	1,8	2,9	-7,7	-1,7
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,0	-7,7	-7,7	-7,5	-4,2	-2,0
Taux de pression fiscale (en %)	12,7	12,5	12,7	11,5	12,5	12,3
Solde global, base engage., hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,4	2,1	4,7	2,8
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	-4,9	3,2	2,2	4,3	1,2
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	7 061,5	7 583,2	7 946,3	8 333,9	8 979,3	9 628,1
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6 711,8	7 246,0	7 460,0	7 792,5	8 264,9	8 840,5
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	6 940,0	7 218,3	7 509,2	7 787,2	7 989,1	8 327,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	41,2	4,0	4,0	3,7	2,6	4,2

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 13 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	87.4	106.0	63.7	78.5	88.0	126.1
RECETTES TOTALES (en milliards)	63.2	78.5	53.7	55.8	58.6	72.3
Recettes pétrolières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes non pétrolières	63.2	78.5	53.7	55.8	58.6	72.3
Recettes fiscales	50.9	64.9	45.3	48.2	51.9	62.5
Recettes non fiscales	12.3	13.6	8.4	7.5	6.7	9.8
DONNS (en milliards)	24.3	27.5	10.0	22.7	29.4	53.7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	93.6	114.6	85.5	93.7	122.7	97.9
DEPENSES COURANTES	60.9	68.6	66.0	75.5	84.4	69.2
dont salaires et traitements	29.2	33.1	34.5	38.9	39.2	35.0
dont intérêts de la dette publique	9.9	11.2	7.8	8.8	9.0	10.7
DEPENSES EN CAPITAL	32.8	46.0	19.5	18.2	38.3	28.7
dont sur financement interne	9.7	13.5	10.5	7.7	8.4	8.6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2.5	7.6	-15.0	-18.6	-25.2	5.3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-7.4	-3.6	-22.8	-27.4	-34.2	-5.4
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en milliards)	-30.5	-36.1	-31.8	-37.9	-64.1	-25.5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-37.8	-14.6	-1.3	-16.9	-37.2	-216.0
STOCK DETTE publique (en milliards)	nd	707.4	725.3	733.9	633.9	598.2
dette extérieure	552.7	565.7	578.6	582.2	594.3	558.6
dette intérieure	nd	141.7	146.7	151.7	39.6	39.6
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
arriérés extérieurs	8.5	26.3	24.3	20.9	16.9	5.0
arriérés intérieurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-1.0	-0.5	-3.4	-4.0	-4.6	-0.7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3.8	2.3	4.2	-2.1	2.9	3.8
Taux d'endettement public en % du PIB	78.4*	99.7	107.0	106.6	84.4	75.8
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98.3	98.0	95.8	85.6	80.8	79.5
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0.4	1.1	-2.2	-2.7	-3.4	0.7
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0.0	-4.0	22.1	5.4	-2.8	-18.5
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-4.9	-5.4	-4.8	-5.6	-8.2	-6.5
Taux de pression fiscale (en %)	7.2	9.1	6.7	7.0	6.9	7.9
Solde global, base engage., hors dons sur PIB (en %)	-4.3	-5.1	-4.7	-5.5	-8.5	-3.2
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-5.4	-2.1	-0.2	-2.5	-5.0	-27.4
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	704.7	709.5	678.2	688.6	750.8	788.9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	704.7	709.5	678.2	688.6	750.8	788.9
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	468.4	469.9	448.2	463.7	476.7	491.1
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	2.7	0.3	-4.6	3.5	2.8	3.0

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 14 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	631.8	575.3	613.5	740.4	1300.1	1715.9
RECETTES TOTALES (en milliards)	628.1	571.7	603.6	737.9	1267.6	1679
Recettes pétrolières	430.8	397.5	421.6	530.4	1047.6	1417.4
Recettes non pétrolières	197.3	174.2	182	207.6	220	261.5
Recettes fiscales	185.8	168.2	177.3	200	212	251.1
Recettes non fiscales	11.5	6	4.7	7.6	8	10.5
DONNS (en milliards)	3.7	3.7	9.9	2.5	32.5	37
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647.9	746.5	606.1	636.9	736.4	850.1
DEPENSES COURANTES	442.5	563.1	470.5	501.5	567.2	564.1
dont salaires et traitements	118.1	120.4	120.2	122.9	130	134
dont intérêts de la dette publique	153.9	176.7	117.8	147	150	123.5
DEPENSES EN CAPITAL	205.4	181.8	134.8	135.4	169.2	286
dont sur financement interne	200.4	158.1	111	122.4	152.9	216
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139.2	25.6	139.1	261.1	697.5	1022.4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14.8	-151.2	21.3	114.1	547.5	898.8
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en milliards)	-19.8	-174.8	-2.5	87.6	531.2	828.9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125.8	24.6	122.3	-1529.4	461.5	-788.9
STOCK DETTE publique (en milliards)	4616.5	4779.6	4762.5	3960.6	3708.2	3375.7
dette extérieure	4344.0	4527.1	4545.0	3753.1	3510.7	3375.7
dette intérieure	272.5	272.5	252.5	217.5	207.5	197.5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
arriérés extérieurs	178.1	211.3	171.2	6.9	3.6	0.0
arriérés intérieurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0.7	-7.2	1.1	5	17.5	22.5
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	0.4	3.8	-1.3	3.6	2.8	2.6
Taux d'endettement public en % du PIB	225.4	227.1	234.7	172.5	118.5	84.3
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	178.1	211.3	171.2	6.9	3.6	0
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32.2	19.6	16.4	29.3	71.7	88.3
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6.8	1.2	6.9	11.4	22.3	25.5
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-	2.3	-1.1	-3.3	0.1	0.1
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-0.6	6	14.5	19.9	13.7	16.1
Taux de pression fiscale (en %)	20.9	17.2	17.9	18.3	17.7	19.2
Solde global, base engage., hors dons sur PIB (en %)	-1	-8.3	-0.1	3.8	17	20.7
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6.1	1.2	6	-66.6	14.8	-19.7
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	2048.3	2104.9	2028.9	2296.3	3128.6	4003
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889.7	978.5	992.8	1091.3	1198.4	1306.9
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	883.4	924	930.6	964.1	1045.2	1127.4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	3.8	4.6	0.7	3.6	8.4	7.9

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 15 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1173.6	1020.1	1050.3	1113.6	1362.2	1513.2
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173.6	1018.2	1049.1	1111.5	1360.2	1507.9
Recettes pétrolières	752.9	608.7	570.2	600	835.2	959.6
Recettes non pétrolières	420.7	409.5	478.9	511.5	525	548.2
Recettes fiscales	397.6	383	451	471.9	494.3	522.6
Recettes non fiscales	23.1	26.5	27.9	39.6	30.7	25.6
DONNS (en milliards)	0	1.9	1.2	2.1	2	5.3
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038.7	948.9	792.7	821.9	931.3	924.3
DEPENSES COURANTES	875.1	745.7	661.7	665.5	771.3	724.3
dont salaires et traitements	219.6	220.6	229	226.3	227.8	232
dont intérêts de la dette publique	318.4	153	145	149.2	129.7	108.8
DEPENSES EN CAPITAL	125.7	135.7	131	156.3	160	200
dont sur financement interne	116.4	116.7	122.6	142.2	151.1	180
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462.6	241.3	409.8	453	567.5	712.4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	453.3	222.3	401.4	438.9	558.6	692.4
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en milliards)	134.9	69.3	256.4	289.7	428.9	583.5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223.7	206.7	251.1	-107.5	349.9	529.5
STOCK DETTE publique (en milliards)	nd	2331.6	2161.2	1942.6	1768.7	1527.8
dette extérieure	2058.2	2052.4	1921.9	1781.3	1637.4	1426.5
dette intérieure	nd	279.2	239.3	161.3	131.3	101.3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	nd	1.4	nd	nd
arriérés extérieurs	61.3	246.9	143.7	0.0	0.0	0.0
arriérés intérieurs	nd	nd	nd	1.4	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	13.1	6.5	11.4	11.6	12.2	13.4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2.1	0.2	2.3	0.4	-0.2	1.8
Taux d'endettement public en % du PIB	59.6*	67.8	61.4	51.2	38.7	29.7
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17	37.7	44.0	61.8	74.8	81.6
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13.4	7.0	11.6	11.9	12.4	13.8
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-	3.0	0.2	-1.5	-3.6	-1.4
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10.2	7.5	10.2	13.7	15.2	16
Taux de pression fiscale (en %)	19.7	18.7	21.7	22.3	21.7	24.2
Solde global, base engage., hors dons sur PIB (en %)	3.9	2.0	7.3	7.6	9.4	11.3
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	6.5	6.0	7.1	-2.8	7.7	10.3
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	3454.7	3437.3	3519	3792.1	4570.9	5151
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2020	2050	2082.5	2120.3	2276.7	2158.6
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	1775	1770.3	1814	1838.6	1894.1	1937.3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	2.1	-0.3	2.5	1.4	3	2.3

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 16 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	352.7	414.5	471.2	773.5	1410.2	1821.3
RECETTES TOTALES (en milliards)	348	414.5	471.2	773.5	1410.2	1821.3
Recettes pétrolières	301.6	362.5	408.4	700.3	1307.5	1725
Recettes non pétrolières	46.4	52	62.8	73.2	102.6	96.3
Recettes fiscales	33.5	39.3	46.7	58.2	62	59.8
Recettes non fiscales	12.9	12.7	16	15	40.6	36.5
DONNS (en milliards)	4.7	0	0	0	0	0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	155.9	227.2	258	484.5	609.9	583
DEPENSES COURANTES	61.9	100.6	88.2	121.5	163.9	156
dont salaires et traitements	17.4	26	27.5	30.9	36.6	38.9
dont intérêts de la dette publique	5.2	3.9	3.1	2.1	2.3	1.7
DEPENSES EN CAPITAL	94	126.6	169.8	363	446	427
dont sur financement interne	89.3	126.6	169.5	362.3	444.6	420
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	291.3	317.8	386.1	654.1	1248.6	1667
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	196.8	187.2	213.4	289.8	801.7	1245.3
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en milliards)	192.1	187.2	213.2	289	800.3	1238.3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	176.5	185.6	161.7	275.5	768.3	1199.4
STOCK DETTE publique (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
dette extérieure	220.9	216.1	185.2	168.5	146.6	91.5
dette intérieure	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
arriérés extérieurs	5.2	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0
arriérés intérieurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	15.8	12.9	13.0	11.9	21.3	25.0
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	8.8	7.6	7.3	4.2	5.0	5.0
Taux d'endettement public en % du PIB*	17.8	14.9	11.3	6.9	3.9	1.8
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96.7	99.1	100	100.2	100.2	100.1
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	23.4	21.9	23.5	26.8	33.2	33.5
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	nd	1.3	-0.4	-1.9	-1.4	-0.5
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-49.8	-14.2	-42.6	-26.5	-12.8	-1.6
Taux de pression fiscale (en %)	21.2	22.1	22.4	25.7	23.2	20.1
Solde global base engagee., hors dons sur PIB (en %)	15.5	12.9	13	11.8	21.3	24.9
Solde global base caisse sur PIB (en %)	14.2	12.8	9.8	11.3	20.4	24.1
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	1242.5	1452.4	1645	2439.2	3759	4975.8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158.1	178.4	208.9	226.1	267.9	296.9
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	412	495.1	564.4	730.2	790.8	855.4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	67.8	20.2	14	29.4	8.3	8.2

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 17 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	156,9	202,3	260,1	358,2	399,9	558,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110	133,1	226,5	289,7	499,2
Recettes pétrolières	0	0	10,6	78,8	130,4	321
Recettes non pétrolières	91,7	110	122,5	147,6	159,3	178,2
Recettes fiscales	78,6	98,4	111,2	119,3	138,9	163,2
Recettes non fiscales	13,1	11,6	11,3	28,4	20,4	15
DONNS (en milliards)	65,2	92,3	127	131,7	110,2	59,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	285,6	329,2	412,3	431,2	559,9
DEPENSES COURANTES	110,9	137,9	133,8	139,9	213,1	295,2
dont salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,5	73,3	87
dont intérêts de la dette publique	10,2	12,8	7,3	11,1	10,4	16,7
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,7	195,5	272,4	218	264,8
dont sur financement interne	8,2	16,9	25,8	49,6	68,9	130,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-31,9	-19,2	48,1	18	90,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-44,8	-26,5	37	7,7	73,5
SOLDE GLOBAL base engage. hors dons (en milliards)	-126,5	-175,6	-196,2	-185,8	-141,5	-60,7
SOLDE GLOBAL base caisse (en milliards)	-110,6	-180	-194,2	-176,8	-141,7	-65,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
dette extérieure	578,2	652,6	722,4	812,1	855,6	899,3
dette intérieure	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
arriérés extérieurs	2,9	6,2	1,8	8,1	0,0	0,0
arriérés intérieurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-3,2	-1,7	1,6	0,2	2,0
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,8	-5,3	7,9	3,0
Taux d'endettement public en % du PIB*	46,1	47,1	45,7	34,8	27,7	24,8
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	71,4	66,4	69,3
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-2,3	-1,2	2,1	0,6	2,5
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-	-3,8	-2,2	-15,1	-1,9	-7,9
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-35,1	-9,7	-49,7	-17,5	-13,2	-5,1
Taux de pression fiscale (en %)	6,3	7,1	8,2	8,5	8,5	9,2
Solde global base engage. hors dons sur PIB (en %)	-10,1	-12,7	-12,4	-8	-4,6	-1,7
Solde global base caisse sur PIB (en %)	-8,8	-13	-12,3	-7,6	-4,6	-1,8
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	1253,5	1385,3	1581,9	2331,3	3090,9	3625,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1253,5	1385,3	1355,1	1411	1638,6	1774
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	918,5	996,7	1138,9	1526,8	1658,4	1721,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	11,5	8,5	14,3	34,1	11,3	4,0

* hors dette intérieure non disponible

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 18 : UEMOA : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3 463,2	3 715,0	3 975,5	4 281,0	4 577,1	5 124,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	3 062,1	3 342,3	3 481,6	3 748,5	4 011,7	4 449,2
Recettes fiscales	2 742,3	2 990,0	3 102,0	3 339,2	3 575,6	3 886,4
Recettes non fiscales	292,3	318,6	342,2	353,3	377,7	506,3
DONNS (en milliards)	401,0	372,7	493,9	545,6	578,5	688,1
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	3 696,7	4 172,6	4 442,7	4 812,9	5 135,0	5 779,0
dont Dépenses PPTE	63,0	90,8	121,9	140,0	170,1	145,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3 776,6	4 169,9	4 420,2	4 799,3	5 153,6	5 752,2
DEPENSES COURANTES	2 758,4	2 965,4	3 145,3	3 283,3	3 541,5	3 761,7
Dépenses courantes primaires	2 367,6	2 562,2	2 792,4	2 972,4	3 256,5	3 501,1
dont masse salariale	1 041,2	1 126,9	1 187,3	1 249,2	1 353,4	1 439,3
Intérêts de la dette publique	390,8	403,2	352,9	311,0	285,0	260,6
DEPENSES EN CAPITAL	954,7	1 204,5	1 275,0	1 539,7	1 575,0	1 994,9
dont investissements financés sur ressources internes	413,2	543,8	606,1	734,6	797,2	924,8
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	281,3	236,3	83,1	28,4	-55,1	10,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-109,5	-166,9	-269,7	-282,5	-340,1	-250,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-634,6	-830,3	-961,0	-1 077,5	-1 136,4	-1 342,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-233,6	-457,6	-467,1	-531,9	-557,9	-654,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-46,5	-76,1	-147,8	-142,5	-170,0	-91,7
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-104,7	-860,2	-173,4	-299,8	-493,0	-724,7
SOLDE COURANT (en milliards)	276,2	343,2	298,9	409,5	417,1	644,5
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	17 901,1	16 497,5	16 256,4	15 943,3	16 358,9	14 174,7
Encours dette extérieure (en mds)	15 690,3	14 624,4	14 146,9	13 659,0	14 125,6	12 106,3
Encours dette intérieure (en mds)	2 210,8	1 873,1	2 109,5	2 284,3	2 233,4	2 068,5
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	128,9	-402,5	293,8	232,1	64,9	-69,8
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-0,6	-0,8	-1,3	-1,3	-1,4	-1,0
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-0,2	-0,4	-0,7	-0,6	-0,7	-0,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,0	2,9	1,2	0,6	4,3	1,5*
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %)	91,1	80,4	76,3	70,8	67,2	55,0
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante (en milliards)	237,6	228,7	621,5	948,7	532,1	319,5
Arriérés de paiement intérieurs	21,5	45,1	174,1	164,3	46,8	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	216,1	183,6	447,3	784,4	485,3	319,5
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,0	37,7	38,3	37,4	37,9	37,0
Invest financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	15,1	18,2	19,5	22,0	22,3	23,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,3	-2,9	-5,5	-5,7	-6,9	-5,0
Taux de pression fiscale (en %) (3)	14,0	14,6	14,6	14,8	14,7	15,1
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,2	-4,0	-4,5	-4,8	-4,7	-5,2
Solde global sur PIB nominal (en %)	-1,2	-2,2	-2,2	-2,4	-2,3	-2,5
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,5	-4,2	-0,8	-1,3	-2,0	-2,8
Solde primaire de base en % des R F	10,3	7,9	2,7	0,9	-1,5	0,3
Solde courant en % du PIB	1,4	1,7	1,4	1,8	1,7	2,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,6	16,3	16,3	16,6	16,5	17,3
Dépenses totales en % du PIB	19,2	20,3	20,7	21,3	21,2	22,3
Dépenses courantes en % du PIB	14,0	14,5	14,8	14,6	14,5	14,6
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,1	12,5	13,1	13,2	13,4	13,6
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-1 232,8	-591,4	-1 173,0	-1 286,5	-1 687,6	-1 296,5
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	19 638,0	20 518,1	21 312,6	22 515,4	24 351,2	25 771,5
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	16 420,6	16 654,7	17 182,8	17 700,2	18 459,4	19 168,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,9	1,4	3,2	3,0	4,3	3,8

* sous réserves des dernières évolutions

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 19 : BENIN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	327.1	338.3	384.2	407.1	435.0	467.1
RECETTES TOTALES (en milliards)	281.1	318.2	343.7	351.4	383.4	410.4
Recettes fiscales	247.3	282.5	307.2	311.4	334.0	366.7
Recettes non fiscales	33.9	35.7	36.6	40.0	49.4	43.7
DONNS (en milliards)	46.0	20.1	40.5	55.7	51.6	56.7
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	331.9	383.2	436.4	429.5	455.5	535.7
dont Dépenses PPTE	16.6	17.8	17.0	5.8	5.0	8.0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	331.5	380.0	438.4	428.8	512.2	531.7
DEPENSES COURANTES	231.7	259.3	293.6	297.8	322.2	351.7
Dépenses courantes primaires	218.5	243.8	281.4	290.8	315.3	345.2
dont masse salariale	79.1	90.1	103.0	118.3	130.3	138.1
Intérêts de la dette publique	13.2	15.5	12.3	7.0	6.9	6.5
DEPENSES EN CAPITAL	99.8	120.7	144.8	131.0	134.1	184.0
dont investissements financés sur ressources internes	46.7	54.5	71.4	61.2	66.2	87.4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	15.9	19.9	-9.0	-0.6	1.9	-22.2
SOL DE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	2.7	4.4	-21.3	-7.6	-5.0	-28.7
SOL DE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-50.8	-65.0	-92.7	-78.1	-72.1	-125.3
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-4.8	-44.9	-52.3	-22.4	-20.5	-68.7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	19.3	22.2	-4.3	-1.8	0.0	-20.7
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-13.0	-51.6	-57.9	-53.3	-89.7	-144.1
SOLDE COURANT (en milliards)	49.4	58.9	50.1	53.6	61.2	58.7
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	1 002.2	966.1	849.4	844.8	921.1	933.7
Encours dette extérieure (en mds)	948.7	941.6	832.6	826.3	901.7	913.8
Encours dette intérieure (en mds)	53.5	24.5	16.8	18.5	19.4	19.9
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	-8.3	-6.7	-5.6	-30.9	-69.2	-75.5
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	0.1	0.2	-1.0	-0.4	-0.2	-1.2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1.1	1.1	-0.2	-0.1	0.0	-0.8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4.0	2.4	1.5	0.9	5.4	4.0
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	54.7	49.4	41.1	39.5	40.1	37.9
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés de paiement intérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés de paiement extérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	32.0	31.9	33.5	38.0	39.0	37.7
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	18.9	19.3	23.2	19.7	19.8	23.8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6.3	-8.3	-9.7	-7.7	-7.2	-7.2
Taux de pression fiscale (en %) (3)	13.5	14.4	14.9	14.6	14.5	14.9
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-2.8	-3.3	-4.5	-3.6	-3.1	-5.1
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0.3	-2.3	-2.5	-1.0	-0.9	-2.8
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0.7	-2.6	-2.8	-2.5	-3.9	-5.8
Solde primaire de base en % des R.F.	6.4	7.0	-2.9	-0.2	0.6	-6.1
Solde courant en % du PIB	2.7	3.0	2.4	2.5	2.7	2.4
Recettes totales hors dons en % du PIB	15.3	16.3	16.6	16.4	16.7	16.6
Dépenses totales en % du PIB	18.1	19.4	21.2	20.0	22.3	21.6
Dépenses courantes en % du PIB	12.6	13.2	14.2	13.9	14.0	14.3
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11.9	12.5	13.6	13.6	13.7	14.0
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-116.0	-163.1	-201.3	-165.7	-166.1	-176.5
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	1 832.1	1 956.9	2 067.5	2 140.0	2 298.7	2 466.1
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	855.9	893.8	928.5	957.4	984.9	1 028.9
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	6.2	4.4	3.9	3.1	2.9	4.5

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 20 : BURKINA FASO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	313,2	346,4	434,7	462,2	496,7	591,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	228,0	259,4	301,4	344,9	365,2	433,2
Recettes fiscales	213,2	240,9	270,4	318,2	336,8	399,2
Recettes non fiscales	14,7	18,5	30,9	26,3	28,4	33,1
DONNS (en milliards)	85,3	87,0	133,3	117,3	131,5	158,7
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	387,2	449,7	507,0	577,0	648,8	728,0
dont Dépenses PPTE	6,6	28,2	29,8	43,5	39,8	24,8
DEPENSES TOTALES (en milliards)	462,9	452,4	483,5	582,4	662,0	731,1
DEPENSES COURANTES	216,8	253,7	259,6	294,5	332,4	400,0
Dépenses courantes primaires	199,3	237,1	242,8	275,4	314,2	384,7
dont masse salariale	98,3	103,0	112,5	119,0	134,7	157,3
Intérêts de la dette publique	17,5	16,7	16,8	19,1	18,2	15,3
DEPENSES EN CAPITAL	171,4	198,7	223,9	297,8	322,7	342,4
dont investissements financés sur ressources internes	52,5	86,7	89,5	147,3	148,2	147,3
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	-23,8	-64,4	-30,9	-77,8	-97,3	-98,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-41,3	-81,1	-47,7	-96,9	-115,4	-114,1
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-159,2	-190,3	-205,6	-232,1	-283,6	-294,8
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-73,9	-103,3	-72,3	-114,7	-152,1	-136,1
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-34,7	-52,9	-17,9	-53,4	-75,6	-89,3
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-73,9	-103,3	-72,3	-114,7	-152,1	-136,1
SOLDE COURANT (en milliards)	11,1	5,7	41,8	50,4	32,8	33,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	1 301,8	1 127,6	1 112,5	1 171,3	1 231,8	258,3
Encours dette extérieure (en mds)	1 116,9	971,2	958,5	1 030,4	1 131,3	200,1
Encours dette intérieure (en mds)	184,9	156,4	154,0	140,8	100,6	58,3
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-2,0	-3,6	-1,9	-3,6	-3,9	-3,5
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-1,7	-2,3	-0,7	-2,0	-2,5	-2,8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	0,9
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	62,9	50,1	44,4	43,4	41,3	8,0
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	46,1	42,8	41,6	37,4	40,0	39,4
Invest financés sur ressources int /recettes fiscales (en %)	24,6	36,0	33,1	46,3	44,0	36,9
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-13,5	-11,9	-12,7	-13,4	-14,7	-10,6
Taux de pression fiscale (en %) (3)	10,3	10,7	10,8	11,8	11,3	12,4
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,7	-8,5	-8,2	-8,6	-9,5	-9,2
Solde global sur PIB nominal (en %)	-3,6	-4,6	-2,9	-4,2	-5,1	-4,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,6	-4,6	-2,9	-4,2	-5,1	-4,2
Solde primaire de base en % des R.F.	-11,2	-26,7	-11,4	-24,4	-28,9	-24,7
Solde courant en % du PIB	0,5	0,3	1,7	1,9	1,1	1,0
Recettes totales hors dons en % du PIB	11,0	11,5	12,0	12,8	12,2	13,5
Dépenses totales en % du PIB	22,4	20,1	19,3	21,6	22,2	22,7
Dépenses courantes en % du PIB	10,5	11,3	10,4	10,9	11,1	12,4
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,6	10,5	9,7	10,2	10,5	12,0
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-278,3	-268,3	-317,7	-361,6	-438,3	-340,0
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	2 069,2	2 251,2	2 503,6	2 700,3	2 985,0	3 218,0
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	1 477,9	1 545,3	1 669,0	1 745,6	1 869,3	1 974,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	6,8	4,6	8,0	4,6	7,1	5,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 21 : COTE D'IVOIRE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1 375,9	1 469,5	1 401,4	1 514,5	1 566,0	1 803,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	1 335,6	1 428,4	1 352,0	1 438,6	1 471,4	1 708,5
Recettes fiscales	1 167,7	1 259,3	1 185,6	1 237,4	1 246,1	1 389,3
Recettes non fiscales	167,9	169,1	166,4	201,2	225,3	319,2
DONNS (en milliards)	40,3	41,1	49,4	75,9	94,6	95,2
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	1 306,9	1 591,6	1 611,1	1 664,9	1 713,7	1 765,5
dont Dépenses PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1 297,3	1 578,7	1 599,6	1 650,7	1 692,9	1 742,0
DEPENSES COURANTES	1 154,0	1 321,6	1 385,9	1 392,1	1 457,6	1 444,6
Dépenses courantes primaires	894,3	1 056,0	1 168,5	1 206,0	1 280,5	1 296,6
dont masse salariale	484,1	523,5	539,4	545,8	563,4	586,3
Intérêts de la dette publique	259,7	265,6	217,4	186,1	177,1	148,0
DEPENSES EN CAPITAL	143,3	257,1	213,7	258,6	235,3	297,4
dont investissements financés sur ressources internes	84,0	145,9	124,6	152,2	133,7	185,1
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	357,3	226,5	58,9	80,4	57,2	226,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	97,6	-39,1	-158,5	-105,7	-119,9	78,8
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	28,7	-163,2	-259,1	-226,3	-242,3	-57,0
SOLDE GLOBAL (en milliards)	69,0	-122,1	-209,7	-150,4	-147,7	38,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE (en milliards)	97,6	-39,1	-158,5	-105,7	-119,9	78,8
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	221,7	-500,6	72,3	113,2	-13,4	65,3
SOLDE COURANT (en milliards)	181,6	106,8	-33,9	46,5	13,8	263,9
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	8 043,3	7 017,0	7 302,9	7 471,0	7 512,7	7 054,6
Encours dette extérieure (en mds)	7 063,6	6 155,9	6 142,7	6 071,0	6 210,0	5 849,8
Encours dette intérieure (en mds)	979,7	861,1	1 160,2	1 400,0	1 302,7	1 204,8
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	152,7	-378,5	282,0	263,6	134,4	27,1
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	1,3	-0,5	-2,0	-1,3	-1,4	0,9
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,3	-0,5	-2,0	-1,3	-1,4	0,9
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,1	3,3	1,4	3,9	2,0
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	104,1	87,6	91,5	91,3	87,1	78,1
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	157,6	143,3	519,7	850,4	458,3	299,1
Arriérés de paiement intérieurs	0,5	22,1	136,6	131,3	17,5	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	157,1	121,2	383,1	719,1	440,8	299,1
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	41,5	41,6	45,5	44,1	45,2	42,2
Invest. financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	7,2	11,6	10,5	12,3	10,7	13,3
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,9	6,5	2,0	1,7	0,1	2,3
Taux de pression fiscale (en %) (3)	15,1	15,7	14,8	15,1	14,4	15,4
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	0,4	-2,0	-3,2	-2,8	-2,8	-0,6
Solde global sur PIB nominal (en %)	0,9	-1,5	-2,6	-1,8	-1,7	0,4
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	2,9	-6,3	0,9	1,4	-0,2	0,7
Solde primaire de base en % des R.F.	30,6	18,0	5,0	6,5	4,6	16,3
Solde courant en % du PIB	2,3	1,3	-0,4	0,6	0,2	2,9
Recettes totales hors dons en % du PIB	17,3	17,8	16,9	17,6	17,1	18,9
Dépenses totales en % du PIB	16,8	19,7	20,0	20,2	19,6	19,3
Dépenses courantes en % du PIB	14,9	16,5	17,4	17,0	16,9	16,0
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,6	13,2	14,6	14,7	14,8	14,4
Solde extérieur courant hors dons publics(en mds)	-67,6	522,1	163,0	136,4	4,9	209,3
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	7 730,1	8 006,1	7 984,3	8 178,5	8 626,2	9 033,6
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	4 219,1	4 150,1	4 079,5	4 144,8	4 219,4	4 295,4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,1	-1,6	-1,7	1,6	1,8	1,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 22 : GUINEE BISSAU : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	45,6	30,4	31,4	49,0	37,8	69,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	24,5	21,7	20,8	24,5	28,0	35,7
Recettes fiscales	14,8	11,9	11,9	11,8	18,3	20,3
Recettes non fiscales	9,7	9,8	8,9	12,7	9,6	15,3
DONNS (en milliards)	21,1	8,7	10,6	24,5	9,9	33,6
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	62,8	46,4	52,9	70,5	51,9	74,5
dont Dépenses PPTF						
DEPENSES TOTALES (en milliards)	62,8	46,4	52,9	70,5	51,9	74,5
DEPENSES COURANTES	41,1	33,7	35,0	42,1	39,4	43,5
Dépenses courantes primaires	28,9	26,8	27,2	33,3	37,8	39,9
dont masse salariale	11,0	10,5	13,6	16,2	20,0	21,3
Intérêts de la dette publique	12,2	6,9	7,8	8,8	1,5	3,6
DEPENSES EN CAPITAL	21,6	12,7	17,9	28,3	12,4	30,2
dont investissements financés sur ressources internes	2,5	0,7	0,1	0,5	1,1	5,1
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	-6,9	-5,8	-6,5	-9,3	-10,9	-9,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTF (en milliards)	-19,1	-12,7	-14,3	-18,1	-12,4	-12,9
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-38,3	-24,7	-32,1	-46,0	-23,9	-38,8
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-17,2	-16,0	-21,5	-21,5	-14,0	-5,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTF(en milliards)	-19,1	-12,7	-14,3	-18,1	-12,4	-12,9
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-15,3	-14,6	-6,7	-20,0	-14,1	-5,8
SOLDE COURANT (en milliards)	-16,6	-12,0	-14,2	-17,6	-11,4	-7,8
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	629,7	585,4	590,3	601,1	588,8	565,7
Encours dette extérieure (en mds)	583,4	537,6	549,3	560,1	547,8	524,7
Encours dette intérieure (en mds)	46,3	47,8	41,0	41,0	41,0	41,0
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	1,9	1,4	14,8	1,5	-0,1	-0,5
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTF/PIB nominal (en %)	-13,1	-8,9	-10,3	-11,9	-7,6	-7,3
Solde budgétaire de base hors PPTF/PIB nominal (en %)	-13,1	-8,9	-10,3	-11,9	-7,6	-7,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,5	3,3	-3,5	0,9	3,4	-0,1
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	431,7	412,5	425,1	394,3	358,6	320,8
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	15,3	22,5	35,3	23,3	20,0	12,7
Arriérés de paiement intérieurs	3,4	5,3	17,7	3,9	5,1	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	11,9	17,2	17,6	19,4	14,9	12,7
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	74,3	88,5	114,3	137,3	109,3	104,4
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	16,7	5,8	0,8	4,2	5,7	25,1
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-13,2	-10,1	-8,0	-10,3	-15,7	-12,6
Taux de pression fiscale (en %) (3)	10,1	8,4	8,6	7,7	11,2	11,5
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-26,3	-17,4	-23,1	-30,2	-14,5	-22,0
Solde global sur PIB nominal (en %)	-11,8	-11,3	-15,5	-14,1	-8,5	-3,0
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-10,5	-10,3	-4,8	-13,1	-8,6	-3,3
Solde primaire de base en % des R F	-46,6	-48,7	-54,6	-78,8	-59,5	-45,8
Solde courant en % du PIB	-11,4	-8,5	-10,2	-11,5	-6,9	-4,4
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,8	15,3	15,0	16,1	17,0	20,2
Dépenses totales en % du PIB	43,1	32,7	38,1	46,3	31,6	42,3
Dépenses courantes en % du PIB	28,2	23,7	25,2	27,6	24,0	24,6
Dépenses courantes primaires en % du PIB	19,8	18,9	19,6	21,8	23,0	22,6
Solde extérieur courant hors dons publics(en mds)	-19,3	-14,4	-11,1	-15,7	-25,7	-22,3
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	145,9	141,9	138,9	152,4	164,2	176,3
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	97,1	90,2	90,7	93,6	97,2	101,3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,2	-7,1	0,6	3,2	3,8	4,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 23 : MALI : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	394,8	456,8	534,1	557,9	621,6	698,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	311,2	371,0	421,7	454,6	506,6	535,7
Recettes fiscales	272,7	306,1	349,1	393,3	446,2	470,0
Recettes non fiscales	11,0	31,2	35,2	18,7	15,1	23,2
DONS (en milliards)	83,6	85,8	112,4	103,3	115,0	162,5
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	465,8	540,5	551,5	625,7	712,3	808,8
dont Dépenses PPTF	16,8	30,9	34,7	28,8	31,0	34,2
	476,5	545,4	555,4	634,7	689,6	814,4
DEPENSES TOTALES (en milliards)	307,2	342,4	353,8	392,5	421,5	457,8
DEPENSES COURANTES	292,6	324,0	335,1	375,3	403,2	442,7
Dépenses courantes primaires	85,8	93,5	106,2	121,7	137,8	149,0
dont masse salariale	14,6	18,4	18,7	17,2	18,3	15,1
Intérêts de la dette publique	169,3	203,0	201,6	242,2	268,1	356,6
DEPENSES EN CAPITAL	53,0	62,7	78,3	89,4	98,1	106,0
dont investissements financés sur ressources internes						
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	-34,4	-15,7	8,3	-10,1	5,3	-13,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTF (en milliards)	-49,0	-34,1	-10,4	-27,3	-13,0	-28,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-154,6	-169,5	-129,8	-171,1	-205,7	-273,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-71,0	-83,7	-17,4	-67,8	-90,7	-110,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTF(en milliards)	-32,2	-3,2	24,3	1,5	18,0	6,1
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-71,0	-83,7	-17,4	-67,8	-90,7	-110,6
SOLDE COURANT (en milliards)	-23,5	-5,1	30,5	19,5	45,1	48,0
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	1 861,5	1 853,2	1 719,9	1 682,8	1 774,6	990,4
Encours dette extérieure (en mds)	1 767,0	1 746,1	1 646,7	1 634,8	1 732,6	953,6
Encours dette intérieure (en mds)	94,5	107,1	73,2	47,9	42,0	36,8
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTF/PIB nominal (en %)	-2,2	-1,5	-0,4	-1,0	-0,4	-0,9
Solde budgétaire de base hors PPTF/PIB nominal (en %)	-1,5	-0,1	1,0	0,1	0,6	0,2
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	0,1
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	84,2	83,3	70,1	63,9	61,3	30,9
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	31,5	30,5	30,4	30,9	30,9	31,7
Invest financés sur ressources int /recettes fiscales (en %)	19,4	20,5	22,4	22,7	22,0	22,6
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-12,5	-6,1	-9,2	-10,2	-9,1	-6,2
Taux de pression fiscale (en %) (3)	12,3	13,8	14,2	14,9	15,4	14,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,0	-7,6	-5,3	-6,5	-7,1	-8,5
Solde global sur PIB nominal (en %)	-3,2	-3,8	-0,7	-2,6	-3,1	-3,4
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,2	-3,8	-0,7	-2,6	-3,1	-3,4
Solde primaire de base en % des R F	-12,6	-5,1	2,4	-2,6	1,2	-2,8
Solde courant en % du PIB	-1,1	-0,2	1,2	0,7	1,6	1,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	14,1	16,7	17,2	17,3	17,5	16,7
Dépenses totales en % du PIB	21,5	24,5	22,6	24,1	23,8	25,4
Dépenses courantes en % du PIB	13,9	15,4	14,4	14,9	14,6	14,3
Dépenses courantes primaires en % du PIB	13,2	14,6	13,7	14,3	13,9	13,8
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-275,7	-134,6	-224,9	-267,4	-264,3	-197,6
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	2 212,0	2 223,5	2 454,0	2 632,0	2 894,0	3 210,0
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	1 105,7	1 153,0	1 241,0	1 270,0	1 347,0	1 414,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	11,9	4,3	7,6	2,3	6,1	5,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 24 : NIGER : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	191,4	216,9	221,2	245,9	273,0	284,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	133,0	152,5	156,7	172,9	189,0	210,0
Recettes fiscales	125,6	144,6	152,1	167,6	181,3	200,8
Recettes non fiscales	7,4	7,9	4,6	5,3	7,7	9,2
DONS (en milliards)	58,4	64,4	64,5	73,0	84,0	74,2
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	245,6	278,1	276,1	310,0	321,6	422,9
dont Dépenses PPTE	7,9	9,8	12,0	17,0	22,3	25,4
DEPENSES TOTALES (en milliards)	246,4	278,3	276,1	309,2	321,8	422,9
DEPENSES COURANTES	157,4	161,8	160,6	165,2	166,9	208,4
Dépenses courantes primaires	132,0	139,2	143,2	157,1	156,4	196,7
dont masse salariale	50,4	55,3	57,1	59,0	63,0	69,3
Intérêts de la dette publique	25,4	22,6	17,4	8,1	10,5	11,7
DEPENSES EN CAPITAL	89,0	116,5	115,5	144,0	154,9	214,5
dont investissements financés sur ressources internes	33,0	36,9	40,5	51,0	69,4	84,3
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	-32,0	-23,6	-27,0	-35,2	-36,8	-71,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-57,4	-46,2	-44,4	-43,3	-47,3	-82,7
SOLDE GLOBAL HORS DONS (en milliards)	-112,6	-125,6	-119,4	-137,1	-132,6	-212,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-54,2	-61,2	-54,9	-64,1	-48,6	-138,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-49,5	-36,4	-32,4	-26,3	-25,0	-57,3
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-71,2	-94,6	-67,1	-83,4	-61,0	-153,9
SOLDE COURANT (en milliards)	-24,4	-9,3	-3,9	7,7	22,1	1,6
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	1 331,3	1 336,4	1 199,4	1 089,9	1 152,0	1 197,5
Encours dette extérieure (en mds)	1 060,1	1 103,0	978,1	888,0	957,0	1 017,5
Encours dette intérieure (en mds)	271,2	233,4	221,3	201,9	195,0	180,0
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	-17,0	-33,4	-12,2	-19,3	-12,4	-15,2
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-4,3	-3,2	-3,0	-2,9	-2,8	-4,6
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-3,7	-2,5	-2,2	-1,8	-1,5	-3,2
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	-1,7
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	100,1	92,8	81,8	73,9	67,3	66,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	7,3	2,6	0,0	3,2	2,2	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	2,6	0,0	3,2	2,2	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	7,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	40,1	38,2	37,5	35,2	34,7	34,5
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	26,3	25,5	26,6	30,4	38,3	42,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,3	-9,9	-10,9	-10,8	-10,9	-9,3
Taux de pression fiscale (en %) (3)	9,4	10,0	10,4	11,4	10,6	11,1
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,5	-8,7	-8,1	-9,3	-7,7	-11,8
Solde global sur PIB nominal (en %)	-4,1	-4,3	-3,7	-4,3	-2,8	-7,7
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-5,4	-6,6	-4,6	-5,7	-3,6	-8,5
Solde primaire de base en % des R.F.	-25,5	-16,3	-17,8	-21,0	-20,3	-35,4
Solde courant en % du PIB	-1,8	-0,6	-0,3	0,5	1,3	0,1
Recettes totales hors dons en % du PIB	10,0	10,6	10,7	11,7	11,0	11,6
Dépenses totales en % du PIB	18,5	19,3	18,8	21,0	18,8	23,4
Dépenses courantes en % du PIB	11,8	11,2	11,0	11,2	9,8	11,5
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,9	9,7	9,8	10,7	9,1	10,9
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-109,9	-143,0	-160,0	-158,9	-187,3	-167,6
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	1 329,4	1 439,5	1 466,3	1 474,9	1 711,5	1 807,3
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	957,8	1 009,0	1 047,1	1 040,9	1 114,9	1 153,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,7	5,3	3,8	-0,6	7,1	3,5

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 25 : SENEGAL : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	664,4	726,7	797,8	864,8	959,0	1 006,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	602,7	664,6	720,1	776,8	880,2	918,4
Recettes fiscales	576,8	629,2	677,0	738,5	850,8	876,0
Recettes non fiscales	25,9	35,4	43,1	38,3	29,4	42,4
DONNS (en milliards)	61,7	62,1	77,7	88,0	78,8	88,3
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	744,3	748,5	861,2	965,5	1 006,0	1 188,6
dont Dépenses PPTE	15,1	4,1	28,4	44,9	72,0	53,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	737,6	754,1	867,8	953,2	998,0	1 180,6
DEPENSES COURANTES	516,6	478,2	529,5	553,9	613,0	678,1
Dépenses courantes primaires	486,3	438,4	484,9	507,2	572,1	631,8
dont masse salariale	177,3	199,4	203,7	217,6	254,9	261,3
Intérêts de la dette publique	30,3	39,8	44,6	46,7	40,9	46,3
DEPENSES EN CAPITAL	232,3	275,9	338,5	413,2	410,8	492,6
dont investissements financés sur ressources internes	133,6	147,9	190,3	221,2	266,9	300,5
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	-17,2	78,3	44,9	48,4	41,2	-14,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-47,5	38,5	0,3	1,7	0,3	-60,2
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-141,6	-83,9	-141,1	-188,7	-125,8	-270,3
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-79,9	-21,8	-63,4	-100,7	-47,0	-182,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE (en milliards)	-32,4	42,6	28,7	46,6	72,3	-7,1
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-79,9	-21,8	-63,4	-100,7	-47,0	-182,0
SOLDE COURANT (en milliards)	86,1	186,4	190,6	222,9	267,2	240,3
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	2 501,9	2 450,8	2 379,7	2 025,4	2 094,1	2 068,1
Encours dette extérieure (en mds)	2 203,8	2 278,6	2 212,1	1 867,0	1 832,8	1 806,8
Encours dette intérieure (en mds)	298,1	172,2	167,6	158,4	261,3	261,3
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-1,4	1,1	0,0	0,0	0,0	-1,3
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-1,0	1,2	0,8	1,1	1,6	-0,2
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	0,8
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	74,8	70,6	63,9	48,2	45,9	44,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	30,7	31,7	30,1	29,5	30,0	29,8
Invest. financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	23,2	23,5	28,1	30,0	31,4	34,3
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,8	-8,2	-8,6	-8,0	-9,7	-9,2
Taux de pression fiscale (en %) (3)	17,3	18,1	18,2	17,6	18,7	18,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,2	-2,4	-3,8	-4,5	-2,8	-5,8
Solde global sur PIB nominal (en %)	-2,4	-0,6	-1,7	-2,4	-1,0	-3,9
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,4	-0,6	-1,7	-2,4	-1,0	-3,9
Solde primaire de base en % des R F	-3,0	12,4	6,6	6,6	4,8	-1,6
Solde courant en % du PIB	2,6	5,4	5,1	5,3	5,9	5,1
Recettes totales hors dons en % du PIB	18,0	19,1	19,3	18,5	19,3	19,7
Dépenses totales en % du PIB	22,1	21,7	23,3	22,7	21,9	25,3
Dépenses courantes en % du PIB	15,5	13,8	14,2	13,2	13,4	14,5
Dépenses courantes primaires en % du PIB	14,5	12,6	13,0	12,1	12,5	13,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-227,2	-285,7	-321,0	-335,3	-440,8	-430,2
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	3 342,7	3 472,7	3 725,4	4 198,5	4 561,2	4 673,0
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	2 175,8	2 191,0	2 337,8	2 469,2	2 620,5	2 754,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,7	0,7	6,7	5,6	6,1	5,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 26 : TOGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	150,7	130,0	170,8	179,6	188,0	203,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	146,1	126,5	165,3	171,7	174,9	184,3
Recettes fiscales	124,3	115,5	148,7	161,0	162,1	164,2
Recettes non fiscales	21,8	11,0	16,5	10,7	12,8	20,1
DONNS (en milliards)	4,6	3,5	5,5	7,8	13,1	19,0
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	152,3	134,6	146,4	169,9	225,2	254,9
dont Dépenses PPTE						
DEPENSES TOTALES (en milliards)	161,6	134,6	146,4	169,8	225,2	254,9
DEPENSES COURANTES	133,6	114,7	127,3	145,2	188,5	177,7
Dépenses courantes primaires	115,7	96,9	109,4	127,3	176,9	163,5
dont masse salariale	55,2	51,6	51,7	51,6	49,2	56,8
Intérêts de la dette publique	17,9	17,7	17,9	17,9	11,6	14,2
DEPENSES EN CAPITAL	28,0	19,9	19,1	24,6	36,7	77,2
dont investissements financés sur ressources internes	7,9	8,5	11,3	11,8	13,7	9,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE (en milliards)	22,5	21,1	44,6	32,6	-15,7	11,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	4,5	3,4	26,7	14,6	-27,3	-2,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-6,3	-8,0	18,9	1,9	-50,4	-70,7
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-1,6	-4,5	24,4	9,7	-37,3	-51,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	4,5	3,4	26,7	14,6	-27,3	-2,5
SOLDE GLOBAL BASE CAISSE (en milliards)	-2,1	10,1	39,2	26,8	-25,0	-57,5
SOLDE COURANT (en milliards)	12,5	11,9	38,0	26,5	-13,7	6,6
DETTE PUBLIQUE TOTALE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Encours dette publique (en mds)	1 229,5	1 160,9	1 102,3	1 057,1	1 083,8	1 106,4
Encours dette extérieure (en mds)	946,9	890,3	826,9	781,4	812,5	840,0
Encours dette intérieure (en mds)	282,6	270,6	275,4	275,7	271,3	266,4
VARIATION DES ARRIERES DE PAIEMENTS	-0,5	14,7	14,8	17,1	12,2	-5,8
CRITERES DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
<i>dont critères de 1er rang</i>						
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	0,5	0,3	2,7	1,4	-2,5	-0,2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	0,5	0,3	2,7	1,4	-2,5	-0,2
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,9	3,1	-1,0	0,4	6,8	2,6
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (%)	125,9	113,1	113,3	101,8	97,6	93,2
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	57,4	60,3	66,5	71,8	51,6	7,7
Arriérés de paiement intérieurs	17,6	15,2	19,8	25,9	22,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	39,8	45,2	46,6	45,9	29,6	7,7
<i>dont critère de 2nd rang</i>						
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	44,4	44,7	34,8	32,1	30,4	34,6
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	6,4	7,4	7,6	7,4	8,4	5,5
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-14,2	-10,2	-10,3	-11,4	-15,3	-14,5
Taux de pression fiscale (en %) (3)	12,7	11,3	15,3	15,5	14,6	13,8
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,6	-0,8	1,9	0,2	-4,5	-6,0
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0,2	-0,4	2,5	0,9	-3,4	-4,4
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,2	1,0	4,0	2,6	-2,3	-4,8
Solde primaire de base en % des R.F.	18,1	18,3	30,0	20,2	-9,7	7,1
Solde courant en % du PIB	1,3	1,2	3,9	2,5	-1,2	0,6
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,0	12,3	17,0	16,5	15,7	15,5
Dépenses totales en % du PIB	16,5	13,1	15,1	16,4	20,3	21,5
Dépenses courantes en % du PIB	13,7	11,2	13,1	14,0	17,0	15,0
Dépenses courantes primaires en % du PIB	11,8	9,4	11,2	12,3	15,9	13,8
Solde extérieur courant hors dons publics(en mds)	-138,8	-104,4	-100,0	-118,3	-170,0	-171,6
COMPTES NATIONAUX	2001	2002	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.
PIB nominal (en milliards)	976,6	1 026,2	972,6	1 038,7	1 110,5	1 187,2
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	938,2	963,8	982,9	1 027,8	1 042,9	1 085,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,8	2,7	2,0	4,6	1,5	4,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BCEAO.

Tableau 27 : COMORES : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2004	2005	2006*
RECETTES TOTALES ET DONS (en millions FC)	26 434,0	30 509,0	31 398,0
RECETTES TOTALES	22 445,0	23 972,0	22 509,0
Recettes fiscales	19 407,0	17 797,0	19 141,0
Recettes non fiscales	3 038,0	6 175,0	3 368,0
DONS	3 989,0	6 537,0	8 889,0
DEPENSES TOTALES (en millions FC)	28 847,0	30 425,0	34 408,0
DEPENSES COURANTES	22 546,0	23 523,0	25 579,0
dont salaires et traitements	12 631,0	12 872,0	12 700
dont intérêts de la dette publique	1 282,0	1 182,0	1 115,0
dont assistance technique sur financement extérieur**	606,0	1 431,0	3 450,0
DEPENSES EN CAPITAL	6 301,0	6 902,0	8 829,0
dont sur financement interne	2 539,0	1 411,0	1 428,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en millions FC)	-2 034,0	468,0	-1 048,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE CORRIGE (SBB + appuis budgétaires)	-1 881,0	1 137,0	-298,0
SOLDE GLOBAL, base engage., hors dons (en millions FC)	-6 402,0	6 454,0	-11 899,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en millions FC)	-2 413,0	83,0	-3 010,0
CRITERES DE CONVERGENCE	2004	2005	2006*
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-0,3	-0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	3,2	< 3,2%
Taux d'endettement public en % du PIB	97,5	84,8	-
Non accumulation d'Arriérés de paiement intérieurs	1 197,0	-814,0	-
Non accumulation d'Arriérés de paiement extérieurs	1 400,0	1 104,0	1 861,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE	2004	2005	2006*
Masse salariale /recettes fiscales	65,0	72,0	66,0
Investissements financés sur ressources intérieures /recettes fiscales	13,1	7,9	7,5
Solde extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal (en %)	-5,2	-6,4	-
Taux de pression fiscal	13,3	11,8	11,9
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-0,1	0,4	-
Taux de couverture extérieur de la monnaie (en %)	109,0	105,0	108,0
COMPTES NATIONAUX	2004	2005	2006*
PIB nominal (en millions FC)	145 852,0	150 475,0	160 310,0
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	83 572,0	85 945,0	88 790,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,9	2,8	3,3

* Prévisions

** Données exclues des dépenses courantes pour le calcul du Solde budgétaire de base (SBB)

Sources : Banque Centrale des Comores, DESM.